

ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

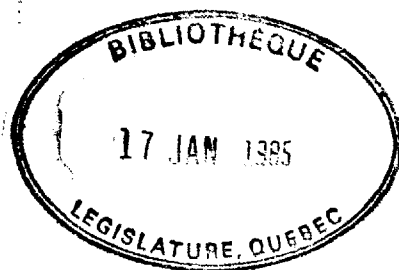
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 20

Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Marc Johnson
Ministre de la Justice**



**Éditeur officiel du Québec
1984**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de réformer le droit des personnes, le droit des successions et celui des biens et d'ajouter au Code civil du Québec, qui comprend déjà le Livre deuxième sur la famille, trois livres sur ces sujets ainsi qu'une disposition préliminaire visant à situer le Code civil dans l'ensemble législatif.

LIVRE PREMIER: DES PERSONNES

Le Livre premier qui s'ajoute au Code civil du Québec a pour objet de réformer le droit des personnes; il comprend cinq titres.

Le premier titre traite de la jouissance et de l'exercice des droits civils et il énonce les principes généraux en la matière.

Le deuxième titre est consacré aux droits de la personnalité. Il compte quatre chapitres portant respectivement sur l'intégrité de la personne, notamment quant aux soins, à la garde en établissement et à l'examen psychiatrique, sur le respect des droits de l'enfant, sur le respect de la réputation et de la vie privée et sur le respect du corps après le décès.

Le troisième titre, divisé en quatre chapitres, traite d'éléments relatifs à l'état des personnes. Il aborde, au premier chapitre, les règles relatives à l'attribution du nom, à son utilisation, au changement de nom par voie administrative ou judiciaire ainsi qu'au changement de la mention du sexe à l'acte de l'état civil. Le deuxième chapitre établit les règles relatives au domicile et à la résidence alors que le troisième précise les règles sur l'absence, sur la déclaration judiciaire de décès, sur le retour et sur la preuve du décès. Quant au quatrième chapitre, il est consacré à l'état civil et divisé en cinq sections portant sur l'officier d'état civil, sur le registre d'état civil et les actes d'état civil que sont les actes de naissance, de mariage et de décès, ainsi que sur la modification du registre et sur sa garde et sa publicité.

Le titre quatrième énonce, dans trois chapitres, les règles relatives à la capacité des personnes. Le premier chapitre est consacré à la majorité et à la minorité, y incluant l'émancipation. Le deuxième chapitre sur la tutelle au mineur est divisé en sept sections qui traitent successivement de la charge tutélaire, de la tutelle légale, de la tutelle dative, de l'administration

tutélaire, du conseil de tutelle, des mesures de surveillance de la tutelle et du remplacement du tuteur et de la fin de la tutelle. Quant au troisième chapitre, il établit pour sa part les règles des régimes de protection du majeur; il énonce successivement les dispositions générales et d'autres règles traitant respectivement de l'ouverture des régimes de protection, de la curatelle au majeur, de la tutelle au majeur, du conseiller au majeur et de la fin du régime de protection.

Enfin, le titre cinquième du Livre premier porte sur les personnes morales. Il établit, dans un premier chapitre, les règles générales de la personnalité morale et aborde les questions relatives aux espèces de personnes morales, à leur personnalité juridique, à leur immatriculation, aux obligations des administrateurs et à leurs inhabilités et à l'attribution judiciaire de la personnalité. Un second chapitre consacré aux dispositions applicables aux personnes morales formées suivant le Code civil traite du fonctionnement des personnes morales et de leur dissolution et liquidation.

LIVRE TROISIÈME: DES SUCCESSIONS

Le Livre troisième a pour objet de réformer le droit des successions; il compte six titres.

Le titre premier de ce livre détermine les circonstances de l'ouverture d'une succession et établit les qualités requises pour succéder.

Le titre deuxième qui traite des droits successoraux comprend quatre chapitres. Le premier porte sur la saisine, le deuxième sur la pétition d'hérédité et sur la transmission de biens, le troisième concerne le droit d'option de l'héritier et énonce les règles relatives à la délibération et à l'option, à l'acceptation et à la renonciation d'une succession et le dernier chapitre porte sur la survie de l'obligation alimentaire après l'ouverture de la succession.

Le titre troisième qui établit les règles de la dévolution légale est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre détermine la vocation successorale. Le deuxième porte sur la parenté et fixe les notions de degré, de génération et de ligne, directe ou collatérale, ascendante ou descendante. Le troisième chapitre définit la représentation, détermine quand elle a lieu et en précise les effets. Le quatrième chapitre établit l'ordre de dévolution des successions alors que le cinquième traite de la dévolution à l'État.

Le titre quatrième, divisé en six chapitres, traite successivement de la nature du testament, de la capacité requise pour tester, des formes de testament, des dispositions testamentaires et des légataires, de la révocation des testaments et legs et de la preuve et de la vérification des testaments.

Le titre cinquième, qui comprend quatre chapitres, énonce les règles relatives à la liquidation successorale: l'un traite de l'objet de la liquidation et de la séparation des patrimoines, le deuxième porte sur le liquidateur

de la succession et établit les règles concernant la désignation et la charge du liquidateur, l'inventaire des biens et les fonctions du liquidateur, le troisième porte sur le paiement des dettes et des legs particuliers et le dernier chapitre régit la fin de la liquidation.

Le titre sixième, divisé en cinq chapitres, contient les règles du partage. On y traite du droit au partage et incidemment du droit au maintien de l'indivision, on établit les modalités du partage, on énonce les règles à suivre pour la composition des lots, les attributions préférentielles et la remise des titres et on détermine l'obligation de rapporter les dons, les legs et les dettes, la façon de rapporter et les effets du rapport. Deux derniers chapitres portent sur les effets du partage et sur la nullité du partage.

LIVRE QUATRIÈME: DES BIENS

Le Livre quatrième a pour objet de réformer le droit des biens; il compte sept titres.

Le premier titre porte sur la distinction des biens et leur appropriation. Ses quatre chapitres traitent respectivement de la distinction des biens, immeubles et meubles, des biens dans leurs rapports avec ce qu'ils produisent, des biens dans leurs rapports avec ceux qui y ont des droits ou qui les possèdent et de certains rapports de fait concernant les biens. C'est à ce dernier chapitre que sont précisées les règles de la possession et celles sur l'acquisition des biens vacants, biens sans maître ou meubles perdus ou oubliés.

Le titre deuxième traite de la propriété. Le premier chapitre précise la nature et l'étendue du droit de propriété et le deuxième les règles relatives à l'accession immobilière et mobilière. Quant au troisième chapitre qui complète ce titre, il énonce des règles particulières à la propriété immobilière, telles celles sur les limites des fonds et le bornage, sur les eaux, les arbres, l'accès au fonds d'autrui et sa protection, les vues, le droit de passage et les clôtures et ouvrages mitoyens.

Le titre troisième est consacré aux principales modalités de la propriété. Après avoir dans un premier temps défini la nature de la copropriété par indivision ou de la copropriété dite divise, trois chapitres organisent les régimes de la copropriété par indivision, de la copropriété divise et de la propriété superficière.

Le titre quatrième régit les démembrements du droit de propriété. Ce titre, divisé en quatre chapitres, traite successivement de l'usufruit, de l'usage, des servitudes et de l'emphytéose.

Le titre cinquième établit les règles relatives aux restrictions à la libre disposition de certains biens. Le premier chapitre énonce les règles concernant les stipulations d'inaliénabilité et le second celles qui concernent la substitution.

Le titre sixième porte sur certains patrimoines d'affectation. Un premier chapitre indique ce qu'est la fondation et un second est consacré à la fiducie: il en précise la nature, détermine les diverses espèces de fiducie et leur durée, établit les règles relatives à l'administration de la fiducie, prévoit les modifications à la fiducie et au patrimoine ainsi que la fin de la fiducie.

Enfin, le titre septième détermine les règles relatives à l'administration du bien d'autrui. Le premier chapitre contient des dispositions générales et le deuxième détermine l'étendue des activités de l'administrateur du bien d'autrui selon deux types d'administration, la simple ou la pleine administration; le troisième chapitre sur les règles de l'administration précise les obligations de l'administrateur envers le bénéficiaire et les tiers, celles du bénéficiaire envers les tiers, et d'autres règles telles celles sur l'inventaire, les sûretés et les assurances, sur l'administration collective et la délégation, sur les placements présumés sûrs, sur la répartition des bénéfices et des dépenses et sur le compte annuel. Le quatrième chapitre sur la fin de l'administration énonce les causes mettant fin à l'administration, la reddition de compte et la remise du bien.

Projet de loi 20

Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

ARTICLE PREMIER

Il est ajouté au Code civil du Québec, institué par le chapitre 39 des lois de 1980, avant le Livre deuxième « De la famille », la disposition préliminaire et le Livre premier suivants, qui se lisent comme suit:

« DISPOSITION PRÉLIMINAIRE

Le Code civil du Québec régit, en harmonie avec la Charte des droits et libertés de la personne, les principes généraux du droit et les règles du droit international privé, les personnes, l'exercice des droits civils, les rapports entre les personnes ainsi que les biens.

Le code est constitué d'un ensemble de règles qui, en toutes matières auxquelles se rapportent la lettre, l'esprit ou l'objet de ses dispositions, établit, en termes exprès ou par implication, le droit privé. En ces matières, il fonde les autres lois qui peuvent elles-mêmes ajouter au code ou y déroger.

LIVRE PREMIER

DES PERSONNES

TITRE PREMIER

DE LA JOUISSANCE ET DE L'EXERCICE DES DROITS CIVILS

1. Tout être humain possède la personnalité juridique et a la pleine jouissance des droits civils.

Il jouit aussi des droits et libertés qui lui sont reconnus par la Charte des droits et libertés de la personne.

2. Toute personne est titulaire d'un patrimoine.

Celui-ci peut être divisé ou faire l'objet d'une affectation, mais dans la seule mesure prévue par la loi.

3. Toute personne est titulaire de droits de la personnalité, tels le droit à la vie, à l'inviolabilité et à l'intégrité de sa personne, au respect de son nom, de sa réputation et de sa vie privée.

Ces droits sont incessibles.

4. Toute personne a le plein exercice des droits civils.

Dans les cas prévus par la loi, elle les exerce par un représentant ou avec l'assistance d'un conseiller.

5. Toute personne exerce ses droits civils sous le nom qui lui est attribué et qui est constaté dans son acte de naissance.

6. Toute personne est tenue d'exercer ses droits civils selon les exigences de la bonne foi. Celle-ci se présume toujours.

7. Aucun droit ne peut être exercé en vue de nuire à autrui ou, en l'absence d'un intérêt sérieux et légitime, de manière à lui porter préjudice.

8. On ne peut renoncer à la jouissance des droits civils, mais on peut renoncer à leur exercice dans la mesure où le permet l'ordre public.

9. Dans l'exercice des droits civils, il peut être dérogé aux règles du présent code qui sont supplétives de volonté; il ne peut cependant être dérogé à celles qui intéressent l'ordre public, notamment lorsqu'elles

visent l'état et la capacité des personnes ou leur protection ou lorsqu'elles sont impératives ou prohibitives.

TITRE DEUXIÈME

DE CERTAINS DROITS DE LA PERSONNALITÉ

CHAPITRE PREMIER

DE L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE

10. Toute personne est inviolable et a droit à son intégrité.

Nul ne peut lui porter atteinte sans son consentement libre et éclairé ou sans que la loi ne l'autorise.

SECTION I

DES SOINS

11. Nul ne peut soumettre une personne à des soins médicaux ou autres sans son consentement, qu'il s'agisse d'examens, de prélèvements, de traitements ou d'autres interventions.

12. Le consentement aux soins médicaux n'est pas requis en cas d'urgence lorsque la vie de la personne est en danger, à moins que ceux prévus ne soient inusités ou inutiles et que leurs conséquences puissent être intolérables pour la personne.

Il en est de même en cas d'urgence lorsque l'intégrité de la personne est en danger et que son consentement ne peut être obtenu en temps utile.

13. Le mineur de quatorze ans peut consentir seul aux soins exigés par son état de santé.

Toutefois, si son état requiert qu'il soit gardé dans un établissement de santé ou de services sociaux pendant plus de douze heures, le titulaire de l'autorité parentale ou son tuteur doit en être avisé.

14. Le consentement du mineur de moins de quatorze ans ou non doué de discernement à des soins exigés par son état de santé est donné par le titulaire de l'autorité parentale ou par son tuteur.

15. Le consentement du majeur non doué de discernement à des soins exigés par son état de santé est donné par son tuteur ou curateur. S'il ne peut être ainsi représenté en temps utile ou si l'absence de discernement est temporaire, le consentement est donné par le conjoint

ou, à défaut de conjoint ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un proche parent ou par une personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier.

16. L'autorisation du tribunal est requise si celui qui peut consentir pour le majeur non doué de discernement ou le mineur est dans l'impossibilité de donner son consentement ou refuse de le faire, sans que son refus ne soit justifié par l'intérêt de la personne concernée.

17. Le majeur peut aliéner entre vifs une partie de son corps ou se soumettre à des soins qui ne sont pas exigés par son état de santé ainsi qu'à une expérimentation, pourvu que le risque couru ne soit pas hors de proportion avec le bienfait espéré.

Le mineur doué de discernement le peut également avec l'autorisation du titulaire de l'autorité parentale ou du tuteur si les soins ou l'expérimentation sont mineurs ou s'ils n'entraînent aucun risque sérieux pour la santé ni effet majeur et permanent. Dans les autres cas, l'autorisation du tribunal est requise.

18. La personne non douée de discernement ne peut, sans l'autorisation du tribunal, aliéner entre vifs une partie de son corps, être soumise à des soins qui ne sont pas exigés par son état de santé, ni être soumise à des expérimentations.

Toutefois, le tuteur ou le curateur peut consentir à des soins, s'ils sont mineurs ou s'ils n'entraînent aucun risque sérieux pour la santé ni effet majeur et permanent.

19. Le tribunal qui doit statuer sur une demande d'autorisation relative à l'aliénation d'une partie du corps, à des soins ou à une expérimentation prend l'avis d'experts, du titulaire de l'autorité parentale, du tuteur ou du curateur et du conseil de tutelle; il peut aussi prendre l'avis de toute personne qui manifeste un intérêt particulier pour la personne concernée par la demande.

Il doit aussi, sauf impossibilité, recueillir l'avis de la personne concernée et, à moins de motif grave, respecter son refus.

20. Le tribunal doit, avant de statuer sur la demande d'autorisation, s'assurer que l'aliénation d'une partie du corps, les soins ou les expérimentations sont dans l'intérêt de la personne concernée et qu'ils sont opportuns dans les circonstances; il doit aussi s'assurer que le risque présenté par ces actes n'est pas hors de proportion avec le bienfait qu'on en espère ou qu'ils sont bénéfiques pour la personne, malgré leurs effets majeurs et permanents.

21. Le consentement à l'aliénation entre vifs d'une partie du corps, à des soins qui ne sont pas exigés par l'état de santé ou à des expérimentations doit être donné par écrit.

Il peut toujours être révoqué, même verbalement.

22. L'aliénation d'une partie du corps humain non susceptible de régénération doit être gratuite.

L'aliénation d'une partie du corps ne peut être répétée si elle présente un risque pour la santé.

SECTION II

DE LA GARDE EN ÉTABLISSEMENT ET DE L'EXAMEN PSYCHIATRIQUE

23. Nul ne peut garder une personne dans un établissement de santé ou de services sociaux sans son consentement ou sans que le tribunal ne l'ordonne.

Le consentement d'une personne non douée de discernement est donné par son tuteur ou curateur.

24. Le jugement qui ordonne la garde d'une personne en fixe aussi la durée. En tous les cas, la personne doit être libérée dès que la garde n'est plus justifiée même si le délai fixé n'est pas expiré.

25. Toute personne gardée dans un établissement de santé ou de services sociaux doit être préalablement informée par l'établissement du plan de soins, médicaux ou autres, établi à son égard, ainsi que de tout changement important dans ce plan ou dans ses conditions de vie.

Si la personne gardée n'est pas douée de discernement, l'information est donnée au titulaire de l'autorité parentale et, le cas échéant, au tuteur ou curateur ou, à défaut, aux proches parents ou amis.

26. Sur preuve qu'une personne présente pour elle-même ou pour autrui un péril grave en raison de son état mental, le tribunal peut, à la demande d'un médecin ou d'un intéressé, ordonner qu'elle soit, malgré son opposition ou son absence de consentement, gardée dans un établissement de santé ou de services sociaux pour y subir un examen psychiatrique.

27. Si le péril est imminent, tout médecin exerçant dans un établissement de santé ou de services sociaux peut, sans autorisation du tribunal mais sur la demande d'un intéressé, admettre sous garde, pour une période d'au plus quarante-huit heures, une personne qui

présente pour elle-même ou pour autrui un péril grave en raison de son état mental.

À l'expiration du délai, la personne doit être libérée de sa garde, à moins d'un jugement du tribunal ordonnant la garde et un examen psychiatrique. Toutefois, si le délai se termine un samedi ou un jour non juridique, qu'aucun juge compétent ne peut agir et que l'interruption de la garde présente un danger sérieux, celle-ci peut être prolongée jusqu'à l'expiration du premier jour juridique qui suit.

28. Le jugement qui statue sur la garde d'une personne en vue de la soumettre à un examen psychiatrique ordonne également la remise d'un rapport au tribunal dans les sept jours. Il peut, s'il y a lieu, autoriser tout autre examen médical rendu nécessaire par les circonstances.

Le rapport ne peut être divulgué, sauf aux parties, sans l'autorisation du tribunal.

29. Le rapport du médecin doit porter notamment sur la nécessité d'une garde en établissement si la personne présente pour elle-même ou pour autrui un péril grave, sur la capacité de la personne qui a subi l'examen de prendre soin d'elle-même ou d'administrer ses biens et, le cas échéant, sur l'opportunité d'ouvrir à son égard un régime de protection du majeur.

30. Lorsque le rapport conclut à la nécessité de garder la personne en établissement, la garde ne peut avoir lieu, en l'absence d'un consentement, que si le tribunal l'autorise.

31. Les autres règles relatives aux examens psychiatriques et à la garde de personnes qui présentent pour elles-mêmes ou pour autrui un péril grave sont prévues par les lois relatives à la protection ou à la garde des personnes souffrant de maladie mentale.

CHAPITRE DEUXIÈME

DU RESPECT DES DROITS DE L'ENFANT

32. Tout enfant a droit à la protection, à la sécurité et à l'attention que ses parents ou les personnes qui en tiennent lieu peuvent lui donner.

33. Les décisions au sujet de l'enfant doivent être prises dans son intérêt et dans le respect de ses droits.

Sont pris en considération, outre les besoins moraux, intellectuels, affectifs et physiques de l'enfant, son âge, sa santé, son caractère, son milieu familial et les autres circonstances dans lesquelles il se trouve.

34. Le tribunal doit, chaque fois qu'il est saisi d'une demande mettant en jeu l'intérêt d'un enfant, lui donner la possibilité d'être entendu si son âge et son discernement le permettent.

CHAPITRE TROISIÈME

DU RESPECT DE LA RÉPUTATION ET DE LA VIE PRIVÉE

35. Toute personne a droit au respect de sa réputation et de sa vie privée.

Nul ne peut porter atteinte à la vie privée d'autrui sans son consentement ou celui de ses héritiers, ou sans y être autorisé par la loi.

36. Sont notamment considérés comme des atteintes à la vie privée d'une personne les actes suivants, s'ils sont faits sans son consentement:

- 1° Pénétrer chez elle et y prendre quoi que ce soit;
- 2° Intercepter ou utiliser volontairement une communication privée;
- 3° Capter ou utiliser son image ou sa voix lorsqu'elle se trouve dans des lieux privés;
- 4° Surveiller sa vie privée par quelque moyen que ce soit;
- 5° Utiliser son nom, son image, sa ressemblance ou sa voix à toute autre fin que l'information légitime du public;
- 6° Utiliser sa correspondance, ses manuscrits ou ses autres documents personnels.

37. Toute personne qui constitue un dossier sur une autre personne doit avoir un intérêt sérieux et légitime à le faire; elle doit, dans la constitution du dossier et l'utilisation qu'elle en fait, agir de bonne foi et avec prudence, de façon à ne pas porter atteinte à la réputation et à la vie privée d'autrui.

38. Toute personne peut consulter et faire reproduire à ses frais un dossier qui la concerne et qu'une personne a constitué ou détient sur elle dans le but d'informer un tiers, sous réserve des lois relatives à l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Elle peut faire rectifier une information inexacte, incomplète ou équivoque et faire supprimer une information non pertinente qui lui est préjudiciable.

39. Lorsque la loi ne prévoit pas les conditions et les modalités d'exercice du droit d'accès ou de rectification d'un dossier, le tribunal les détermine, sur demande de l'intéressé.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU RESPECT DU CORPS APRÈS LE DÉCÈS

40. Le majeur peut régler ses funérailles et le mode de disposition de son cadavre; le mineur doué de discernement le peut également avec le consentement écrit du titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur.

À défaut de volontés exprimées par le défunt, on s'en remet à la volonté des héritiers ou des successibles; les frais sont alors à la charge de la succession, qui les rembourse à celui qui les acquitte.

41. La personne, même mineure, peut, dans un but médical ou scientifique, donner son cadavre ou autoriser sur celui-ci le prélèvement d'organes ou de tissus.

Cette volonté est exprimée soit verbalement devant deux témoins, soit par écrit, et elle peut être révoquée de la même manière. Il doit être donné effet à la volonté exprimée, sauf motif impérieux.

42. À défaut de volontés connues du défunt, le prélèvement peut être effectué avec le consentement du conjoint ou, à défaut de conjoint ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un proche parent ou, s'il s'agit d'un mineur, avec le consentement du titulaire de l'autorité parentale.

Ce consentement n'est pas nécessaire lorsque deux médecins attestent par écrit l'impossibilité de l'obtenir en temps utile, l'urgence de l'intervention et l'espoir sérieux de sauver une vie humaine ou d'en améliorer sensiblement la qualité.

43. Le prélèvement ne peut être effectué qu'après que la mort du donneur a été constatée par deux médecins qui ne participent ni au prélèvement ni à la transplantation.

44. L'autopsie peut être effectuée dans les cas prévus par la loi ou avec le consentement écrit du défunt; elle peut aussi l'être sur demande du conjoint ou d'un proche parent du défunt.

45. Lorsque les circonstances du décès le justifient, le tribunal peut ordonner l'autopsie du défunt sur demande d'un médecin ou de tout intéressé; le coroner le peut également dans les cas prévus par la loi.

46. Nul ne peut embaumer, inhumer ou incinérer un cadavre moins de douze heures après le décès.

47. Il est permis, en suivant les prescriptions de la loi, d'exhumer un cadavre si un tribunal l'ordonne, si la destination du lieu où il est inhumé change ou s'il s'agit de l'inhumer ailleurs ou de réparer le tombeau ou le cercueil.

L'exhumation est également permise si, conformément à la loi, un coroner l'ordonne.

TITRE TROISIÈME

D'ÉLÉMENTS RELATIFS À L'ÉTAT DES PERSONNES

CHAPITRE PREMIER

DU NOM

SECTION I

DE L'ATTRIBUTION DU NOM

48. Toute personne a un nom, incluant au moins un prénom, qui lui est attribué à la naissance et qui est constaté dans l'acte de naissance.

49. L'enfant reçoit, au choix de ses père et mère, un ou plusieurs prénoms, ainsi que le nom de l'un d'eux ou un nom composé d'au plus deux parties provenant du nom de ses père et mère.

50. En cas de désaccord sur le choix du nom, le directeur de l'état civil attribue à l'enfant un nom composé de deux parties provenant l'une du nom du père, l'autre de celui de la mère, selon leur choix respectif.

51. Si le désaccord porte sur le choix du prénom, le directeur de l'état civil attribue à l'enfant deux prénoms au choix respectif des père et mère.

52. L'enfant dont seule la filiation paternelle ou maternelle est établie porte le nom de son père ou de sa mère, selon le cas, et un ou plusieurs prénoms choisis par son père ou sa mère.

53. L'enfant dont la filiation n'est pas établie porte les nom et prénoms qui lui sont attribués par le directeur de l'état civil.

SECTION II

DE L'UTILISATION DU NOM

54. Toute personne a droit au respect de son nom.

55. Celui qui utilise un autre nom que le sien est responsable de la confusion ou du préjudice qui peut en résulter.

56. Le titulaire d'un nom, son conjoint ou ses proches parents peuvent s'opposer à ce qu'un tiers utilise ce nom, s'il n'y a pas droit, et demander la réparation du préjudice causé.

SECTION III

DU CHANGEMENT DE NOM

§ 1.—*Disposition générale*

57. Qu'il porte sur le nom ou le prénom, le changement de nom d'une personne ne peut avoir lieu sans l'autorisation du directeur de l'état civil ou du tribunal, suivant ce qui est prévu à la présente section.

§ 2.—*Du changement de nom par voie administrative*

58. Le directeur de l'état civil a compétence pour autoriser le changement de nom dans les cas suivants:

1° Le nom généralement utilisé ne correspond pas à celui qui est inscrit dans l'acte de naissance;

2° Le nom est d'origine étrangère ou trop difficile à prononcer ou à écrire dans sa forme originale;

3° Le nom prête au ridicule ou est frappé d'infamie;

4° Il s'agit d'ajouter au nom une partie provenant du nom du père ou du nom de la mère.

Sa compétence s'étend à tout autre cas qui ne ressortit pas à la compétence exclusive du tribunal si les motifs pour autoriser un changement de nom sont suffisants.

59. Le majeur qui a la citoyenneté canadienne et est domicilié au Québec depuis au moins un an peut demander le changement de son nom ainsi que celui de ses enfants mineurs qui portent le même nom ou une partie de ce nom.

Il peut aussi demander que le nom de son enfant soit changé soit pour modifier les prénoms, soit pour ajouter au nom une partie provenant de son propre nom.

60. Celui qui demande un changement de nom expose ses motifs et indique le nom de ses père et mère, celui de son conjoint, de ses enfants et, s'il y a lieu, le nom de leur autre parent.

Il atteste sous serment que les motifs exposés et les renseignements donnés sont exacts et il joint à sa demande tous les documents utiles.

61. Sauf motif impérieux, le changement de nom à l'égard d'un enfant mineur n'est pas accordé si le tuteur ou le mineur de quatorze ans n'a pas été avisé de la demande ou s'il s'y oppose.

62. Avant d'autoriser un changement de nom, le directeur de l'état civil doit, sauf dispense spéciale de publication accordée par le ministre de la Justice pour des motifs d'intérêt public, s'assurer que les avis de la demande ont été publiés; il doit donner aux tiers qui le demandent la possibilité d'exposer leurs observations.

Il peut aussi exiger du demandeur les explications et les renseignements supplémentaires utiles.

63. Les autres règles relatives à la procédure administrative de changement de nom, à la publicité de la demande et de la décision et aux droits à percevoir sont arrêtées par le ministre de la Justice et publiées à la *Gazette officielle du Québec*.

§ 3.—*Du changement de nom par voie judiciaire*

64. Le tribunal est seul compétent pour autoriser le changement de nom d'un enfant:

- 1° En cas de changement dans la filiation;
- 2° En cas de retrait de l'autorité parentale;
- 3° En cas de condamnation de l'un des parents à une peine infamante;
- 4° Lorsque le nom n'est pas conforme au choix des père et mère ou que l'un des parents n'a pas eu l'occasion de manifester son choix, lors de l'attribution du nom.

65. Le mineur de quatorze ans peut présenter lui-même une demande de changement de nom. Avis doit en être donné au titulaire de l'autorité parentale et au tuteur.

66. Le tribunal peut, à la demande d'une personne intéressée, réviser la décision du directeur de l'état civil relative à un changement de nom.

§ 4.—*Des effets du changement de nom*

67. Le changement de nom prend effet à compter de la décision finale qui l'autorise.

Un avis en est publié à la *Gazette officielle du Québec*, sauf dispense spéciale de publication accordée par le ministre de la Justice pour des motifs d'intérêt public.

68. Le changement de nom ne modifie en rien les droits et les obligations d'une personne.

69. Les documents faits par la personne qui a changé de nom ou ceux qui ont été faits sous son ancien nom sont réputés faits sous son nouveau nom.

Cette personne ou un tiers intéressé peut exiger que ces documents soient rectifiés, à ses frais, par l'indication du nouveau nom.

70. Les actions auxquelles est partie une personne qui a changé de nom sont continuées sous son nouveau nom sans reprise d'instance.

SECTION IV

DU CHANGEMENT DE LA MENTION DU SEXE

71. La personne qui a subi avec succès des traitements médicaux et des interventions chirurgicales impliquant une modification structurale des organes sexuels et destinés à changer ses caractères sexuels apparents a droit à la modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance et, s'il y a lieu, de ses prénoms.

Seul un majeur, non marié, domicilié au Québec depuis au moins un an et ayant la citoyenneté canadienne, peut faire cette demande.

72. La demande doit être accompagnée, en outre des autres documents pertinents, d'un certificat du médecin qui a participé aux traitements ou aux interventions ainsi que d'une attestation d'un médecin exerçant au Québec qui n'y a pas participé à l'effet que le demandeur les a subis avec succès.

73. La demande de changement de la mention du sexe obéit à la même procédure que la demande de changement de nom et elle est sujette à la même publicité et aux mêmes droits.

La décision du directeur de l'état civil de ne pas autoriser le changement peut être révisée par le tribunal, sur demande de l'intéressé.

74. Le changement de la mention du sexe produit les mêmes effets que le changement de nom et de la même manière.

Au registre de l'état civil, la mention n'est portée qu'à l'acte de naissance de la personne concernée.

CHAPITRE DEUXIÈME

DU DOMICILE ET DE LA RÉSIDENCE

75. Le domicile d'une personne, quant à l'exercice des droits civils, est au lieu de son principal établissement.

76. Le changement de domicile s'opère par le fait d'établir sa résidence dans un autre lieu avec l'intention d'en faire son principal établissement.

77. La résidence d'une personne est le lieu où elle demeure effectivement de façon habituelle; en cas de pluralité de résidences, on considère celle qui a le caractère de résidence principale.

78. L'établissement d'une résidence dans un lieu fait présumer l'intention d'en faire son principal établissement, à moins que la personne n'ait manifesté son intention de conserver son domicile antérieur et d'y retourner, si ce retour est prévisible dans le cours normal des événements et dans un délai raisonnable.

79. La personne dont on ne peut établir le domicile avec certitude est présumée domiciliée au lieu de sa résidence.

À défaut de résidence, elle est présumée domiciliée au lieu où elle se trouve ou, s'il est inconnu, au lieu de son dernier domicile connu.

80. La personne appelée à une fonction publique temporaire ou révocable conserve son domicile à moins qu'elle ne manifeste l'intention contraire.

Il en est de même pour la personne qui, afin d'exercer ses fonctions, établit temporairement une résidence ailleurs qu'au lieu de son domicile.

81. Le mineur non émancipé a son domicile chez son tuteur.

82. Lorsque la tutelle est exercée par les père et mère mais que ceux-ci n'ont pas de domicile commun, le mineur est présumé domicilié chez celui de ses parents avec lequel il réside, à moins que le tribunal n'ait autrement fixé le domicile de l'enfant ou qu'il n'ait attribué la garde à l'autre parent.

Si le mineur réside habituellement tant avec son père qu'avec sa mère, il est domicilié, en l'absence de jugement fixant son domicile, chez celui des parents où il a son principal établissement.

83. Le majeur en tutelle est domicilié chez son tuteur; celui en curatelle l'est chez son curateur.

84. Les époux peuvent avoir un domicile distinct sans qu'il soit pour autant porté atteinte aux règles relatives à la vie commune.

85. Les parties à un acte juridique peuvent faire, par écrit, élection de domicile en vue de l'exécution de cet acte ou de l'exercice des droits qui en découlent.

L'élection de domicile ne se présume pas.

CHAPITRE TROISIÈME

DE L'ABSENCE ET DU DÉCÈS

SECTION I

DE L'ABSENCE

86. L'absent est celui qui, alors qu'il avait son domicile au Québec, a cessé d'y paraître sans donner de nouvelles et sans que l'on sache s'il vit encore.

87. L'absent est présumé vivant durant les sept années qui suivent sa disparition, à moins que son décès ne soit prouvé avant l'expiration de ce délai.

88. Un tuteur peut être nommé à l'absent qui a des droits à exercer ou des biens à administrer si l'absent n'a pas désigné un administrateur de ses biens ou si ce dernier n'est pas connu, refuse ou néglige d'agir ou en est empêché.

89. Tout intéressé, y compris le curateur public ou un créancier de l'absent, peut demander l'ouverture d'une tutelle à l'absent.

La tutelle est déferée par le tribunal sur avis du conseil de tutelle.

90. Le tribunal fixe, à la demande du tuteur ou d'un intéressé et suivant l'importance des biens, les sommes qu'il convient d'affecter aux charges du mariage, à l'entretien de la famille ou au paiement des obligations alimentaires de l'absent.

91. Les règles relatives à la tutelle au mineur s'appliquent à la tutelle à l'absent compte tenu des adaptations nécessaires.

92. Le conjoint ou le tuteur de l'absent peut, après un an d'absence, demander au tribunal la dissolution du régime matrimonial.

Dans l'un ou l'autre cas, le tuteur doit obtenir l'autorisation du tribunal pour accepter le partage des acquêts du conjoint de l'absent ou y renoncer, ou autrement se prononcer sur les droits découlant du régime.

93. La tutelle à l'absent se termine par son retour, par la désignation qu'il fait d'un mandataire, par le jugement déclaratif de décès ou par le décès prouvé de l'absent.

94. En cas de force majeure, on peut aussi nommer, comme à l'absent, un tuteur à la personne empêchée de paraître à son domicile et qui ne peut désigner un administrateur de ses biens.

SECTION II

DE LA DÉCLARATION JUDICIAIRE DE DÉCÈS

§ 1.—*Du jugement déclaratif de décès*

95. Tout intéressé, y compris le curateur public, peut, lorsque l'absence a continué pendant sept ans, faire constater la durée de l'absence par le tribunal et obtenir un jugement déclaratif de décès.

96. Le jugement déclaratif de décès peut être prononcé, même avant l'expiration de sept ans, lorsque la mort d'une personne domiciliée au Québec ou qui est présumée y être décédée peut être tenue pour certaine sans qu'il soit possible de dresser un constat de décès.

97. Le jugement déclaratif de décès mentionne le nom et le sexe du défunt présumé et, s'ils sont connus, les lieu et date de sa naissance et de son mariage, le lieu de son dernier domicile, le nom de ses père et mère et de son conjoint ainsi que les lieu, date et heure du décès.

Copie du jugement est transmise sans délai au coroner en chef par le greffier du tribunal qui l'a rendu.

98. La date du décès est fixée à l'expiration de sept années à compter du départ ou des dernières nouvelles de l'absent; toutefois, elle peut être fixée plus tôt, si les présomptions tirées des circonstances permettent de tenir la mort pour certaine.

99. Le lieu du décès est fixé, en l'absence d'autres preuves, là où la personne a été vue pour la dernière fois.

§ 2.—*Des effets du jugement*

100. Le jugement déclaratif de décès produit les mêmes effets que le décès. Ainsi, il met fin au mariage de l'absent ou de la personne dont la mort est tenue pour certaine, dissout le régime matrimonial et ouvre la succession.

101. S'il est prouvé que la date du décès est antérieure à celle que fixe la déclaration judiciaire de décès, la dissolution du régime matrimonial rétroagit à la date réelle du décès et la succession est ouverte à compter de cette date.

Les rapports entre les héritiers apparents et véritables sont réglés au Livre des successions.

SECTION III

DU RETOUR

102. Les effets du jugement cessent au retour de la personne déclarée décédée, sauf en ce qui a trait au mariage et au régime matrimonial.

Cependant, l'ancien conjoint conserve les biens qu'il a reçus lors de la dissolution du régime ainsi que les avantages matrimoniaux qui découlent de la dissolution du mariage s'ils ne participent pas de la nature d'une disposition testamentaire. En outre, s'il se soulève entre eux des difficultés concernant la garde des enfants ou les aliments, elles sont réglées comme s'il y avait eu séparation de corps.

103. Celui qui revient doit demander au tribunal la rectification du registre de l'état civil. Il peut aussi, sous réserve des droits des tiers, demander au tribunal la radiation ou la rectification des mentions ou enregistrements faits à la suite du jugement déclaratif de décès et que le retour rend sans effet, comme s'ils avaient été faits sans droit.

Tout intéressé peut présenter la demande au tribunal aux frais de celui qui revient, à défaut pour ce dernier d'agir.

104. Celui qui revient recouvre ses biens dans l'état où ils se trouvent, le solde du prix de ceux qui ont été aliénés et les biens provenant du remploi de ce prix. Il rembourse ceux qui étaient, de bonne foi, en possession de ses biens et qui ont acquitté ses obligations autrement qu'avec ses biens.

105. Tout paiement qui a été fait aux héritiers ou aux légataires particuliers de celui qui revient à la suite d'un jugement déclaratif de décès, mais avant la radiation ou la rectification des mentions ou enregistrements, est valable et libératoire.

106. L'héritier apparent qui apprend l'existence de la personne déclarée décédée conserve la possession des biens et en acquiert les fruits tant que celui qui revient ne demande pas de reprendre les biens.

SECTION IV

DE LA PREUVE DU DÉCÈS

107. La preuve du décès s'établit par l'acte de décès, sauf les cas où la loi autorise un autre mode de preuve.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU REGISTRE ET DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

SECTION I

DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL

108. Le directeur de l'état civil est le seul officier de l'état civil.

Il est chargé de dresser les actes de l'état civil et de les modifier, de tenir le registre de l'état civil, de le garder et d'en assurer la publicité.

SECTION II

DU REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL

109. Le registre de l'état civil est constitué de l'ensemble des actes de l'état civil.

110. Le registre de l'état civil est tenu en double exemplaire; l'un est écrit, l'autre est une reproduction microfilmée de l'exemplaire écrit.

S'il y a divergence entre les deux exemplaires du registre, l'écrit prévaut.

111. Les deux exemplaires du registre de l'état civil sont gardés dans des endroits différents. En tous les cas, l'un des exemplaires peut servir à reconstituer l'autre.

112. Il peut être tenu sur support informatique une version du registre de l'état civil.

SECTION III

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

§ 1.—*Dispositions générales*

113. Les seuls actes de l'état civil sont les actes de naissance, de mariage et de décès.

Ils ne contiennent que ce qui est exigé par la loi; ils sont authentiques.

114. Le directeur de l'état civil dresse, sans délai, les actes de l'état civil à partir des constats, des déclarations, des jugements ou autres actes qu'il reçoit quant aux naissances, mariages et décès qui surviennent au Québec ou qui concernent une personne qui y est domiciliée.

115. Le directeur de l'état civil dresse l'acte de l'état civil en signant la déclaration qu'il reçoit ou en l'établissant lui-même conformément au jugement ou à un autre acte qu'il reçoit.

Il date la déclaration, y appose un numéro d'ordre et l'insère au registre de l'état civil; elle constitue dès lors l'acte de l'état civil.

116. Les constats et les déclarations énoncent la date où ils sont faits, les nom, qualité et domicile de leur auteur et ils portent sa signature.

§ 2.—*Des actes de naissance*

117. L'accoucheur dresse en double exemplaire un constat de la naissance.

Le constat énonce les lieu, date et heure de la naissance, le sexe de l'enfant, de même que le nom et le domicile de la mère.

118. L'accoucheur remet un exemplaire du constat à ceux qui doivent déclarer la naissance; il transmet sans délai l'autre exemplaire du constat au directeur de l'état civil avec la déclaration de naissance de l'enfant si celle-ci peut être transmise immédiatement.

119. La déclaration de naissance de l'enfant est faite au directeur de l'état civil, dans les trente jours, par les père et mère ou par l'un d'eux. Elle est faite devant un témoin qui la signe.

120. Le père ou la mère peut seul déclarer la filiation de l'enfant à son égard. L'un d'eux peut toutefois déclarer la filiation de l'enfant

à l'égard de l'autre, si ce dernier est décédé, s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté ou s'il ne peut le faire en temps utile.

Aucune autre personne ne peut déclarer la filiation à l'égard d'un parent sans l'autorisation de ce dernier.

121. La déclaration de naissance énonce les nom et prénoms attribués à l'enfant, son sexe, les lieu, date et heure de la naissance, le nom et le domicile des père et mère et du témoin, de même que le lien de parenté du déclarant avec l'enfant.

Le déclarant joint à sa déclaration un exemplaire du constat de naissance.

122. La personne qui recueille ou garde un nouveau-né dont les père et mère sont inconnus ou empêchés d'agir est tenue, dans les trente jours, d'en déclarer la naissance au directeur de l'état civil.

La déclaration mentionne le sexe de l'enfant et, s'ils sont connus, son nom et les lieu, date et heure de la naissance.

123. Dans les cas où il recueille ou garde l'enfant, le déclarant doit joindre à la déclaration une note faisant état des faits et des circonstances et y indiquer, s'ils sont connus, le nom des père et mère.

124. Lorsqu'ils sont inconnus, le directeur de l'état civil fixe les lieu, date et heure de naissance sur la foi d'un rapport médical et suivant les présomptions tirées des circonstances.

§ 3.—*Des actes de mariage*

125. Celui qui célèbre un mariage le déclare au directeur de l'état civil dans les trente jours de la célébration.

126. La déclaration de mariage énonce les nom et domicile des époux, le lieu et la date de leur naissance et de leur mariage, ainsi que le nom de leur père et mère et des témoins.

Elle énonce aussi les nom, domicile et qualité du célébrant et indique, s'il y a lieu, la société religieuse à laquelle il appartient.

127. La déclaration de mariage indique, s'il y a lieu, le fait d'une dispense de publication et, si l'un des époux est mineur, les autorisations ou consentements obtenus.

128. La déclaration est signée par le célébrant, les époux et les témoins.

§ 4.—*Des actes de décès*

129. Le médecin qui constate un décès en dresse le constat, en double exemplaire.

Il remet un exemplaire à celui qui est tenu de déclarer le décès; il transmet sans délai l'autre exemplaire au directeur de l'état civil, avec la déclaration de décès si celle-ci peut être transmise immédiatement.

130. S'il est impossible de faire constater le décès par un médecin dans un délai raisonnable, le constat peut être dressé par un coroner ou deux agents de la paix, qui sont tenus aux mêmes obligations que le médecin.

131. Le constat énonce le nom et le sexe du défunt, ainsi que les lieu, date et heure du décès.

132. La déclaration de décès est faite sans délai au directeur de l'état civil, soit par le conjoint du défunt, soit par un proche parent ou un allié, soit, à défaut, par toute autre personne capable d'identifier le défunt. Elle est faite devant un témoin qui la signe.

133. La déclaration de décès énonce le nom et le sexe du défunt, le lieu et la date de sa naissance et de son mariage, le lieu de son dernier domicile, les lieu, date et heure du décès, le moment, le lieu et le mode de disposition du corps, ainsi que le nom de ses père et mère et, le cas échéant, de son conjoint.

Le déclarant joint à sa déclaration un exemplaire du constat de décès.

134. Lorsqu'elles sont inconnues, le directeur de l'état civil fixe la date et l'heure du décès sur la foi du rapport d'un coroner et suivant les présomptions tirées des circonstances.

Si le lieu du décès n'est pas connu, le lieu présumé est celui où le cadavre a été découvert.

135. Si l'identité du défunt est inconnue, le constat contient son signalement et décrit les circonstances de la découverte du cadavre.

SECTION IV

DE LA MODIFICATION DU REGISTRE
DE L'ÉTAT CIVIL§ 1.—*Dispositions générales*

136. Le greffier du tribunal qui a prononcé un jugement qui change le nom d'une personne, modifie sa filiation, prononce une adoption ou reconnaît une adoption faite hors du Québec ou modifie une mention à l'un des actes de l'état civil, notifie ce jugement au directeur de l'état civil dès qu'il est passé en force de chose jugée.

Il notifie de même les jugements déclaratifs de décès, les jugements reconstitutifs ou supplétifs d'actes de l'état civil, les jugements en divorce et en annulation de mariage.

137. Si un de ces jugements vise un acte de l'état civil inscrit dans un registre tenu par d'autres dépositaires, le directeur de l'état civil requiert ces derniers de modifier l'acte en conséquence.

§ 2.—*De la confection des actes et des mentions en marge*

138. Lorsqu'une naissance, un mariage ou un décès survenu au Québec n'est pas constaté ou déclaré ou l'est incorrectement, le directeur de l'état civil procède à une enquête sommaire et, sauf en ce qui touche l'établissement de la filiation, dresse l'acte de l'état civil sur la foi de l'information qu'il obtient.

Si le fait est survenu depuis plus d'un an, il ne peut dresser l'acte qu'avec l'autorisation du tribunal, donnée à sa demande ou à celle d'une personne intéressée.

139. Lorsque la déclaration et le constat contiennent des mentions contradictoires, l'acte de l'état civil ne peut être dressé qu'avec l'autorisation du tribunal, sur demande du directeur ou d'une personne intéressée.

140. Le directeur de l'état civil dresse un nouvel acte de l'état civil dès qu'il reçoit notification d'un jugement qui modifie l'état civil d'une personne ou une mention essentielle d'un acte de l'état civil.

Il fait de même lorsque sa décision d'autoriser un changement de nom ou une mention de sexe est finale ou dès qu'il reçoit un jugement qui confirme cette décision.

Il peut, pour compléter l'acte, requérir que la nouvelle déclaration qu'il établit soit signée par ceux qui auraient pu la signer eût-elle été la déclaration primitive.

141. Le nouvel acte se substitue à l'acte primitif; il en reprend toutes les énonciations et les mentions en marge qui n'ont pas fait l'objet de modifications.

Une mention de la substitution est aussi portée à l'acte primitif auquel le nouvel acte est substitué.

142. Sur notification d'un jugement déclaratif de décès, le directeur de l'état civil dresse un acte de décès en y indiquant des mentions conformes à la déclaration judiciaire.

Il inscrit, en marge de l'acte, la date du jugement, le tribunal qui l'a rendu et le numéro du dossier.

143. Le directeur de l'état civil doit, sur notification d'un jugement prononçant la nullité d'un mariage ou un divorce, porter une mention en marge des actes de naissance et de mariage de chacune des personnes concernées.

144. Le directeur de l'état civil fait mention, en marge de l'acte de naissance, de l'acte de mariage; il fait aussi mention, en marge des actes de naissance et de mariage, de l'acte de décès.

145. Lorsque la mention qu'il porte à un acte résulte d'un jugement, le directeur de l'état civil inscrit, en marge de l'acte, la date du jugement, le tribunal qui l'a rendu et le numéro du dossier.

Dans les autres cas, il porte en marge les mentions qui permettent de retrouver l'acte modificatif.

146. Le directeur de l'état civil, sur réception d'un acte de l'état civil fait hors du Québec mais concernant une personne domiciliée au Québec, insère cet acte au registre ou, le cas échéant, dresse un acte de l'état civil et l'inscrit au registre.

147. Le directeur de l'état civil, sur réception d'un acte, y compris un jugement, fait hors du Québec modifiant ou remplaçant un acte de l'état civil, l'inscrit au registre, dresse un nouvel acte de l'état civil ou porte une mention en marge de l'acte qu'il détient.

148. Si l'acte dressé hors du Québec a été perdu, détruit ou s'il est impossible d'en obtenir copie, le directeur de l'état civil peut, avec l'autorisation du tribunal, dresser un acte de l'état civil ou porter une mention en marge.

149. Lorsqu'il y a doute sur la validité de l'acte fait hors du Québec, le directeur de l'état civil doit refuser de dresser un acte d'état civil

ou de porter une mention en marge d'un acte, à moins que la validité du document ne soit reconnue par un tribunal du Québec.

150. Les actes faits hors du Québec et rédigés dans une autre langue que le français ou l'anglais doivent être accompagnés d'une traduction vidimée au Québec.

151. Les frais de confection d'un acte de l'état civil sont à la charge de celui qui omet de déclarer le fait; ils sont à la charge de celui qui en fait la demande lorsqu'il s'agit d'un acte fait à partir d'un acte étranger.

§ 3.—*De la rectification des actes et du registre*

152. Le directeur de l'état civil corrige dans un acte les erreurs d'écriture.

Il peut notamment, au cas de divergence entre l'acte de l'état civil reproduit sur microfilm et l'acte de l'état civil écrit, rendre le premier conforme au second.

153. Sauf les cas prévus au présent chapitre, seul le tribunal peut ordonner la rectification d'un acte de l'état civil ou son insertion au registre.

Le tribunal peut aussi, sur demande d'un intéressé, reviser toute décision du directeur de l'état civil relative à l'insertion d'un acte ou à sa rectification.

§ 4.—*De la reconstitution des actes et du registre*

154. Le directeur de l'état civil reconstitue, sur la foi des renseignements qu'il obtient, l'acte perdu, détruit ou dont il est impossible d'obtenir copie.

155. En cas de perte totale ou partielle d'un exemplaire du registre, le directeur de l'état civil établit la procédure de reconstitution et procède à celle-ci à partir de l'autre exemplaire, de la version sur support informatique ou de tout autre renseignement.

156. Les actes ainsi reconstitués ne valent que si le tribunal s'est assuré de la qualité des preuves admises et de la régularité de la procédure suivie. Ils sont authentiques.

SECTION V

DE LA GARDE ET DE LA PUBLICITÉ
DU REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL

157. La publicité du registre de l'état civil se fait par la délivrance de copies d'actes, de certificats ou d'attestations portant le vidimus du directeur de l'état civil et la date de la délivrance.

Les copies d'actes de l'état civil et les certificats ainsi délivrés sont authentiques.

158. La copie d'un acte de l'état civil est une reproduction intégrale de cet acte, y compris les mentions en marge.

159. Le certificat d'état civil énonce le nom de la personne concernée, son sexe, les lieu, date et heure de la naissance, et, le cas échéant, les lieu et date du mariage non dissous et du décès.

160. L'attestation porte sur une mention ou un fait constaté à l'acte de l'état civil ou au registre.

161. Le directeur de l'état civil délivre les copies d'acte aux personnes qui y sont mentionnées ou à celles qui justifient de leur intérêt et les certificats à toute personne qui en fait la demande.

Suivant que la nature de la mention ou du fait qu'il atteste apparaît sur un certificat ou une copie, il délivre les attestations à toutes personnes ou aux seules qui justifient de leur intérêt.

162. En cas de remplacement d'un acte, seules les personnes mentionnées à l'acte nouveau peuvent obtenir copie de l'acte primitif. En cas d'adoption cependant, il n'est jamais délivré copie de l'acte primitif à moins que, les autres conditions de la loi étant remplies, le tribunal ne l'autorise.

163. Le registre de l'état civil et la version sur support informatique ne peuvent être consultés sans l'autorisation du directeur de l'état civil.

Celui-ci, s'il permet la consultation, détermine alors les conditions nécessaires à la sauvegarde des renseignements inscrits.

164. Le ministre de la Justice détermine, par arrêté, les personnes à qui le directeur de l'état civil peut déléguer son pouvoir de signer ou d'assurer la publicité du registre et la manière de le faire.

165. Le gouvernement fixe, par décret, les mentions additionnelles qui peuvent apparaître sur les constats, les droits de délivrance de copies

d'acte, de certificat ou d'attestation, les frais de confection d'un acte et ceux de consultation du registre.

166. Les arrêtés et décrets sont publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

TITRE QUATRIÈME

DE LA CAPACITÉ DES PERSONNES

CHAPITRE PREMIER

DE LA MAJORITÉ ET DE LA MINORITÉ

SECTION I

DE LA MAJORITÉ

167. L'âge de la majorité est fixé à dix-huit ans.

La personne, jusqu'alors mineure, devient capable d'exercer pleinement tous les droits civils.

168. La capacité du majeur ne peut être limitée que par une disposition expresse de la loi ou par un jugement prononçant l'ouverture d'un régime de protection.

SECTION II

DE LA MINORITÉ

169. Le mineur a la capacité d'exercer ses droits civils dans la mesure prévue par la loi.

170. Le mineur de quatorze ans est réputé majeur pour tous les actes relatifs à son emploi ou à l'exercice de son art ou de sa profession.

171. Le mineur peut, compte tenu de son âge, de son discernement et de ses revenus, contracter seul pour satisfaire ses besoins ordinaires et usuels.

Il ne peut être lésé.

172. Hors les cas où il peut agir seul, le mineur est représenté par son tuteur pour l'exercice de ses droits civils; dans les cas prévus par la loi, il peut être représenté par le titulaire de l'autorité parentale.

À moins que la loi ou la nature de l'acte ne le permette pas, l'acte que le mineur peut faire seul peut aussi être fait valablement par son représentant.

173. Le mineur doit être représenté en justice par son tuteur; ses actions sont portées au nom de ce dernier.

Toutefois, il peut, avec l'autorisation du tribunal, intenter seul une action relative à son état, à l'exercice de l'autorité parentale ou à un acte à l'égard duquel il peut agir seul; en ces cas, il peut agir seul en défense.

174. Le mineur peut invoquer seul, en défense, l'irrégularité provenant de son défaut de représentation ou l'incapacité lui résultant de sa minorité.

175. L'acte fait seul par le mineur, lorsque la loi ne lui permet pas d'agir soit seul, soit représenté, est nul.

176. Les actes accomplis sans les formalités prescrites au tuteur sont annulables, à la demande du mineur, sans qu'il lui soit nécessaire d'établir un préjudice.

177. L'acte fait seul par le mineur ou fait par le tuteur en excès de ses pouvoirs peut, à la demande du mineur, être annulé ou les obligations qui en résultent réduites, s'il en souffre préjudice.

178. Le mineur ne peut exercer le recours en nullité ou en réduction de ses obligations lorsque le préjudice qu'il éprouve résulte d'un événement casuel et imprévu.

Il ne peut non plus demander la nullité ou la réduction des obligations qui résultent de ses délits ou quasi-délits.

179. Lorsque la nullité d'un acte est prononcée à la demande du mineur, celui-ci est dispensé de remettre ce qu'il a reçu en vertu de cet acte pendant sa minorité, sauf dans la mesure de l'enrichissement qu'il en conserve.

180. La simple déclaration faite par un mineur qu'il est majeur ne le prive pas de son recours en nullité ou en réduction de ses obligations.

181. Le mineur devenu majeur peut confirmer l'acte fait seul en minorité, alors qu'il devait être représenté. Après la reddition du compte de tutelle, il peut également confirmer l'acte fait par son tuteur sans que toutes les formalités n'aient été observées.

SECTION III

DE L'ÉMANCIPATION

§ 1.—*De la simple émancipation*

182. Le tuteur peut, avec l'accord du conseil de tutelle, émanciper le mineur de seize ans qui le lui demande, par le dépôt d'une déclaration en ce sens au tribunal de son domicile. Copie en est transmise au curateur public.

L'émancipation prend effet au moment du dépôt de la déclaration.

183. Le tribunal peut aussi, après avoir pris l'avis du tuteur et du conseil de tutelle, émanciper le mineur.

Le mineur peut demander seul son émancipation.

184. Le tuteur doit rendre compte de son administration au mineur émancipé qu'il continue néanmoins d'assister gratuitement.

185. L'émancipation ne met pas fin à la minorité et ne confère pas tous les droits résultant de la majorité, mais elle libère le mineur de l'obligation d'être représenté pour l'exercice des droits civils.

186. Le mineur émancipé peut établir son propre domicile; il cesse d'être sous l'autorité de ses père et mère.

187. Outre les actes que le mineur peut faire seul, le mineur émancipé peut faire tous les actes de simple administration; il peut aussi passer des baux d'une durée d'au plus trois ans ou donner des biens suivant ses facultés, s'il n'entame pas notablement son capital.

Il n'est pas admis à demander, en raison de sa minorité, la nullité de ces actes ou la réduction des obligations qui en découlent, même s'il en souffre préjudice.

188. Le mineur émancipé doit être assisté de son tuteur ou autorisé par le tribunal pour tout acte excédant la simple administration, notamment pour accepter une donation avec charge ou pour accepter ou renoncer à une succession.

L'acte accompli sans assistance ou autorisation peut être annulé ou les obligations qui en découlent réduites si le mineur émancipé en souffre préjudice.

189. Les prêts ou les emprunts considérables, eu égard au patrimoine du mineur émancipé, et les actes d'aliénation d'un immeuble

ou d'une entreprise doivent être autorisés par le tribunal, sur avis du tuteur. Autrement, le mineur est admis à demander, s'il en souffre préjudice, la nullité de ces actes ou la réduction des obligations qui en découlent.

§ 2.—*De la pleine émancipation*

190. La pleine émancipation rend le mineur capable, comme s'il était majeur, de tous les actes de la vie civile.

Elle ne peut être déclarée que par le tribunal pour un motif sérieux et légitime; seul le mineur peut la demander.

Le tuteur, le conseil de tutelle, le titulaire de l'autorité parentale et toute personne qui a la garde du mineur doivent être appelés à donner leur avis. De plus, copie du jugement doit être transmise au curateur public.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA TUTELLE AU MINEUR

SECTION I

DE LA CHARGE TUTÉLAIRE

191. La tutelle est établie dans l'intérêt du mineur; elle est destinée à assurer la protection de sa personne, l'administration de son patrimoine et, en général, l'exercice de ses droits civils.

192. La tutelle au mineur est légale ou dative.

La tutelle légale résulte de la loi; la tutelle dative est celle qui est déferée par les père et mère ou par le tribunal.

193. La tutelle est une charge personnelle, accessible à tout majeur capable du plein exercice des droits civils et apte à exercer la charge.

194. Nul ne peut être contraint d'accepter une tutelle dative sauf, à défaut d'une autre personne, le directeur de la protection de la jeunesse ou, pour une tutelle aux biens, le curateur public.

195. La tutelle ne passe pas aux héritiers du tuteur; ceux-ci sont seulement responsables de la gestion de leur auteur. S'ils sont majeurs, ils sont tenus de continuer l'administration de leur auteur jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

196. La tutelle exercée par le directeur de la protection de la jeunesse ou le curateur public est liée à sa fonction et passe à son successeur.

197. Les père et mère, les autres titulaires de l'autorité parentale ou le directeur de la protection de la jeunesse exercent la tutelle gratuitement.

198. Le tuteur datif peut recevoir une rémunération que fixe le tribunal, le père ou la mère qui le nomme ou encore, s'il y est autorisé, le liquidateur de la succession de ce dernier. Il est tenu compte des charges de la tutelle et des revenus des biens à gérer.

199. Sauf division, la tutelle s'étend à la personne et aux biens du mineur.

200. On ne peut nommer qu'un tuteur à la personne, mais on peut en nommer plusieurs aux biens.

201. Le tuteur aux biens est responsable de l'administration des biens du mineur; cependant, le tuteur à la personne représente le mineur en justice quant à ces biens.

Lorsque plusieurs tuteurs aux biens sont nommés, chacun d'eux est responsable de la gestion des biens qui lui ont été confiés.

202. Une personne morale peut être tuteur aux biens, si elle est autorisée par la loi pour agir à ce titre.

203. Chaque fois qu'un mineur a des intérêts à discuter en justice avec son tuteur, on lui nomme un tuteur ad hoc.

204. En cas de désaccord relativement à l'exercice de la tutelle entre les père et mère ou entre le tuteur à la personne et le titulaire de l'autorité parentale, l'un ou l'autre peut saisir le tribunal du différend.

Le tribunal statue dans l'intérêt du mineur après avoir favorisé la conciliation des parties et obtenu, au besoin, l'avis du conseil de tutelle.

205. Le siège de la tutelle est au domicile du tuteur.

Dans le cas où la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse ou par le curateur public, le siège de la tutelle est au lieu où il exerce ses fonctions.

SECTION II

DE LA TUTELLE LÉGALE

206. Les père et mère, s'ils sont majeurs ou émancipés et titulaires de l'autorité parentale, sont de plein droit tuteurs de leur enfant mineur.

Ils le sont également de leur enfant conçu qui n'est pas encore né et ils sont chargés d'agir pour lui dans tous les cas où son intérêt l'exige.

207. Les père et mère exercent ensemble la tutelle, à moins que l'un d'eux ne soit décédé ou ne se trouve empêché de manifester sa volonté ou de le faire en temps utile.

208. L'un des parents peut donner à l'autre mandat de le représenter dans des actes relatifs à l'exercice de la tutelle.

Ce mandat est présumé à l'égard des tiers de bonne foi.

209. Lorsque la garde de l'enfant fait l'objet d'un jugement, la tutelle continue d'être exercée par les père et mère, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

210. Le retrait total de l'autorité parentale entraîne la perte de la tutelle; le retrait partiel n'entraîne la perte de la tutelle que si le tribunal en décide ainsi.

211. Le père ou la mère qui s'est vu retirer la tutelle par suite du retrait total ou partiel de l'autorité parentale peut, même après l'ouverture d'une tutelle dative, être rétabli dans sa charge lorsque l'autorité parentale lui est restituée.

212. Lorsque le tribunal prononce le retrait total de l'autorité parentale à l'égard des père et mère du mineur sans procéder à la nomination d'un autre tuteur, le directeur de la protection de la jeunesse du lieu où réside l'enfant devient d'office tuteur légal, à moins que l'enfant n'ait déjà un autre tuteur que ses père et mère.

213. Le directeur de la protection de la jeunesse est aussi, jusqu'au jugement d'adoption, tuteur légal de l'enfant déclaré adoptable ou au sujet duquel un consentement général à l'adoption lui est remis, sauf décision du tribunal nommant un autre tuteur.

SECTION III

DE LA TUTELLE DATIVE

214. Le père ou la mère peut nommer un tuteur à son enfant mineur par testament ou par une déclaration en ce sens transmise au curateur public.

215. Le droit de nommer le tuteur n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère, s'il a conservé au jour de sa mort la tutelle légale.

216. Si les père et mère meurent en même temps, que chacun a désigné comme tuteur une personne différente et que chacune d'elles accepte, le tribunal décide laquelle exercera la tutelle.

217. Sauf si sa désignation est contestée, le tuteur nommé par les parents entre en fonction au moment de son acceptation de la charge, après le décès du dernier mourant.

Il est présumé avoir accepté la tutelle s'il n'a pas refusé la charge dans les trente jours à compter du moment où il a eu connaissance de sa nomination.

218. Le tuteur nommé par les parents doit, s'il accepte la charge, en aviser le liquidateur de la succession et le curateur public.

219. Le refus d'accepter la charge est fait par écrit et notifié au liquidateur de la succession et au curateur public.

220. Lorsque la personne désignée par le parent refuse la tutelle, elle doit en aviser sans délai son remplaçant si le parent en a désigné un.

Elle peut néanmoins revenir sur son refus avant qu'un remplaçant n'accepte la charge ou que l'ouverture d'une tutelle ne soit demandée au tribunal.

221. La tutelle est déférée par le tribunal lorsqu'il y a lieu de nommer ou de remplacer un tuteur, de nommer un tuteur ad hoc ou un tuteur aux biens, ou encore en cas de contestation du choix d'un tuteur par les père et mère.

Elle est donnée sur avis du conseil de tutelle, à moins qu'elle ne soit demandée par le directeur de la protection de la jeunesse.

222. Peuvent s'adresser au tribunal et proposer, le cas échéant, une personne qui soit apte à exercer la tutelle et y consente, le mineur,

le titulaire de l'autorité parentale et les proches parents et alliés du mineur ou toute autre personne intéressée, y compris le curateur public.

223. Le directeur de la protection de la jeunesse peut aussi demander l'ouverture d'une tutelle à un enfant mineur orphelin qui n'est pas déjà pourvu d'un tuteur, à un enfant dont ni les père ou mère ni le tuteur n'assument, de fait, l'entretien ou l'éducation ou à un enfant qui est en danger auprès de ses père et mère.

SECTION IV

DE L'ADMINISTRATION TUTÉLAIRE

224. Le tuteur agit à l'égard des biens du mineur à titre d'administrateur chargé de la simple administration.

225. Les père et mère ne sont pas tenus, dans l'administration des biens de leur enfant mineur, de faire l'inventaire des biens, de fournir une sûreté garantissant leur administration, de rendre un compte de gestion annuel ou d'obtenir du conseil de tutelle ou du tribunal des avis ou autorisations, sauf si la valeur des biens est supérieure à 7 000 \$ ou si le tribunal l'ordonne à la demande d'un intéressé.

226. Les biens donnés ou légués à un mineur à la condition qu'ils soient administrés par un tiers sont soustraits à l'administration du tuteur.

Si l'acte n'indique pas le régime d'administration de ces biens, la personne qui les administre a les droits et obligations d'un tuteur aux biens.

227. Pour les actes qui excèdent la simple administration, le tuteur doit être spécialement autorisé par le conseil de tutelle et, en certains cas, par le tribunal.

228. Le tuteur peut accepter seul une libéralité en faveur de son pupille. Toutefois, il ne peut accepter une donation ou un legs avec charge sans obtenir l'autorisation du conseil de tutelle.

229. Le tuteur ne peut transiger ou poursuivre un appel sans l'autorisation du tribunal.

230. S'il s'agit soit de grever un bien d'une sûreté, soit d'aliéner un bien important à caractère familial, un immeuble ou une entreprise, soit de provoquer le partage définitif des immeubles d'un mineur indivisaire, le tuteur doit être autorisé par le tribunal, qui sollicite l'avis du conseil de tutelle.

Le tribunal ne permet d'aliéner un bien à titre onéreux ou de le grever d'une sûreté que dans les cas où cela est nécessaire pour l'éducation et l'entretien du mineur, pour payer les dettes, pour maintenir le bien en état de fonctionnement ou pour en conserver la valeur. L'autorisation indique alors les biens qui peuvent être aliénés ou grevés d'une sûreté ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent l'être.

231. Le tuteur peut conclure seul une convention tendant au maintien de l'indivision mais, en ce cas, le mineur devenu majeur peut y mettre fin dans l'année qui suit sa majorité, quelle que soit la durée de la convention.

La convention autorisée par le conseil de tutelle et par le tribunal lie le mineur devenu majeur.

232. Le tuteur ne peut, sans avoir obtenu l'évaluation d'un expert, aliéner un bien dont la valeur excède 7 000 \$, sauf s'il s'agit de valeurs cotées et négociées à une bourse reconnue suivant les dispositions relatives aux placements présumés sûrs.

Copie de l'évaluation est jointe au compte de gestion annuel.

Constituent un seul et même acte les opérations juridiques connexes par leur nature, leur objet ou le moment de leur passation.

233. Le greffier du tribunal donne, sans délai, avis au conseil de tutelle ainsi qu'au curateur public de tout jugement relatif aux intérêts patrimoniaux du mineur, ainsi que de toute transaction effectuée dans le cadre d'une action à laquelle le tuteur est partie en cette qualité.

234. Le liquidateur d'une succession dont tout ou partie est dévolue ou léguée à un mineur, le donateur d'un bien d'une valeur supérieure à 7 000 \$ si le donataire est mineur et toute personne qui paie une indemnité au bénéfice d'un mineur doit déclarer le fait au curateur public et indiquer la valeur des biens.

235. Le tuteur prélève sur les biens qu'il administre les sommes nécessaires pour acquitter les charges de la tutelle, notamment pour l'entretien et l'éducation du mineur, l'administration de son patrimoine et, en général, l'exercice de ses droits civils.

236. Le tuteur à la personne convient avec le tuteur aux biens de la somme qui lui est nécessaire annuellement pour acquitter les charges de la tutelle.

S'ils ne s'entendent pas sur la somme ou son paiement, le conseil de tutelle ou, à défaut, le tribunal tranche.

237. Le mineur conserve l'administration du produit de son travail; il conserve aussi l'administration des allocations qui lui sont versées pour combler ses besoins ordinaires et usuels.

238. Lorsque les revenus du mineur sont considérables ou que les circonstances le justifient, le tribunal peut, après avoir obtenu l'avis du tuteur et, le cas échéant, du conseil de tutelle, fixer la somme dont le mineur peut conserver l'administration. Il tient compte de l'âge et du discernement du mineur, des conditions générales de son entretien et de son éducation ainsi que de ses obligations alimentaires et de celles de ses parents.

239. Le directeur de la protection de la jeunesse qui exerce la tutelle ou la personne qu'il recommande pour l'exercer doivent, lorsque la loi prévoit que le tuteur doit, pour agir, obtenir l'avis ou l'autorisation du conseil de tutelle, être autorisés par le tribunal.

Cependant, lorsque la valeur des biens est supérieure à 7 000 \$ ou, en tous les cas, lorsque le tribunal l'ordonne, la tutelle aux biens est déferée au curateur public. Celui-ci est tenu des droits et obligations du tuteur datif sous réserve des lois relatives à la curatelle publique.

240. Lorsque la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse et que le mineur est gardé habituellement dans un établissement de santé ou de services sociaux, l'établissement assure, par son représentant autorisé, la garde de l'enfant.

L'établissement rend compte de la garde au directeur de la protection de la jeunesse, lequel peut, s'il constate l'existence d'un conflit d'intérêts entre le gardien et l'enfant, demander au tribunal le retrait de la garde ou la désignation, le cas échéant, d'un autre gardien.

SECTION V

DU CONSEIL DE TUTELLE

§ 1.—*Dispositions générales*

241. Le conseil de tutelle a pour rôle de surveiller la tutelle afin de favoriser la protection du mineur, l'administration de son patrimoine et, en général, l'exercice de ses droits civils.

242. Le conseil de tutelle est constitué soit qu'il y ait tutelle dative, soit qu'il y ait tutelle légale, mais en ce dernier cas, seulement si les père et mère sont tenus dans l'administration des biens du mineur de faire inventaire, de fournir une sûreté ou de rendre un compte annuel de gestion.

Il n'est pas constitué lorsque la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse ou une personne qu'il recommande ou par le curateur public.

§ 2.—*De la constitution du conseil*

243. Eu égard à la situation personnelle ou familiale du mineur ou à l'importance de son patrimoine, le conseil de tutelle est formé d'une seule ou de plusieurs personnes.

244. Toute personne intéressée peut provoquer la constitution du conseil de tutelle en convoquant une assemblée de parents, d'alliés et d'amis soit devant le protonotaire du lieu où le mineur a son domicile ou sa résidence, soit devant un notaire.

Le tribunal saisi d'une demande pour nommer un tuteur ou un conseil de tutelle le peut également, même d'office.

245. Le tuteur nommé par le père ou la mère du mineur ou les père et mère, le cas échéant, doivent provoquer la constitution du conseil de tutelle.

Les père et mère peuvent, à leur choix, convoquer une assemblée de parents, d'alliés ou d'amis ou demander au tribunal de constituer un conseil de tutelle d'une seule personne et de la désigner.

246. Le tribunal peut décider que le conseil de tutelle sera formé d'une seule personne qu'il désigne lorsque la constitution du conseil est impossible en raison de l'éloignement, de l'indifférence ou d'un empêchement majeur des membres de la famille ou est inopportune en raison de la situation personnelle ou familiale du mineur.

247. Le tribunal peut désigner comme conseil de tutelle un juge, un officier de justice ou une autre personne qui démontre un intérêt particulier pour le mineur. Il peut aussi désigner, s'il n'est pas déjà tuteur, le directeur de la protection de la jeunesse ou le curateur public.

248. Le tuteur ne peut être membre du conseil de tutelle, mais il doit, de même que le mineur doué de discernement, être invité à toutes les séances pour y donner son avis.

249. Nul ne peut être contraint d'accepter une charge au conseil; celui qui a accepté une charge peut toujours en être relevé, pourvu que cela ne soit pas à contretemps.

La charge est personnelle et gratuite.

250. Doivent être convoqués à l'assemblée de parents, d'alliés ou d'amis appelée à constituer un conseil de tutelle, les père et mère du mineur s'ils ont l'autorité parentale, ses frères et soeurs majeurs ainsi que ses autres ascendants.

Peuvent être convoqués à l'assemblée, pourvu qu'ils soient majeurs, les autres parents et alliés du mineur et ses amis.

Au moins sept personnes doivent assister à cette assemblée et, autant que possible, les lignes paternelle et maternelle doivent être représentées.

251. Les personnes qui doivent être convoquées ont toujours droit de se présenter à l'assemblée de constitution et d'y donner leur avis, même si on a omis de les convoquer.

252. L'assemblée décide si le conseil est formé soit de trois, soit de cinq personnes; elle désigne les membres et deux suppléants, en respectant, dans la mesure du possible, la représentation des lignes maternelle et paternelle.

Elle fixe également le siège du conseil et désigne, parmi les membres du conseil ou non, un secrétaire chargé de rédiger et de conserver les procès-verbaux des délibérations du conseil; le cas échéant, elle fixe la rémunération du secrétaire.

253. Le conseil comble les vacances en choisissant un des suppléants déjà désignés appartenant à la ligne où s'est produite la vacance. À défaut de suppléant, il choisit un parent ou allié de la même ligne ou, à défaut, un parent ou un allié de l'autre ligne ou un ami.

§ 3.—*Des droits et obligations du conseil*

254. Le conseil de tutelle donne les avis et, s'il y a lieu, les autorisations prévues par la loi.

255. Lorsque les règles de l'administration du bien d'autrui prévoient que le bénéficiaire doit ou peut consentir à un acte, recevoir un avis ou être consulté, le conseil agit pour lui.

256. Les décisions du conseil sont prises et les avis donnés à la majorité des voix; les motifs de chacun doivent être exprimés.

257. Le conseil doit faire nommer un tuteur ad hoc chaque fois que le mineur a des intérêts à discuter en justice avec son tuteur.

258. Le conseil s'assure que le tuteur dresse l'inventaire des biens du mineur et qu'il fournit et maintient une sûreté.

Il reçoit le compte annuel de gestion du tuteur et a droit de consulter tous les documents et pièces à l'appui du compte et de s'en faire remettre copie.

259. Toute personne intéressée peut, pour un motif grave, demander au tribunal la révision, dans un délai de dix jours, d'une décision du conseil ou l'autorisation de provoquer la constitution d'un nouveau conseil.

260. Le conseil formé de plusieurs personnes se réunit au moins une fois l'an; il ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

Les séances peuvent être tenues par conférence téléphonique.

261. Le tuteur peut provoquer la convocation du conseil ou, à défaut de pouvoir le faire, demander au tribunal l'autorisation d'agir seul.

262. Il est de la responsabilité du conseil d'assurer la conservation des archives et, à la fin de la tutelle, de les remettre au mineur ou à ses héritiers.

SECTION VI

DE MESURES DE SURVEILLANCE DE LA TUTELLE

§ 1.—*De l'inventaire*

263. Dans les soixante jours de l'ouverture de la tutelle, le tuteur doit dresser l'inventaire des biens à administrer. Il doit faire de même à l'égard des biens échus au mineur après l'ouverture de la tutelle.

264. Le tuteur qui continue l'administration d'un autre tuteur, après la reddition de compte, est dispensé de dresser l'inventaire des biens.

265. Copie de l'inventaire est adressée au curateur public et au conseil de tutelle.

§ 2.—*De la sûreté*

266. Le tuteur doit, lorsque la valeur des biens à administrer excède 7 000 \$, souscrire une assurance couvrant sa responsabilité ou fournir une autre sûreté garantissant son administration. La nature et

l'objet de la sûreté, ainsi que le délai pour la fournir sont déterminés par le conseil de tutelle.

267. Les frais de la sûreté sont à la charge de la tutelle.

268. Le tuteur doit, sans délai, justifier de la sûreté au conseil de tutelle et au curateur public.

Il doit, pendant la durée de sa charge, maintenir cette sûreté ou en offrir une autre de même valeur et la justifier annuellement.

269. La personne morale qui exerce la tutelle aux biens est dispensée de fournir une sûreté.

270. Lorsqu'il y a lieu de donner mainlevée d'une sûreté, le conseil de tutelle ou le mineur devenu majeur peut le faire et requérir, s'il y a lieu, la radiation de l'enregistrement. Avis en est donné au curateur public.

§ 3.—*Des rapports et comptes*

271. Le tuteur transmet au mineur de quatorze ans, au conseil de tutelle et au curateur public le compte annuel de sa gestion.

272. Le tuteur aux biens rend compte annuellement de sa gestion au tuteur à la personne.

273. À la fin de son administration, le tuteur rend un compte définitif au mineur devenu majeur; il rend compte aussi, le cas échéant, au liquidateur de la succession du mineur, au nouveau tuteur et au mineur de quatorze ans. Il doit transmettre copie du compte définitif au conseil de tutelle et au curateur public.

274. Tout accord entre le tuteur et le mineur devenu majeur portant sur l'administration ou sur le compte est nul s'il n'est précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives.

275. Le curateur public examine les comptes annuels de gestion du tuteur et le compte définitif. Il s'assure aussi du maintien de la sûreté.

Il a droit d'exiger tout document et toute explication concernant ces comptes.

SECTION VII

DU REMPLACEMENT DU TUTEUR
ET DE LA FIN DE LA TUTELLE

276. Le tuteur datif peut, pour un motif valable, demander au tribunal d'être relevé de sa charge, pourvu que sa demande ne soit pas faite à contretemps et qu'avis en ait été donné au conseil de tutelle.

277. Le conseil de tutelle ou, en cas d'urgence, l'un de ses membres doit demander le remplacement du tuteur qui ne peut exercer sa charge ou ne respecte pas ses obligations. Le tuteur à la personne doit agir de même à l'égard d'un tuteur aux biens.

Tout intéressé, y compris le curateur public, peut aussi demander le remplacement du tuteur pour ces motifs.

278. Lorsque la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse, par une personne qu'il recommande ou par le curateur public, tout intéressé peut demander leur remplacement sans avoir à justifier d'un autre motif que l'intérêt du mineur.

279. Pendant l'instance, le tuteur continue à exercer sa charge à moins que le tribunal n'en décide autrement et ne désigne un administrateur provisoire qui est chargé de la simple administration des biens du mineur.

280. Le jugement qui met fin à la charge du tuteur doit énoncer les motifs du remplacement et désigner le nouveau tuteur.

281. La charge du tuteur cesse à la fin de la tutelle, au remplacement du tuteur ou à son décès.

282. La tutelle prend fin à la majorité, lors de la pleine émancipation ou au décès du mineur.

CHAPITRE TROISIÈME

DES RÉGIMES DE PROTECTION DU MAJEUR

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

283. Les régimes de protection du majeur sont établis dans son intérêt; ils sont destinés à assurer la protection de sa personne, l'administration de son patrimoine et, en général, l'exercice de ses droits civils.

L'incapacité qui en résulte est établie en sa faveur seulement.

284. Toute décision qui concerne le majeur protégé doit être prise dans son intérêt, le respect de ses droits et la sauvegarde de son autonomie.

Le majeur doit, dans la mesure du possible et sans délai, en être informé.

285. Il est nommé au majeur un curateur ou un tuteur pour le représenter ou un conseiller pour l'assister dans la mesure où il est incapable de prendre soin de lui-même ou d'administrer ses biens par suite notamment d'une maladie, d'une déficience ou d'un affaiblissement dû à l'âge qui altère ses facultés mentales ou sa capacité corporelle à exprimer sa volonté.

Il peut aussi être nommé un tuteur ou un conseiller au prodigue qui met en danger le bien-être de son conjoint ou de ses enfants mineurs.

286. Le directeur général d'un établissement de santé ou de services sociaux doit, lorsqu'un majeur qui y est traité ou qui y réside a besoin d'être assisté ou représenté dans l'exercice des droits civils, en faire rapport au tribunal.

Le rapport est établi sur la recommandation écrite de l'expert qui a examiné le majeur; il porte sur la nature et le degré d'incapacité du majeur ainsi que sur l'opportunité d'ouvrir à son égard un régime de protection.

287. Lorsque le rapport prévu aux articles 29 et 287 est déposé au tribunal, le protonotaire en informe le majeur, son conjoint, ses plus proches parents et alliés connus, le curateur public, tout autre intéressé connu et, le cas échéant, le fondé de pouvoir du majeur.

288. Dans le choix d'un régime de protection, il est tenu compte du degré d'incapacité de la personne de prendre soin d'elle-même ou d'administrer ses biens.

Il lui est nommé, selon le cas, un curateur ou un tuteur à la personne et aux biens, un tuteur soit à la personne, soit aux biens ou un conseiller pour l'assister.

289. Le curateur ou le tuteur au majeur protégé a la responsabilité de sa garde et de son entretien; il a également celle d'assurer, dans la mesure du possible, son bien-être moral et matériel.

Il peut déléguer l'exercice de la garde et l'entretien du majeur protégé, mais il doit maintenir une relation personnelle avec lui, obtenir son avis le cas échéant et le tenir informé des décisions prises à son sujet.

290. Les règles relatives à la tutelle au mineur s'appliquent à la curatelle et à la tutelle au majeur, compte tenu des adaptations nécessaires.

291. Le curateur public exerce d'office la curatelle ou la tutelle au majeur qui, placé sous un régime de protection, n'est pas pourvu d'un curateur ou d'un tuteur.

292. Le curateur public a la simple administration des biens du majeur protégé, même lorsqu'il agit comme curateur. Il a la garde de la personne à moins que le tribunal n'en décide autrement.

La personne à qui le tribunal confie la garde exerce les pouvoirs du tuteur ou du curateur pour consentir aux soins.

293. Lorsque le majeur protégé réside dans un établissement de santé ou de services sociaux, le curateur public qui exerce la tutelle ou la curatelle tout en ayant la garde du majeur peut, dans la mesure qu'il indique, déléguer l'exercice de la garde à une personne désignée conformément aux lois relatives à la curatelle publique qui n'est pas à l'emploi de l'établissement et n'y occupe aucune fonction. Il peut, notamment, autoriser cette personne à consentir aux soins usuels exigés par l'état de santé du majeur.

294. La personne désignée rend compte de l'exercice de la garde au curateur public au moins une fois l'an. Ce dernier peut, en cas de conflit d'intérêts entre la personne désignée et le majeur, retirer la délégation.

SECTION II

DE L'OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION

295. L'ouverture d'un régime de protection du majeur est prononcée par le tribunal du domicile du majeur.

Le tribunal n'est pas lié par la demande et il peut fixer un régime différent de celui dont on demande l'ouverture.

296. Peuvent demander l'ouverture d'un régime de protection le majeur lui-même, son conjoint, ses proches parents et alliés, toute personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier ou tout autre intéressé, y compris le curateur public.

297. L'ouverture d'un régime de protection du majeur peut être demandée dans l'année précédant la majorité.

Le jugement ne prend effet qu'à la majorité.

298. En cours d'instance et provisoirement, le tribunal peut, même d'office, statuer sur la garde du majeur ou désigner un administrateur chargé de la simple administration de ses biens.

L'acte par lequel le majeur a déjà chargé une autre personne de l'administration de ses biens continue de recevoir exécution à moins que, pour un motif grave, il ne soit révoqué par le tribunal.

299. Pendant l'instance et par la suite, si le régime de protection applicable est la tutelle, le logement du majeur protégé et les meubles dont il est garni doivent être conservés à sa disposition. Le pouvoir d'administrer, en ce qui touche ces biens, ne permet que des conventions de jouissance précaire, lesquelles cessent d'avoir effet de plein droit dès le retour du majeur protégé.

S'il devient nécessaire ou s'il est de l'intérêt du majeur protégé qu'il soit disposé des meubles ou des droits relatifs au logement, l'acte doit être autorisé par le tribunal. Même en ce cas, il ne peut être disposé des souvenirs et autres objets à caractère personnel, sauf motif impérieux; ils doivent, dans la mesure du possible, être gardés à la disposition du majeur par l'établissement de santé ou de services sociaux.

300. Le tribunal appelé à établir le régime de protection prend en considération, outre l'avis des personnes normalement appelées à former le conseil de tutelle, les expertises et les preuves médicales ainsi que le degré d'autonomie de la personne pour laquelle on demande l'ouverture d'un régime.

Il doit donner au majeur l'occasion d'être entendu, personnellement ou par représentant si son état de santé l'exige, sur le bien fondé de la demande et, le cas échéant, sur la nature du régime et sur la personne qui sera chargée de la représenter ou de l'assister.

301. Lorsque le majeur a prévu, dans l'éventualité de son incapacité, confier l'administration de ses biens à un tiers, le tribunal, sauf motif grave, tient compte dans l'établissement du régime, de la volonté ainsi exprimée.

302. Le jugement qui ouvre un régime de protection est toujours susceptible de révision que la cause en ait cessé ou que la condition de la personne se soit modifiée.

Le tribunal fixe pour la révision du jugement une date qui ne peut excéder trois ans en cas de tutelle ou de nomination d'un conseiller ou cinq ans en cas de curatelle.

303. Le directeur général de l'établissement de santé ou de services sociaux où un majeur protégé réside ou est traité doit, en cas de cessation de l'incapacité justifiant le régime de protection, l'attester dans un rapport qu'il dépose au tribunal. Ce rapport est établi sur la recommandation d'un expert.

Le protonotaire avise du dépôt les personnes habilitées à intervenir à la demande d'ouverture du régime. À défaut d'opposition dans les trente jours, la mainlevée du régime a lieu de plein droit. Un constat de cette mainlevée est dressé par le protonotaire et transmis sans délai au majeur lui-même et au curateur public.

SECTION III

DE LA CURATELLE AU MAJEUR

304. Le tribunal ouvre une curatelle s'il est établi que l'incapacité du majeur de prendre soin de lui-même et d'administrer ses biens est totale et permanente et qu'il a besoin d'être représenté dans l'exercice des droits civils.

Il nomme alors un curateur.

305. Le curateur a la pleine administration des biens du majeur protégé, sauf qu'il est tenu, comme l'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration, de ne faire que des placements présumés sûrs. Seules les règles de l'administration du bien d'autrui s'appliquent à son administration.

306. L'acte fait seul par le majeur en curatelle peut être annulé ou les obligations qui en découlent réduites sans qu'on ait à prouver de préjudice.

307. Les actes faits antérieurement à la curatelle peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

SECTION IV

DE LA TUTELLE AU MAJEUR

308. Le tribunal ouvre une tutelle s'il est établi que l'incapacité du majeur de prendre soin de lui-même ou d'administrer ses biens est

partielle ou temporaire et qu'il a besoin d'être représenté dans l'exercice des droits civils.

Il nomme alors un tuteur.

309. Le tuteur a la simple administration des biens du majeur incapable d'administrer ses biens. Il l'exerce de la même manière que le tuteur au mineur, sauf décision contraire du tribunal.

310. La capacité d'exercice des droits civils du majeur en tutelle est celle du mineur. Toutefois, le tribunal peut, à l'ouverture de la tutelle ou postérieurement, accroître ou restreindre cette capacité sur l'avis d'experts et, selon le cas, du conseil de tutelle ou des personnes normalement appelées à en faire partie. Il indique alors les actes que la personne en tutelle peut faire elle-même, seule ou avec l'assistance du tuteur, ou ceux qu'elle ne peut faire sans être représentée.

311. À moins que sa capacité à cet égard ne soit expressément limitée par le tribunal, le majeur en tutelle conserve l'administration du produit de son travail.

312. Les actes faits antérieurement à la tutelle peuvent, si le majeur en souffre préjudice, être annulés ou les obligations qui en découlent réduites sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

SECTION V

DU CONSEILLER AU MAJEUR

313. Le tribunal nomme un conseiller au majeur si celui-ci, bien que généralement ou habituellement capable de prendre soin de lui-même et d'administrer ses biens, a besoin, pour certains actes ou temporairement, d'être assisté ou conseillé dans l'exercice des droits civils.

314. Le conseiller n'a pas l'administration des biens du majeur protégé. Il doit cependant intervenir aux actes pour lesquels il est tenu de lui prêter assistance.

315. Le tribunal, à l'ouverture du régime ou postérieurement, indique les actes pour lesquels l'assistance du conseiller est requise ou, à l'inverse, ceux pour lesquels elle ne l'est pas.

Si le tribunal ne donne aucune indication, le majeur protégé doit être assisté de son conseiller dans tous les actes qui excèdent la capacité du mineur émancipé.

316. L'acte fait seul par le majeur alors que l'intervention de son conseiller était requise peut être annulé ou les obligations qui en découlent réduites, si cet acte lui cause un préjudice.

SECTION VI

DE LA FIN DU RÉGIME DE PROTECTION

317. Le régime de protection cesse par l'effet d'un jugement de mainlevée ou par le décès du majeur protégé.

Il cesse aussi à l'expiration du délai prévu pour contester le rapport qui atteste la cessation de l'incapacité.

318. Le majeur protégé peut toujours, après mainlevée du régime et, le cas échéant, la reddition de compte du curateur ou du tuteur, confirmer un acte autrement annulable.

319. Lorsque la nullité d'un acte est prononcée à la demande du majeur protégé ou de son curateur, tuteur ou conseiller, le majeur est dispensé de remettre ce qu'il a reçu en vertu de cet acte alors qu'il était sous régime de protection, sauf dans la mesure de l'enrichissement qu'il en conserve.

320. La vacance de la charge de curateur, de tuteur ou de conseiller ne met pas fin au régime de protection.

Le conseil de tutelle doit, le cas échéant, provoquer la nomination d'un nouveau curateur, tuteur ou conseiller; tout intéressé peut aussi provoquer cette nomination.

TITRE CINQUIÈME

DES PERSONNES MORALES

CHAPITRE PREMIER

DE LA PERSONNALITÉ MORALE

SECTION I

DES ESPÈCES DE PERSONNES MORALES

321. Sauf les règles relatives à l'immatriculation, les personnes morales sont constituées suivant les formes juridiques prévues par la loi et parfois directement par la loi.

Elles sont de droit public ou de droit privé.

322. Les personnes morales de droit public sont d'abord régies par les lois qui les constituent et leur sont applicables; elles sont aussi régies par le présent code lorsqu'il y a lieu de compléter les dispositions de ces lois, notamment quant à leurs biens ou leurs rapports avec les autres personnes.

323. Les personnes morales de droit privé doivent emprunter les formes juridiques que la loi reconnaît comme pouvant conférer la personnalité morale; elles se divisent principalement en associations et en sociétés et sont généralement formées de plusieurs membres.

Elles sont d'abord régies par les lois applicables à leur espèce; elles le sont aussi par le présent code lorsqu'il y a lieu de compléter les dispositions de ces lois, notamment quant à leurs biens ou leurs rapports avec les autres personnes.

324. Les associations ont vocation à satisfaire, par la mise en commun de biens, de connaissances ou d'activités, les besoins de leurs membres ou de tiers. Elles n'ont pas pour objet essentiel de réaliser un bénéfice ni d'exploiter une entreprise. Elle ne partagent pas de bénéfices entre leurs membres.

325. Les sociétés ont vocation à réaliser et à partager des bénéfices; elles peuvent aussi avoir vocation à profiter des économies qui peuvent résulter de la mise en commun de biens, de connaissances ou d'activités ou à satisfaire des besoins économiques et sociaux communs par l'exploitation d'une entreprise.

SECTION II

DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE

326. La personnalité juridique est attribuée aux sociétés, associations ou autres groupements de droit privé à compter de leur immatriculation au registre des associations et entreprises; elle est attribuée à celles de droit public ou à celles qui sont constituées directement par la loi soit lors de l'entrée en vigueur de la loi, soit au temps que celle-ci prévoit.

327. Si la personnalité juridique ne leur est pas autrement attribuée, les sociétés, associations ou autres groupements qui ne sont pas immatriculés au registre ne peuvent opposer de personnalité juridique aux tiers, invoquer le statut de personne morale ni intentar une action en justice.

Toutefois, pour décider de l'action d'un tiers de bonne foi, le tribunal peut statuer qu'une personne ou un groupement est tenu au même titre

qu'une personne morale, s'il a agi à l'égard de ce tiers comme s'il était une personne morale.

328. Les personnes morales constituées suivant les lois du Québec ont la pleine jouissance des droits civils au Québec et hors du Québec.

329. Les personnes morales sont titulaires d'un patrimoine qui peut, dans la seule mesure prévue par la loi, être divisé ou faire l'objet d'affectation. Elles ont aussi des droits et obligations extra-patrimoniaux liés à leur personnalité morale.

330. Les personnes morales ont toute la capacité requise pour exercer leurs droits et les dispositions du présent code relatives à l'exercice de droits civils par les personnes physiques leur sont applicables, compte tenu des adaptations nécessaires.

Elles n'ont d'autres incapacités que celles qui résultent de leur nature ou de la loi.

331. Les personnes morales ne peuvent exercer la tutelle ou la curatelle à la personne, ni être juré; elles doivent comparaître par procureur et être représentées par une personne physique lorsqu'elles sont assignées comme témoin.

Elles peuvent cependant, dans la mesure prévue par la loi, exercer la charge de tuteur ou de curateur aux biens, de liquidateur d'une succession, de séquestre, de fiduciaire ou d'administrateur d'une autre personne morale.

332. Les personnes morales ont un nom qui leur est donné au moment de leur constitution; elles exercent leurs droits et exécutent leurs obligations sous ce nom.

Ce nom doit être conforme à la loi et inclure, lorsque la loi le requiert, une mention indiquant clairement sa forme juridique.

333. La personne morale peut exercer une activité ou s'identifier sous un autre nom que le sien, pourvu qu'un avis en ce sens soit déposé au registre des associations ou entreprises.

334. La personne morale a son domicile au lieu et adresse du siège qu'elle déclare.

335. La personne morale peut changer son nom ou son domicile en suivant la procédure établie par la loi.

336. Les personnes morales sont distinctes de leurs membres. Leurs actes n'engagent qu'elles-mêmes, sauf les exceptions prévues par la loi, notamment pour certaines associations ou sociétés formées suivant le présent code.

337. Les personnes morales agissent par leurs organes. À moins que la loi ou les statuts n'en disposent autrement, ces organes sont, notamment, le conseil d'administration et l'assemblée des membres.

338. Les administrateurs et les dirigeants de la personne morale la représentent et l'obligent dans la mesure des pouvoirs que la loi ou les statuts leur confèrent.

339. Le fonctionnement, l'administration du patrimoine et l'activité des personnes morales sont réglés par la loi et par ses statuts, ceux-ci comprenant l'acte constitutif et les règlements.

En cas de divergence entre l'acte constitutif et les règlements, l'acte constitutif prévaut.

340. Les statuts de la personne morale établissent des rapports de nature contractuelle entre elle et ses membres.

341. L'existence d'une personne morale est perpétuelle, à moins que la loi ou les statuts n'en disposent autrement.

342. Les membres d'une personne morale sont tenus envers elle de ce qu'il promettent d'y apporter, sauf disposition contraire de la loi.

343. En cas de fraude à l'égard de la personne morale, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé, tenir les fondateurs, les administrateurs, les autres dirigeants ou les membres de la personne morale responsables, dans la mesure qu'il indique, des dommages subis par celle-ci.

Les membres et les fondateurs ne peuvent être tenus responsables que s'ils ont participé à l'acte reproché et en ont tiré un profit personnel.

344. La personnalité juridique d'une personne morale ne peut être invoquée à l'encontre d'un tiers de bonne foi dès lors que cette personnalité sert à masquer la fraude.

345. La personne morale qui n'est pas constituée suivant les lois du Québec est régie quant à son état et à sa capacité par la loi du lieu de sa création, sous réserve, quant à son activité, des lois du Québec.

SECTION III

DE L'IMMATRICULATION
DES PERSONNES MORALES

346. L'immatriculation de la personne morale s'opère par le dépôt au registre des associations et entreprises de l'acte constitutif ou d'une déclaration faite suivant la loi.

347. L'acte constitutif ou la déclaration indique notamment le nom et le domicile de la personne morale, la forme juridique qu'elle emprunte et, le cas échéant, son objet, son capital, sa durée et, s'il s'agit d'une société formée suivant le présent code, le nom des membres.

Un avis de toute modification de l'acte constitutif ou de la déclaration quant à l'une ou l'autre des mentions doit être déposé sans délai au registre des associations et entreprises.

348. Les tiers de bonne foi ne sont pas présumés connaître le contenu d'un document concernant une personne morale du seul fait de son dépôt au registre.

349. Lorsque l'acte constitutif ou la déclaration est incomplet, inexact ou irrégulier, la personne morale ou un de ses membres peut, si l'ajout ou la rectification ne porte pas atteinte aux droits des membres ou des tiers, déposer un acte de régularisation au registre.

350. L'acte de régularisation susceptible de porter atteinte aux droits des membres ou des tiers ne peut être déposé que si le tribunal l'ordonne, après avoir entendu les intéressés et modifié, au besoin, l'acte proposé.

351. La régularisation est réputée faire partie de l'acte constitutif ou de la déclaration et avoir pris effet au même moment, à moins qu'une date ultérieure ne soit prévue à l'acte de régularisation ou au jugement.

352. La personne morale peut, dans un délai raisonnable, ratifier l'acte accompli dans son intérêt avant sa constitution; elle est alors substituée à la personne qui a agi pour elle.

La ratification n'opère pas novation; la personne qui a agi a dès lors les mêmes droits et est soumise aux mêmes obligations qu'un mandataire à l'égard de la personne morale.

353. Celui qui agit dans l'intérêt d'une personne morale avant sa constitution est tenu des obligations ainsi contractées, à moins que le contrat ne stipule autrement et ne mentionne la possibilité que la

personne morale ne soit pas constituée ou n'assume pas les obligations ainsi souscrites.

SECTION IV

DES OBLIGATIONS DES ADMINISTRATEURS ET DE LEURS INHABILITÉS

354. L'administrateur est considéré comme mandataire de la personne morale. Il doit, dans l'exercice de ses fonctions, respecter les obligations que la loi et les statuts lui imposent et agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés et suivant leur finalité.

355. L'administrateur doit agir avec soin, prudence et diligence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

Il doit aussi agir avec honnêteté et loyauté dans l'intérêt de la personne morale et respecter sa vocation et sa finalité.

356. L'administrateur ne peut confondre les biens de la personne morale avec les siens; il ne peut utiliser à son profit ou au profit d'un tiers les biens de la personne morale ou l'information qu'il obtient en raison de ses fonctions, sauf s'il y est autorisé par les membres de la personne morale.

357. L'administrateur doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur.

Il doit notifier à la personne morale tout intérêt qu'il a dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il a contre elle en indiquant, le cas échéant, leur valeur. Cette notification est consignée au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration ou à ce qui en tient lieu.

358. Tout administrateur peut, même dans l'exercice de ses fonctions, acquérir directement ou indirectement des droits dans les biens qu'il administre ou contracter avec la personne morale.

Il doit signaler aussitôt le fait à la personne morale, en indiquant la nature et la valeur des droits qu'il acquiert et demander que le fait soit consigné au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration ou à ce qui en tient lieu. Il doit, sauf nécessité, s'abstenir de délibérer et de voter sur la question. La présente règle ne s'applique pas toutefois aux questions qui concernent la rémunération de l'administrateur ou ses conditions de travail.

359. Lorsque l'administrateur de la personne morale omet de dénoncer correctement et sans délai une acquisition ou un contrat, le tribunal, à la demande de la personne morale ou d'un membre, peut, entre autres mesures, annuler l'acte ou ordonner à l'administrateur de rendre compte et de remettre à la personne morale le profit réalisé ou l'avantage reçu.

360. Sont inhabiles à être administrateurs les mineurs, les majeurs en tutelle ou en curatelle, les faillis et les personnes à qui le tribunal interdit l'exercice de cette fonction.

Cependant, les mineurs et les majeurs en tutelle peuvent être administrateurs d'une association dont l'objet les concerne spécifiquement.

361. Le tribunal peut, à la demande de tout intéressé, interdire l'exercice de la fonction d'administrateur d'une personne morale à toute personne trouvée coupable d'un acte criminel comportant fraude ou malhonnêteté dans une matière reliée aux personnes morales, ainsi qu'à toute personne trouvée, de façon répétée, en défaut de se conformer aux lois relatives aux personnes morales ou à ses obligations d'administrateur.

362. L'interdiction ne peut excéder cinq ans à compter du dernier acte reproché.

Le tribunal peut, à la demande de la personne concernée, lever l'interdiction aux conditions qu'il juge appropriées.

363. Le greffier du tribunal, qui prononce ou lève l'interdiction, en transmet une copie sans délai au registre des associations et entreprises.

SECTION V

DE L'ATTRIBUTION JUDICIAIRE DE LA PERSONNALITÉ

364. Le tribunal peut conférer rétroactivement la personnalité juridique à une personne morale qui, antérieurement à son immatriculation, a agi comme une personne morale et a présenté de façon publique, continue et non équivoque toutes les apparences d'une telle personne, tant à l'égard de ses membres que des tiers.

L'autorité qui, à l'origine, aurait dû en contrôler la constitution doit, au préalable, consentir à la demande.

365. Tout intéressé peut intervenir dans l'instance. Il peut se pourvoir contre l'attribution judiciaire de la personnalité prononcée en fraude de ses droits.

366. Le jugement confère la personnalité juridique à compter de la date qu'il indique.

Copie du jugement est transmise sans délai, par le greffier du tribunal, au registre des associations et entreprises.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERSONNES MORALES FORMÉES SUIVANT LE PRÉSENT CODE

SECTION I

DU FONCTIONNEMENT DES PERSONNES MORALES

367. La présente section s'applique aux personnes morales formées suivant le présent code dans la mesure où leurs statuts ne prévoient pas autrement.

§ 1.—*De l'administration*

368. Le conseil d'administration gère les affaires de la personne morale et exerce tous les pouvoirs nécessaires à cette fin; il peut créer des postes de direction et d'autres organes et déléguer aux titulaires de ces postes et à ces organes l'exercice de certains de ces pouvoirs.

Il adopte et met en vigueur les règlements de gestion sauf à les faire ratifier par les membres à l'assemblée qui suit.

369. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs.

370. Tout administrateur est présumé avoir approuvé les décisions prises par le conseil d'administration.

371. Tout administrateur est responsable, avec ses coadministrateurs, des décisions du conseil d'administration, à moins qu'il n'ait fait consigner sa dissidence au procès-verbal des délibérations ou à ce qui en tient lieu.

Il peut néanmoins, s'il justifie d'un motif sérieux pour n'avoir pu faire connaître sa dissidence en temps utile, s'exonérer de sa responsabilité.

372. Les administrateurs de la personne morale sont désignés par ses membres.

Nul ne peut être désigné comme administrateur s'il n'y consent expressément.

373. La durée du mandat des administrateurs est d'un an; à l'expiration de ce temps, leur mandat est renouvelé pour le même temps s'il n'est pas dénoncé.

374. Les administrateurs comblent les vacances au sein du conseil. Ces vacances ne les empêchent pas d'agir; si leur nombre est devenu inférieur au quorum, ceux qui restent peuvent valablement convoquer les membres.

375. Les actes des administrateurs ou des autres dirigeants ne peuvent être annulés pour le seul motif que leur désignation est irrégulière ou qu'ils étaient inhabiles.

376. Si, en cas d'empêchement ou par suite de l'opposition systématique de certains d'entre eux, les administrateurs ne peuvent agir à la majorité ou selon une autre proportion prévue, les autres peuvent agir seuls pour les actes conservatoires; ils peuvent aussi agir seuls pour des actes qui demandent célérité, s'ils y sont autorisés par le tribunal.

Lorsque la situation perdure et que l'administration s'en trouve sérieusement entravée, le tribunal peut, à la demande d'un intéressé, dispenser les administrateurs d'agir suivant la proportion prévue, diviser leurs fonctions, accorder voix prépondérante à l'un d'eux ou rendre toute ordonnance qu'il estime appropriée suivant les circonstances.

377. Le conseil d'administration tient la liste des membres ainsi que les livres et registres nécessaires au bon fonctionnement de la personne morale.

Ces documents sont la propriété de la personne morale et les membres y ont accès.

378. Le conseil d'administration peut désigner une personne pour tenir les livres et registres de la personne morale.

Cette personne peut délivrer des copies des documents dont elle est dépositaire; ces copies font preuve de leur contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature qui y est apposée ni l'autorité de son auteur.

§ 2.—*De l'assemblée des membres*

379. L'assemblée annuelle des membres est convoquée par le conseil d'administration ou suivant ses directives dans les six mois de la clôture de l'exercice financier.

La première assemblée est réunie dans les six mois qui suivent la constitution de la personne morale.

380. L'avis de convocation de l'assemblée annuelle indique la date, l'heure et le lieu où elle est tenue ainsi que l'ordre du jour. Il est envoyé à chacun des membres habiles à y assister au moins dix jours mais pas plus de quarante-cinq jours avant l'assemblée.

Il n'est pas nécessaire de mentionner à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle les questions qui y sont ordinairement traitées, tels l'examen des états financiers, l'élection des administrateurs et, le cas échéant, la nomination du vérificateur.

381. L'avis de convocation de l'assemblée annuelle est accompagné du bilan, de l'état des résultats de l'exercice écoulé et d'un état des dettes et créances.

382. L'assemblée des membres ne peut délibérer sur d'autres questions que celles figurant à l'ordre du jour, à moins que tous les membres qui devaient être convoqués ne soient présents et n'y consentent. Cependant, lors de l'assemblée annuelle, chacun peut soulever toute question d'intérêt pour la personne morale ou ses membres.

383. L'assemblée ne délibère valablement que si la majorité des voix qui peuvent s'exprimer sont présentes ou représentées.

384. Un membre peut se faire représenter à une assemblée s'il donne un mandat écrit à cet effet.

385. Les décisions de l'assemblée se prennent à la majorité des voix exprimées.

Le vote des membres se fait à main levée ou, sur demande, au scrutin secret.

386. S'ils représentent 10 p. 100 des voix, des membres peuvent requérir des administrateurs ou du secrétaire la convocation d'une assemblée extraordinaire en précisant, dans un avis écrit, les questions qui devront y être traitées.

Faute par les administrateurs ou le secrétaire d'agir dans un délai de vingt et un jours à compter de la réception de l'avis, tout membre signataire de l'avis peut faire la convocation.

À moins que les membres ne s'y opposent par résolution lors de l'assemblée ainsi convoquée, la personne morale rembourse aux membres les frais utiles qu'ils ont pris en charge pour tenir l'assemblée.

*§ 3.—Des dispositions communes aux réunions d'administrateurs
et aux assemblées de membres*

387. Les administrateurs ou les membres peuvent renoncer à l'avis de convocation à une réunion du conseil d'administration, à une assemblée des membres ou à une séance d'un autre organe.

Leur seule présence équivaut à une renonciation à l'avis de convocation sauf s'ils sont là pour contester la régularité de la convocation.

388. Les résolutions écrites signées par toutes les personnes habiles à voter ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration, d'une assemblée des membres ou d'une séance d'un autre organe.

Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations ou ce qui en tient lieu.

389. Les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une réunion du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone.

SECTION II

DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION DES PERSONNES MORALES

390. La personne morale est dissoute par l'annulation de son acte constitutif ou par toute autre cause prévue par l'acte constitutif ou par la loi.

Elle est aussi dissoute lorsque le tribunal constate l'expiration du terme ou l'avènement de la condition apposée à l'acte constitutif, l'accomplissement de l'objet pour lequel la personne morale a été constituée ou l'impossibilité d'accomplir cet objet.

391. La personne morale peut aussi être dissoute du consentement des deux tiers des voix exprimées à une assemblée des membres convoquée expressément à cette fin.

L'avis de convocation doit être envoyé au moins trente jours, mais pas plus de quarante-cinq avant la date de l'assemblée et non à contretemps.

392. La personnalité juridique de la personne morale subsiste aux fins de la liquidation.

393. Les administrateurs doivent donner avis de la dissolution au registre des associations et entreprises et procéder immédiatement à la liquidation; à défaut, ils peuvent être tenus responsables des actes de celle-ci.

394. Le liquidateur d'une personne morale est nommé suivant les statuts par les membres ou, à défaut, par le tribunal.

Avis de la nomination, comme de toute révocation, est déposé au registre des associations et entreprises et publié à la *Gazette officielle du Québec*. La nomination et la révocation sont opposables aux tiers à compter de cet avis.

395. Le liquidateur a la saisine des biens de la personne morale; il agit à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration.

Il a droit d'exiger des administrateurs et des membres de la personne morale tout document et toute explication concernant les droits et les obligations de la personne morale.

396. Le liquidateur procède au paiement des dettes puis au remboursement des apports.

Il procède ensuite, s'il y a lieu, au partage de l'actif entre les membres en proportion de leurs droits ou, autrement, en parts égales; il suit au besoin les règles relatives au partage d'un bien indivis.

397. Le liquidateur dispose des livres et registres de la personne morale; il remet au curateur public le registre des procès-verbaux pour que celui-ci le garde jusqu'à l'expiration de sept ans à compter de la clôture de la liquidation.

398. À moins que le liquidateur n'obtienne une prolongation du tribunal, le curateur public entreprend ou poursuit la liquidation qui n'est pas terminée dans les sept ans qui suivent le dépôt de l'avis de dissolution.

Le curateur public a alors les mêmes droits et obligations qu'un liquidateur, mais le reliquat, s'il y a lieu, est dévolu à l'État.

399. La liquidation de toute personne morale est close par le dépôt de l'avis de clôture au registre des associations et entreprises. ».

Art. 2 Il est ajouté au Code civil du Québec, après l'article 659 qui termine le Livre deuxième « De la famille », un Livre troisième et un Livre quatrième qui se lisent comme suit:

« LIVRE TROISIÈME

DES SUCCESSIONS

TITRE PREMIER

DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER

CHAPITRE PREMIER

DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS

660. La succession d'une personne s'ouvre par son décès, au lieu de son domicile.

Elle est dévolue suivant les prescriptions de la loi, à moins que le défunt n'ait, par des dispositions testamentaires, réglé autrement la dévolution de ses biens. La donation à cause de mort est à cet égard une disposition testamentaire.

661. La loi ne considère ni l'origine, ni la nature des biens pour en régler la succession; tous ensemble, ils ne forment qu'un seul patrimoine.

662. Lorsqu'une personne décède en laissant des biens situés hors du Québec ou des créances contre des personnes qui n'y résident pas, on peut, en la manière prévue au Code de procédure civile, obtenir des lettres de vérification.

663. Les personnes qui, appelées à la succession l'une de l'autre, décèdent sans qu'il soit possible d'établir laquelle a survécu à l'autre sont réputées codécédées.

La succession de chacune d'elles est alors dévolue à celles qui auraient été appelées à la recueillir à leur défaut.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER

664. Peuvent succéder les personnes physiques qui existent au moment de l'ouverture de la succession, y compris l'absent présumé vivant à cette époque et l'enfant conçu mais non encore né, s'il naît vivant et viable, ainsi que l'État.

Peuvent également succéder, en cas de substitution ou de fiducie, les personnes qui ont les qualités requises lorsque la disposition produit effet à leur égard.

665. Les personnes morales peuvent recevoir par testament dans la limite des biens qu'elles peuvent posséder.

Le fiduciaire peut, pour la fiducie, recevoir le legs destiné au bénéficiaire ou celui qui sert à l'accomplissement de la fin de la fiducie.

666. Est héritier depuis l'ouverture de la succession, pour autant qu'il l'accepte, le successible à qui est dévolue la succession ab intestat et celui qui reçoit par testament un legs universel ou à titre universel.

667. Est inhabile de plein droit à succéder :

1° Celui qui est déclaré coupable d'avoir attenté à la vie du défunt;

2° Celui qui s'est vu retirer l'autorité parentale sur son enfant avec dispense pour celui-ci de l'obligation alimentaire, à l'égard de la succession de cet enfant.

668. Peut être déclaré indigne de succéder :

1° Celui qui a exercé des sévices ou commis un délit grave envers le défunt;

2° Celui qui a recelé, altéré ou détruit de mauvaise foi le testament du défunt;

3° Celui qui a gêné le testateur dans la rédaction, la modification ou la révocation de son testament.

669. L'héritier n'est pas inhabile de plein droit et ne peut être déclaré indigne si le défunt, alors qu'il connaissait la cause d'inhabileté ou d'indignité, l'a néanmoins avantagé ou n'a pas modifié la libéralité alors qu'il aurait pu le faire.

670. Tout successible peut, dans l'année qui suit l'ouverture de la succession ou la connaissance d'une cause d'indignité, demander au tribunal de déclarer l'indignité d'un héritier.

671. L'époux de bonne foi succède à son conjoint lorsque le mariage est annulé après le décès, à moins qu'il n'ait lui-même formé la demande ou que le tribunal, en prononçant la nullité, ne statue autrement suivant les circonstances.

TITRE DEUXIÈME

DES DROITS SUCCESSORAUx

CHAPITRE PREMIER

DE LA SAISINE

672. Les héritiers sont, par le décès du défunt ou par l'événement qui donne effet à un legs, saisis du patrimoine du défunt, sous réserve des dispositions relatives à la liquidation successorale.

Cependant, ils ne sont pas, sauf exception, saisis des obligations du défunt au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent et ils conservent le droit de réclamer de la succession le paiement de leurs créances.

Ils sont saisis des droits d'action du défunt contre l'auteur de toute violation d'un droit de la personnalité ou contre ses représentants.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA PÉTITION D'HÉRÉDITÉ ET DE SES EFFETS SUR LA TRANSMISSION DES BIENS

673. Le successible est toujours en droit de faire reconnaître sa qualité d'héritier dans le délai de sept ans qui suit l'ouverture de la succession à laquelle il prétend avoir droit ou le jour où son droit s'est ouvert.

674. L'héritier apparent est tenu de restituer à l'héritier véritable les biens qu'il a reçus de la succession, dans l'état où ils se trouvent.

Si les biens ne peuvent être rendus, il est tenu de restituer le solde du prix retiré de leur aliénation et les biens provenant du emploi de ce prix.

675. L'héritier apparent de mauvaise foi répond de la perte ou de la détérioration des biens, même si elle résulte de leur usage normal.

Il peut être tenu de restituer à l'héritier véritable la valeur, au jour du jugement, des biens aliénés.

676. L'héritier apparent de bonne foi fait siens les fruits et revenus; l'héritier apparent de mauvaise foi doit les rendre à compter du jour où sa mauvaise foi a commencé.

677. Les actes d'administration de l'héritier apparent au profit d'un tiers de bonne foi sont opposables à l'héritier véritable.

678. Les actes d'aliénation à titre onéreux de l'héritier apparent au profit d'un tiers de bonne foi sont opposables à l'héritier véritable. Ceux à titre gratuit sont inopposables, sous réserve des règles relatives à la prescription.

679. Les obligations du défunt acquittées par les héritiers apparents autrement qu'avec des biens provenant de la succession sont remboursées par les héritiers véritables.

680. Celui qui est inhabile de plein droit ou déclaré indigne est, s'il a reçu un bien de la succession, réputé héritier apparent de mauvaise foi.

CHAPITRE TROISIÈME

DU DROIT D'OPTION

SECTION I

DE LA DÉLIBÉRATION ET DE L'OPTION

681. Tout successible a le droit d'accepter la succession ou d'y renoncer.

L'option est indivisible. Toutefois, le successible qui cumule plus d'une vocation successorale a, pour chacune d'elles, un droit d'option distinct.

682. Le successible a six mois, à compter du jour où son droit s'est ouvert, pour délibérer et exercer son option. Ce délai est prolongé de plein droit d'autant de jours qu'il est nécessaire pour qu'il dispose d'un délai de soixante jours à compter de la clôture de l'inventaire.

Pendant la période de délibération, il ne peut être condamné à titre d'héritier à moins qu'il n'ait déjà accepté la succession.

683. Le successible qui connaît sa qualité et ne renonce pas dans le délai de délibération est présumé avoir accepté, sauf prolongation du délai par le tribunal.

Celui qui ignorait sa qualité peut être contraint d'opter dans le délai fixé par le tribunal.

Le successible qui n'opte pas dans le délai imparti par le tribunal est présumé avoir renoncé.

684. Si le successible renonce dans le délai de délibération, les frais légitimement faits jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession.

685. Si le successible décède avant d'avoir exercé son option, ses héritiers délibèrent et exercent cette option dans le délai imparti pour délibérer et opter à l'égard de la succession de leur auteur.

Chacun des héritiers du successible exerce séparément son option; la part de l'héritier qui renonce accroît à ses cohéritiers.

686. Une personne peut, dans les sept ans qui suivent le jour où son droit s'est ouvert, faire annuler son option pour l'une des causes de nullité des contrats, notamment s'il est découvert un testament dont elle ignorait l'existence au moment de l'option.

SECTION II

DE L'ACCEPTATION

687. L'acceptation est expresse ou tacite. Elle peut aussi résulter de la loi.

L'acceptation est expresse quand le successible prend le titre ou la qualité d'héritier acceptant dans un écrit; elle est tacite quand le successible fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter.

688. La succession dévolue au mineur, même émancipé, ou au majeur sous un régime de protection est réputée acceptée à moins que le majeur ou le mineur émancipé, assisté de son conseiller ou de son tuteur, ou que le tuteur ou le curateur, avec l'autorisation du conseil de tutelle, n'y renonce dans les délais de délibération et d'option.

Le mineur ou le majeur protégé ne peut jamais être tenu au paiement des dettes de la succession au-delà de la valeur des biens qu'il recueille.

689. Emporte acceptation de la succession le fait pour le successible de dispenser le liquidateur de faire inventaire ou celui de confondre les biens de la succession avec ses biens personnels, sauf si ces biens étaient déjà confondus avant le décès.

690. La succession est présumée acceptée lorsque le successible, sachant que le liquidateur refuse ou néglige de faire inventaire, néglige lui-même, dans les soixante jours qui suivent l'expiration du délai de délibération de six mois, soit de procéder à l'inventaire, soit de demander au tribunal de remplacer le liquidateur ou de lui enjoindre de procéder à l'inventaire.

691. La cession, à titre gratuit ou onéreux, qu'une personne fait de ses droits dans la succession emporte acceptation.

Il en est ainsi de la renonciation au profit d'un ou de plusieurs cohéritiers, même si elle est à titre gratuit, ou de la renonciation à titre onéreux, encore qu'elle soit au profit de tous les cohéritiers indistinctement.

692. Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, notamment le paiement des frais funéraires et de dernière maladie, n'emportent pas, par eux seuls, acceptation de la succession.

Il en est ainsi de l'acte rendu nécessaire par des circonstances exceptionnelles accompli par le successible dans l'intérêt de la succession.

693. La répartition des décorations, diplômes, vêtements et papiers personnels du défunt ainsi que des souvenirs de famille n'emporte pas par elle seule acceptation de la succession si elle est faite avec l'accord de tous les successibles.

Il en est de même de l'acceptation, par un successible, de la transmission en sa faveur d'un emplacement destiné à recevoir un cadavre ou des cendres.

694. S'il existe dans la succession des biens de nature périssable, le successible peut, avant la désignation du liquidateur, les vendre de gré à gré ou, s'il ne peut trouver preneur en temps utile, les donner à des institutions de charité sans qu'on puisse en inférer une acceptation de sa part.

Il peut, en suivant les règles du Code de procédure civile, aliéner les biens qui, sans être de nature périssable, sont coûteux à conserver ou susceptibles de se déprécier rapidement.

695. L'acceptation complète la transmission qui s'est opérée de plein droit au moment du décès.

SECTION III

DE LA RENONCIATION

696. La renonciation est expresse. Elle peut aussi résulter de la loi.

La renonciation expresse se fait par acte notarié en minute ou par une déclaration judiciaire dont il est donné acte.

697. Celui qui renonce est réputé n'avoir jamais été successible; la succession est dévolue comme s'il n'avait jamais existé.

698. Le successible peut renoncer à la succession pourvu qu'il n'ait pas fait d'acte qui emporte acceptation ou qu'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée qui le condamne à titre d'héritier.

699. Le successible qui a renoncé à la succession conserve, dans les sept ans depuis le jour où son droit s'est ouvert, la faculté de l'accepter si elle n'a pas été acceptée par un autre qui y a droit.

L'acceptation se fait par acte notarié en minute ou par une déclaration judiciaire dont il est donné acte.

L'héritier prend la succession dans l'état où elle se trouve alors et sans préjudice des droits acquis par des tiers sur les biens de la succession.

700. Le successible qui a ignoré sa qualité ou est demeuré inconnu durant sept ans à compter du jour où son droit s'est ouvert est réputé avoir renoncé à la succession.

701. Le successible qui, de mauvaise foi, a diverti ou recelé un bien de la succession ou omis de le comprendre dans l'inventaire est réputé avoir renoncé à la succession malgré toute acceptation antérieure.

702. Le créancier de celui qui renonce peut, dans l'année qui suit la renonciation, se faire autoriser par le tribunal à accepter la succession aux lieu et place de son débiteur si la renonciation lui cause préjudice.

Cette acceptation n'a d'effet qu'en faveur du créancier qui l'a demandée et jusqu'à concurrence du montant de sa créance. Elle ne vaut pas au profit de celui qui a renoncé.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

703. Tout créancier d'aliments ou toute personne qui, à l'époque du décès, était à la charge du défunt peut, dans l'année qui suit le décès, réclamer de la succession une contribution financière à titre d'aliments.

Ce droit existe encore que le créancier soit héritier ou que le droit aux aliments n'ait pas été exercé avant la date du décès, mais il n'existe pas au profit de celui qui est inhabile de plein droit à succéder au défunt ou qui en est déclaré indigne.

704. La contribution est attribuée sous forme d'une somme forfaitaire payable au comptant ou par versements; elle peut aussi être attribuée, en totalité ou en partie, sous forme de pension si elle est payable au conjoint ou à un descendant.

Elle est fixée en accord avec le liquidateur de la succession agissant avec le consentement des héritiers et des légataires particuliers ou, à défaut d'entente, par le tribunal.

705. Pour fixer la contribution, il est tenu compte des besoins et facultés du créancier, des circonstances dans lesquelles il se trouve et des avantages que lui procure la succession, ainsi que du temps nécessaire au créancier pour acquérir une autonomie suffisante.

Il est tenu compte également de l'actif de la succession, des besoins et facultés des héritiers et des légataires particuliers et, le cas échéant, du droit d'autres personnes à des aliments.

706. Lorsque la contribution est réclamée par le conjoint ou un descendant, la valeur des libéralités faites par le défunt par acte entre vifs dans les trois ans précédant le décès et celles ayant pour terme le décès sont considérées comme faisant partie de la succession pour fixer la contribution.

707. La contribution accordée au conjoint ou à un descendant ne peut excéder la différence entre la part à laquelle il aurait pu prétendre si toute la succession, y incluant la valeur des libéralités, avait été dévolue suivant la loi et ce qu'il reçoit.

Dans les autres cas, elle ne peut excéder la valeur de six mois d'aliments.

708. Lorsque la contribution est accordée sous forme de pension, le paiement se fait, à défaut d'accord entre les parties, pour la durée que le tribunal détermine et suivant les modalités qu'il fixe.

Le tribunal peut obliger les héritiers ou légataires particuliers à fournir une sûreté ou ordonner le transfert de certains biens en fiducie pour garantir le paiement de la contribution.

709. Tout jugement qui accorde une contribution est sujet à révision chaque fois que les circonstances le justifient.

710. Lorsque l'actif de la succession est insuffisant pour payer entièrement les contributions du conjoint ou d'un descendant, en raison des libéralités faites par acte entre vifs dans les trois ans précédant le décès ou de celles ayant pour terme le décès, le tribunal peut ordonner la réduction de ces libéralités.

Toutefois, les libéralités auxquelles le conjoint ou le descendant a consenti ne peuvent être réduites et celles qu'il a reçues doivent être imputées sur sa créance.

711. Est présumée être une libéralité toute aliénation, sûreté ou charge consentie par le défunt pour une prestation dont la valeur est très inférieure à celle du bien au temps où elle a été faite.

712. Sont assimilées à des libéralités les sommes exigibles en vertu d'un contrat d'assurance de personne, lorsque ces sommes auraient fait partie de la succession n'eût été la désignation d'un propriétaire subsidiaire ou d'un bénéficiaire dans les trois ans précédant le décès.

Les primes et les contributions versées par le défunt à un régime de pension ou de rente dans les trois ans précédant le décès le sont aussi.

713. À moins qu'ils n'aient été manifestement exagérés eu égard aux facultés du défunt, les frais d'entretien ou d'éducation et les présents d'usage ne sont pas considérés comme des libéralités.

714. La réduction des libéralités se fait contre un ou plusieurs des bénéficiaires simultanément.

Au besoin, le tribunal fixe la part que doit payer chacun des bénéficiaires poursuivis ou mis en cause.

715. La somme que le bénéficiaire de la libéralité est tenu de verser pour le paiement de la créance porte intérêt à compter de la demande en réduction.

716. Le paiement de la réduction se fait, à défaut d'accord entre les parties, aux conditions que le tribunal détermine et suivant les modalités de garantie et de paiement qu'il fixe.

Elle ne peut être ordonnée en nature, mais le débiteur peut toujours se libérer par la remise du bien.

TITRE TROISIÈME

DE LA DÉVOLUTION LÉGALE DES SUCCESSIONS

CHAPITRE PREMIER

DE LA VOCATION SUCCESSORALE

717. Sauf dispositions testamentaires contraires, la succession est dévolue au conjoint survivant, aux parents et, à défaut, à l'État dans l'ordre et suivant les règles du présent titre.

718. La vocation successorale du conjoint survivant n'est pas subordonnée à la renonciation à ses droits et avantages matrimoniaux.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA PARENTÉ

719. La parenté est fondée sur les liens du sang ou de l'adoption.

720. Le degré de parenté est déterminé par le nombre de générations, chacune formant un degré. La suite des degrés forme la ligne directe ou collatérale.

721. La ligne directe est la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre. On compte alors autant de degrés qu'il y a de générations entre le successible et le défunt.

722. La ligne directe descendante est celle qui lie la personne avec ses descendants; la ligne directe ascendante est celle qui lie la personne avec ses auteurs.

723. La ligne collatérale est la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais d'un auteur commun.

En ligne collatérale, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre le successible et l'auteur commun puis entre ce dernier et le défunt.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA REPRÉSENTATION

724. La représentation est une faveur accordée par la loi en vertu de laquelle un parent est appelé à recueillir une succession qu'aurait recueillie son ascendant, parent moins éloigné du défunt, qui, étant prédécédé, codécédé, inhabile ou indigne, ne peut la recueillir lui-même.

725. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle est admise soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant représenté, soit que, tous les enfants du défunt étant décédés, inhabiles ou indignes, leurs descendants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

726. La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants; le plus proche dans chaque ligne exclut les plus éloignés.

727. En ligne collatérale, la représentation a lieu, entre collatéraux privilégiés, en faveur des descendants au premier degré des frères et soeurs du défunt, qu'ils concourent ou non avec ces derniers; entre collatéraux ordinaires, elle a lieu en faveur des autres descendants des frères et soeurs du défunt à d'autres degrés, qu'ils se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

728. On ne représente pas celui qui a renoncé à la succession, mais on peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

729. Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souches.

Si une même souche a plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souches dans chaque branche et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE L'ORDRE DE DÉVOLUTION DE LA SUCCESSION

SECTION I

DE LA DÉVOLUTION AU CONJOINT SURVIVANT ET AUX DESCENDANTS

730. Si le défunt laisse un conjoint et des descendants, la succession leur est dévolue.

Le conjoint recueille la moitié de la succession s'il concourt avec un seul descendant au premier degré ou avec ceux qui le représentent; autrement, il recueille le tiers et les descendants les deux autres tiers.

731. À défaut de conjoint, la succession est dévolue pour le tout aux descendants.

732. Si les descendants qui succèdent sont tous au même degré et appelés de leur chef, ils partagent par égales portions et par tête.

S'il y a représentation, ils partagent par souches.

733. Sauf s'il y a représentation, le descendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la part attribuée aux descendants, à l'exclusion de tous les autres.

SECTION II

DE LA DÉVOLUTION AU CONJOINT SURVIVANT ET AUX ASCENDANTS OU COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS

734. Sont des ascendants privilégiés, les père et mère du défunt.

Sont des collatéraux privilégiés, les frères et soeurs du défunt ainsi que leurs descendants au premier degré.

735. À défaut de descendants, d'ascendants et de collatéraux privilégiés, la succession est dévolue pour le tout au conjoint survivant.

736. À défaut de descendants, la succession est dévolue au conjoint survivant pour deux tiers et aux ascendants privilégiés pour l'autre tiers.

737. À défaut de descendants et d'ascendants privilégiés, la succession est dévolue au conjoint survivant pour deux tiers et aux collatéraux privilégiés pour l'autre tiers.

738. À défaut de descendants et de conjoint survivant, la succession est partagée également entre les ascendants privilégiés et les collatéraux privilégiés.

À défaut d'ascendants privilégiés, les collatéraux privilégiés succèdent pour la totalité, et inversement.

739. Lorsque les ascendants privilégiés succèdent, ils partagent par égales portions.

Si l'un d'eux seulement succède, il recueille la part qui aurait été dévolue à l'autre.

740. Lorsque les collatéraux privilégiés qui succèdent sont des parents germains du défunt, ils partagent par égales portions ou par souches, le cas échéant.

Au cas contraire, la part qui leur revient est divisée également entre les lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes et les utérins ou consanguins dans leur ligne seulement.

S'il n'y a de collatéraux privilégiés que dans une ligne, ils succèdent pour le tout, à l'exclusion de tous les autres ascendants et collatéraux ordinaires de l'autre ligne.

SECTION III

DE LA DÉVOLUTION AUX ASCENDANTS ET COLLATÉRAUX ORDINAIRES

741. Les ascendants et collatéraux ordinaires ne sont appelés à la succession qu'à défaut de conjoint, de descendants et d'ascendants ou de collatéraux privilégiés du défunt.

742. Si parmi les collatéraux ordinaires se trouvent des descendants des collatéraux privilégiés, ils recueillent la moitié de la succession; l'autre moitié est dévolue aux ascendants et aux autres collatéraux.

À défaut de descendants de collatéraux privilégiés, la totalité de la succession est dévolue aux ascendants et aux autres collatéraux, et inversement.

743. La succession dévolue aux ascendants et aux autres collatéraux ordinaires du défunt se divise également entre les lignes paternelle et maternelle.

Dans chaque ligne, les personnes qui succèdent partagent par tête.

744. Dans chaque ligne, l'ascendant qui se trouve au deuxième degré recueille la part attribuée à sa ligne à l'exclusion de tous les autres ascendants ou collatéraux ordinaires.

À défaut d'ascendant au deuxième degré dans une ligne, la part attribuée à cette ligne est dévolue au collatéral ordinaire qui descend de cet ascendant et qui se trouve au degré le plus proche.

745. À défaut, dans une ligne, de collatéraux ordinaires qui descendent des ascendants au deuxième degré, la part attribuée à cette ligne est dévolue aux ascendants qui se trouvent au troisième degré ou, à leur défaut, aux plus proches collatéraux ordinaires qui descendent

de cet ascendant et ainsi de suite jusqu'à épuisement des parents du degré successible.

746. À défaut de parents du degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

747. Les parents au-delà du septième degré ne succèdent pas.

CHAPITRE CINQUIÈME

DE LA DÉVOLUTION À L'ÉTAT

748. L'État recueille la succession lorsque tous les autres successibles ont renoncé à la succession ou qu'aucun autre successible n'est connu ou ne la réclame.

Il peut aussi recevoir par testament; il ne peut être exhéredé.

749. La saisine de l'État à l'égard d'une succession qui lui est dévolue est exercée par le curateur public jusqu'à ce qu'il se soit écoulé sept ans depuis l'ouverture.

Tant qu'ils demeurent confiés à l'administration du curateur public, les biens de la succession ne sont pas confondus avec les biens de l'État.

750. Sous réserve des lois relatives à la curatelle publique et sans autre formalité, le curateur public agit comme liquidateur de la succession. Il est tenu de faire inventaire et de donner avis de la dévolution à la *Gazette officielle du Québec*; il doit également faire publier l'avis dans un journal circulant dans la localité où était établi le domicile du défunt.

751. À la fin de la liquidation, le curateur public rend compte au ministre des Finances.

Il donne, de la même manière que s'il s'agissait d'un avis de dévolution, avis de la liquidation; il indique à l'avis le reliquat de la succession et le délai pendant lequel tout successible peut faire valoir ses droits d'héritier.

752. Après la reddition de compte, le curateur public devient chargé pour l'État de la simple administration des biens de la succession.

Il le demeure jusqu'à ce qu'un héritier se présente pour réclamer la succession ou qu'il se soit écoulé sept ans depuis son ouverture ou encore, si une action en pétition d'hérédité a été signifiée au curateur public pendant ce délai, jusqu'à ce que jugement soit rendu sur cette action.

753. L'héritier qui réclame la succession la reprend dans l'état où elle se trouve, sauf son droit de réclamer des dommages-intérêts si les formalités de la loi n'ont pas été suivies.

TITRE QUATRIÈME

DES TESTAMENTS

CHAPITRE PREMIER

DE LA NATURE DU TESTAMENT

754. Toute personne ayant la capacité requise peut, par testament, régler autrement que ne le fait la loi la transmission à cause de mort de tout ou partie de ses biens.

755. Le testament est un acte juridique, unilatéral, révocable, établi dans l'une des formes prévues par la loi, par lequel le testateur dispose par libéralité de tout ou partie de ses biens pour n'avoir effet qu'à son décès.

Il ne peut être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes.

756. Le testament peut ne contenir que des dispositions relatives à la liquidation successorale, à la révocation de dispositions testamentaires antérieures ou à l'exclusion d'un héritier.

757. Personne ne peut, même par contrat de mariage, si ce n'est dans les limites prévues par l'article 823 (Code civil du Bas-Canada), abdiquer sa faculté de tester, de disposer à cause de mort ou de révoquer les dispositions testamentaires qu'il a faites.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA CAPACITÉ REQUISE POUR TESTER

758. La capacité du testateur se considère au temps de son testament.

759. Le mineur ne peut tester d'aucune partie de ses biens si ce n'est de biens de valeur modique.

760. Le testament fait par un majeur après sa mise en tutelle peut être reconnu valide par le tribunal si la nature de ses dispositions et les circonstances qui entourent sa confection le permettent.

761. Le majeur en curatelle ne peut tester. Le majeur pourvu d'un conseiller peut tester sans être assisté.

762. Les tuteurs, curateurs ou conseillers ne peuvent tester pour ceux qu'ils représentent ou assistent, ni seuls ni conjointement avec ces derniers.

CHAPITRE TROISIÈME

DES FORMES DU TESTAMENT

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

763. On ne peut tester que par testament notarié, olographe ou devant témoins.

764. Les formalités auxquelles les divers testaments sont assujettis doivent être observées, à peine de nullité absolue.

Néanmoins, le testament fait sous une forme et nul pour inobservation de quelque formalité obligatoire vaut comme testament fait sous une autre forme, s'il satisfait aux conditions requises pour cette dernière.

765. Le testament qui serait nul pour inobservation d'une formalité peut néanmoins valoir si le tribunal est convaincu, après avoir entendu les intéressés, que l'écrit contient de façon certaine et non équivoque les dernières volontés du défunt.

766. Nul ne peut soumettre la validité de son testament à des formalités que la loi ne prévoit pas.

SECTION II

DU TESTAMENT NOTARIÉ

767. Le testament notarié est reçu en minute par un notaire, assisté d'un témoin ou, en certains cas, de deux témoins.

Il doit porter mention de la date et du lieu où il est reçu.

768. Le testament notarié est lu par le notaire au testateur seul ou, au choix du testateur, en présence d'un témoin. Une fois la lecture faite, le testateur doit déclarer en présence du témoin que l'acte lu contient l'expression de ses dernières volontés.

Le testament est ensuite signé par le testateur et le notaire ainsi que par le ou les témoins; tous signent en présence les uns des autres.

769. Les formalités du testament notarié sont présumées avoir été accomplies, même s'il n'en est pas fait mention expresse, sous réserve des lois relatives au notariat.

Cependant, en cas de formalités spéciales à certains testaments, mention doit être faite dans l'acte de la cause de leur accomplissement.

770. Le testament notarié de celui qui est incapable de signer contient la déclaration du testateur qu'il ne peut signer. Cette déclaration est également lue par le notaire au testateur en présence de deux témoins et elle supplée à l'absence de signature du testateur.

771. Le testament notarié de l'aveugle est lu par le notaire au testateur en présence de deux témoins.

Dans le testament, le notaire déclare qu'il en a fait la lecture en présence des témoins; cette déclaration est également lue.

772. Le testament notarié du sourd ou du sourd-muet est lu par le testateur lui-même en présence du notaire seul ou, à son choix, du notaire et d'un témoin. La lecture est faite à haute voix si le testateur est sourd seulement.

Dans le testament, le testateur déclare qu'il l'a lu en présence du notaire et, le cas échéant, du témoin.

Dans le cas du sourd-muet, cette déclaration est lue par le notaire au testateur en présence du témoin; dans le cas du sourd, elle est lue par le testateur à haute voix, en présence du notaire et du témoin.

773. La personne qui, ne pouvant s'exprimer de vive voix, désire faire un testament notarié, instruit le notaire de ses volontés par écrit.

774. Le testament notarié ne peut être reçu par un notaire conjoint, parent ou allié du testateur, ni en ligne directe, ni en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement.

775. Le notaire qui reçoit un testament peut y être désigné comme liquidateur à condition de remplir gratuitement cette charge.

776. Le témoin appelé à assister au testament notarié doit y être nommé et désigné.

Tout majeur peut assister comme témoin au testament notarié, à l'exception des employés du notaire instrumentant qui ne sont pas notaires.

SECTION III

DU TESTAMENT OLOGRAPHE

777. Le testament olographe doit être entièrement écrit par le testateur et signé par lui, autrement que par un procédé mécanique.

Il n'est assujetti à aucune autre forme.

SECTION IV

DU TESTAMENT DEVANT TÉMOINS

778. Le testament devant témoins est écrit par le testateur ou par un tiers.

En présence de deux témoins majeurs, le testateur déclare ensuite que l'écrit qu'il présente, et dont il n'a pas à divulguer le contenu, est son testament; il le signe à la fin ou, s'il l'a signé précédemment, reconnaît sa signature; il peut aussi le faire signer par un tiers pour lui, en sa présence et suivant ses instructions.

Les témoins signent aussitôt le testament en présence du testateur.

779. Lorsque le testament est écrit par un tiers ou par un procédé mécanique, le testateur et les témoins doivent, de plus, parapher ou signer chaque page de l'acte qui ne porte pas leur signature.

L'absence de paraphe ou de signature à chaque page n'empêche pas le testament notarié, qui ne peut valoir comme tel, de valoir comme testament devant témoins si les autres formalités sont accomplies.

780. La personne qui ne sait ou ne peut lire ne peut faire un testament devant témoins.

781. La personne qui ne peut parler, mais peut écrire, peut faire un testament devant témoins, à la condition d'écrire elle-même, autrement que par un procédé mécanique et en présence des témoins, que l'écrit qu'elle présente est son testament.

CHAPITRE QUATRIÈME

DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES ET DES LÉGATAIRES

SECTION I

DES DIVERSES ESPÈCES DE LEGS

782. Les legs sont de trois espèces: universel, à titre universel ou à titre particulier.

783. Le legs universel est celui qui donne à une ou plusieurs personnes vocation à recueillir la totalité de la succession.

784. Le legs à titre universel est celui qui donne à une ou plusieurs personnes vocation à recueillir:

1° La propriété d'une quote-part de la succession;

2° L'usufruit de la totalité ou d'une quote-part de la succession;

3° La propriété ou l'usufruit de la totalité ou d'une quote-part de l'universalité des immeubles ou des meubles, des propres ou des acquêts ou des biens corporels ou incorporels.

785. Tout autre legs est à titre particulier.

786. L'exception de biens particuliers, quels qu'en soient le nombre et la valeur, n'enlève pas son caractère au legs universel ou à titre universel.

787. Les biens que le testateur laisse sans en avoir disposé ou au sujet desquels les dispositions sont privées d'effet demeurent dans sa succession ab intestat et sont dévolus aux successibles désignés par la loi.

788. Les dispositions testamentaires faites sous le nom d'institution d'héritier, de don ou de legs, ou sous toute autre dénomination propre à manifester la volonté du testateur, produisent leurs effets suivant les règles établies au présent livre pour les legs universels, à titre universel ou à titre particulier.

Ces règles, de même que le sens attribué à certains termes, cèdent devant l'expression formelle ou autrement suffisante de la volonté du testateur dans un autre sens et pour avoir un effet différent.

SECTION II

DES LÉGATAIRES

789. Le légataire universel ou à titre universel est héritier dès l'ouverture de la succession, pour autant qu'il accepte le legs.

790. Le légataire particulier qui accepte le legs n'est pas héritier, mais il est néanmoins saisi comme héritier des biens légués, soit par le décès du défunt, soit par l'événement qui donne effet à son legs.

Il n'est saisi des obligations du défunt sur ces biens que si les autres biens de la succession ne suffisent pas à payer les dettes; en ce cas, il n'est tenu qu'à concurrence de la valeur des biens qu'il recueille.

791. Le légataire particulier doit pour recevoir son legs avoir les mêmes qualités que celles requises pour succéder.

Il peut être inhabile à recevoir ou en être déclaré indigne comme on peut l'être pour succéder; il peut, comme un successible, demander au tribunal de déclarer l'indignité d'un héritier ou d'un colégataire particulier.

792. Le légataire particulier a droit, comme un successible, de délibérer et d'exercer son option à l'égard du legs qui lui est fait, avec les mêmes effets et suivant les mêmes règles.

793. Les dispositions relatives aux droits et obligations respectifs de l'héritier apparent et de l'héritier véritable ainsi qu'à l'opposabilité des actes du premier à l'égard du second sont également applicables au légataire particulier, compte tenu des adaptations nécessaires.

Pour le surplus, il est assujetti aux dispositions du présent livre qui concernent les légataires.

SECTION III

DE L'EFFET DES LEGS

794. Les fruits et revenus du bien légué profitent au légataire à compter de l'ouverture de la succession ou du moment où la disposition produit effet à son égard.

795. Le bien légué est délivré avec ses accessoires, dans l'état où il se trouve au décès du testateur.

Il en est de même, dans le cas du legs de valeurs mobilières, des droits qui leur sont attachés et n'ont pas encore été exercés.

796. Dans le cas du legs d'un immeuble, l'immeuble accessoire, contigu ou annexe qui a été acquis par le testateur depuis la signature du testament est présumé compris dans le legs, s'il compose un tout avec l'immeuble légué.

797. Le legs d'un fonds de commerce est présumé inclure les exploitations acquises ou créées depuis la signature du testament et qui composent, au décès, une unité économique avec le fonds légué.

798. Lorsque le paiement du legs est soumis à un terme, le légataire a néanmoins un droit acquis dès le décès du testateur et transmissible à ses propres héritiers ou légataires particuliers.

Son droit au legs fait sous condition est également transmissible, sauf si la condition a un caractère purement personnel.

799. Le testateur peut, quelle que soit la forme du testament, assurer le droit au legs au moyen d'une hypothèque ou d'une autre sûreté sur un bien de la succession qui est suffisamment identifié.

800. La représentation a lieu dans les successions testamentaires de la même manière que dans les successions ab intestat, à moins qu'elle ne soit exclue par le testateur, expressément ou par l'effet des dispositions du testament.

Cependant, il n'y a pas de représentation en matière de legs particulier, sauf disposition contraire du testateur.

SECTION IV

DE LA CADUCITÉ ET DE LA NULLITÉ DES LEGS-

801. Le legs est caduc, sauf s'il y a lieu à représentation, lorsque le légataire n'a pas survécu au testateur.

Il est aussi caduc lorsque le légataire le refuse, est inhabile à le recueillir ou est déclaré indigne de le recevoir ou encore lorsqu'il décède avant l'accomplissement de la condition suspensive dont le legs est assorti si la condition a un caractère purement personnel.

802. Le legs est également caduc si le bien légué a totalement péri du vivant du testateur ou avant l'ouverture du legs fait sous condition suspensive.

Si la perte du bien survient au décès du testateur, à l'ouverture du legs ou postérieurement, l'indemnité d'assurance est substituée au bien détruit.

803. Lorsqu'un legs chargé d'un autre legs devient caduc pour une cause qui se rattache au légataire, le legs imposé comme charge n'en devient pas pour cela caduc, sauf le caractère purement personnel de la charge.

Il est alors réputé former une disposition distincte, à la charge de l'héritier ou du légataire particulier qui recueille ce qui faisait l'objet du legs atteint de caducité.

804. Le legs fait au liquidateur en guise de rémunération est caduc si le liquidateur n'accepte pas la charge.

Il en est de même du legs rémunératoire en faveur de la personne que le testateur nomme tuteur à un enfant mineur ou qu'il a désignée pour agir à titre d'administrateur du bien d'autrui.

805. Le legs rémunératoire est résolu lorsque le liquidateur, le tuteur ou autre administrateur du bien d'autrui désigné par le testateur cesse d'occuper sa charge; dans ce cas, il a droit à une rémunération proportionnelle à la valeur du legs et au temps pendant lequel il a occupé la charge.

806. Il y a accroissement au profit des légataires particuliers lorsque le bien leur est légué conjointement et qu'il y a caducité à l'égard de l'un d'eux.

807. Le legs particulier est présumé fait conjointement lorsqu'il est fait par une seule et même disposition et que le testateur n'a pas assigné la part de chacun des colégataires dans le bien légué ou qu'il leur a assigné des quotes-parts égales.

808. Le legs particulier est encore présumé fait conjointement lorsque tout le bien a été légué par le même acte à plusieurs personnes séparément.

809. La condition impossible ou contraire à l'ordre public est réputée non écrite.

810. La clause pénale ayant pour but d'empêcher l'héritier ou le légataire particulier de contester la validité de tout ou partie du testament est réputée non écrite.

Il en est de même de l'exhérédation prenant la forme d'une clause pénale visant le même but.

811. Le legs fait au notaire qui reçoit le testament est sans effet, mais laisse subsister les autres dispositions du testament.

Il en est de même du legs fait au conjoint du notaire ou à l'un de ses parents au premier degré.

812. Le legs fait au témoin, même en surnombre, est sans effet, mais laisse subsister les autres dispositions du testament.

Il en est de même, pour la partie qui excède sa rémunération, du legs fait en faveur du liquidateur ou d'un autre administrateur du bien d'autrui désigné au testament s'il agit comme témoin.

813. Le legs du bien d'autrui est sans effet, sauf s'il apparaît que l'intention du testateur était d'obliger l'héritier à procurer le bien légué au légataire particulier.

814. Si l'exécution d'une charge devient trop onéreuse pour l'héritier ou pour le légataire particulier, le tribunal peut, après avoir entendu les intéressés, la modifier ou la révoquer, compte tenu de la valeur du legs, de l'intention du testateur et des circonstances.

CHAPITRE CINQUIÈME

DE LA RÉVOCATION DU TESTAMENT OU D'UN LEGS

815. La révocation du testament ou d'un legs est expresse ou tacite.

816. Le mariage emporte révocation du testament antérieur, à moins que le testateur n'ait manifesté l'intention de maintenir ses dispositions testamentaires malgré cette éventualité ou qu'il n'ait testé alors qu'il connaissait l'imminence du mariage.

817. Le legs fait au conjoint antérieurement au divorce est révoqué, à moins que le testateur n'ait manifesté l'intention d'avantager le conjoint malgré cette éventualité ou qu'il ne l'ait avantagé alors qu'il connaissait l'imminence du divorce.

La révocation du legs emporte celle de la désignation du conjoint comme liquidateur de la succession.

818. La révocation expresse est faite par un testament postérieur portant explicitement déclaration du changement de volonté.

La révocation qui ne vise pas spécialement l'acte révoqué ne cesse pas d'être expresse.

819. Le testament qui en révoque un autre peut être fait dans une forme différente de celle du testament révoqué.

La révocation contenue dans un testament nul pour inobservation de quelque formalité obligatoire est sans effet.

820. La destruction, la lacération ou la rature du testament olographe ou devant témoins emporte révocation s'il est établi qu'elle a été faite délibérément par le testateur ou sur son ordre. De même, la rature d'une de leurs dispositions emporte révocation du legs qui y est fait.

La destruction ou la perte du testament connue du testateur alors qu'il était en mesure de le remplacer emporte aussi révocation.

821. La révocation tacite résulte pareillement de toute disposition testamentaire nouvelle, dans la mesure où elle est incompatible avec une disposition antérieure.

Cette révocation conserve tout son effet quoique la disposition nouvelle devienne caduque ou soit révoquée.

822. L'aliénation volontaire ou forcée du bien légué, même faite sous condition résolutoire ou par échange, emporte aussi révocation pour tout ce qui a été aliéné, sauf disposition contraire.

La révocation subsiste encore que le bien aliéné soit rentré dans le patrimoine du testateur, sauf preuve d'une intention contraire.

L'aliénation forcée du bien légué, si elle est annulée, n'emporte pas révocation.

823. La révocation d'une révocation antérieure, expresse ou tacite, n'a pas pour effet de faire revivre la disposition primitive, à moins que le testateur n'ait manifesté une intention contraire ou que cette intention ne résulte des circonstances.

CHAPITRE SIXIÈME

DE LA PREUVE ET DE LA VÉRIFICATION DES TESTAMENTS

824. Le testament olographe ou devant témoins est vérifié, à la demande de tout intéressé, en la manière prescrite au Code de procédure civile.

Les héritiers et légataires particuliers doivent être appelés à la vérification du testament, sauf dispense du tribunal.

825. Celui qui a reconnu un testament ne peut plus en contester la validité; il peut toutefois en demander la vérification.

826. En cas de contestation d'un testament déjà vérifié, il appartient à celui qui s'en prévaut d'en prouver l'origine et la régularité.

827. Le testament qui n'est pas produit ne peut être vérifié; il doit être reconstitué à la suite d'une action à laquelle les héritiers, les autres successibles et les légataires particuliers ont été appelés et la preuve de son contenu, de son origine et de sa régularité doit être certaine et non équivoque.

828. La preuve testimoniale d'un testament qui ne peut être produit est admise, soit que le testament ait été perdu ou détruit, soit qu'il se trouve en la possession d'un tiers, sans collusion de celui qui veut s'en prévaloir.

TITRE CINQUIÈME

DE LA LIQUIDATION DE LA SUCCESSION

CHAPITRE PREMIER

DE L'OBJET DE LA LIQUIDATION ET DE LA SÉPARATION DES PATRIMOINES

829. La liquidation de la succession ab intestat ou testamentaire consiste à identifier et à appeler les successibles, à déterminer le contenu de la succession, à recouvrer les créances, à payer les dettes de la succession, qu'il s'agisse des dettes du défunt, des charges de la succession ou des dettes alimentaires, à payer les legs particuliers, à rendre compte et à faire la délivrance des biens.

830. Le liquidateur exerce, à compter de l'ouverture de la succession et pendant le temps nécessaire à la liquidation, la saisine des héritiers et des légataires particuliers.

Il peut même revendiquer les biens contre eux.

831. Le testateur peut modifier la saisine du liquidateur, les droits, pouvoirs et obligations et pourvoir de toute autre manière à la liquidation de sa succession ou à l'exécution de son testament. Toutefois, la clause qui a pour effet de restreindre des droits du liquidateur de façon à empêcher un acte nécessaire à la liquidation ou de le dispenser de faire inventaire est nulle.

832. Le patrimoine du défunt et celui de l'héritier sont séparés de plein droit tant que la succession n'a pas été liquidée.

Cette séparation a effet à l'égard tant des créanciers de la succession que des créanciers de l'héritier ou du légataire particulier.

833. Les biens de la succession sont employés au paiement des créanciers de la succession ainsi qu'au paiement des légataires particuliers, de préférence à tout créancier de l'héritier.

834. Les biens de l'héritier ne sont employés au paiement des dettes de la succession que dans le seul cas où l'héritier est tenu au paiement de ces dettes au-delà de la valeur des biens qu'il recueille et qu'il y a insuffisance des biens de la succession.

Le paiement des créanciers de la succession ne vient alors qu'après le paiement des créanciers de chaque héritier dont la créance est née avant l'ouverture de la succession. Toutefois, les créanciers de l'héritier dont la créance est née après l'ouverture de la succession sont payés concurremment avec les créanciers impayés de la succession.

CHAPITRE DEUXIÈME

DU LIQUIDATEUR DE LA SUCCESSION

SECTION I

DE LA DÉSIGNATION ET DE LA CHARGE DU LIQUIDATEUR

835. Toute personne majeure capable de l'exercice des droits civils peut exercer la charge de liquidateur.

La personne morale autorisée par la loi à administrer le bien d'autrui peut exercer la charge de liquidateur.

836. La charge de liquidateur peut être exercée par une ou plusieurs personnes. Elle incombe de plein droit aux héritiers, à moins que le testateur n'ait désigné un liquidateur qui a accepté la charge.

Lorsque la charge incombe à plusieurs d'entre eux, les héritiers peuvent désigner, à la majorité, le liquidateur et pourvoir au mode de son remplacement.

837. Nul n'est tenu d'accepter la charge de liquidateur d'une succession, à moins qu'il ne soit le seul héritier.

838. Le testateur peut désigner un liquidateur; il peut aussi pourvoir au mode de son remplacement.

La personne désignée par le testateur pour liquider la succession ou exécuter son testament a la qualité de liquidateur, qu'elle ait été

désignée comme administrateur de succession, exécuteur testamentaire ou autrement.

839. Les personnes qui exercent ensemble la charge de liquidateur doivent agir de concert, à moins qu'elles n'en soient dispensées par le testament ou, à défaut de disposition testamentaire, par les héritiers.

En cas d'empêchement d'un des liquidateurs, les autres peuvent agir seuls pour les actes conservatoires et ceux qui demandent célérité.

840. Le tribunal peut, à la demande d'un intéressé, désigner ou remplacer un liquidateur à défaut d'entente entre les héritiers ou en cas d'impossibilité de pourvoir à la nomination ou au remplacement du liquidateur.

841. Le liquidateur a droit au remboursement des dépenses nécessaires à la liquidation.

Il a droit à une rémunération s'il n'est pas héritier; s'il l'est, il peut être rémunéré à la condition que le testament y pourvoie ou que les héritiers en conviennent.

Si la rémunération n'a pas été fixée par le testateur, elle l'est par les héritiers ou, en cas de désaccord entre les intéressés, par le tribunal.

842. Le liquidateur n'est pas tenu de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité ou de fournir une autre sûreté, à moins que le testateur ou la majorité des héritiers ne l'exige ou que le tribunal ne l'ordonne à la demande d'un intéressé qui établit la nécessité d'une telle mesure.

843. Sauf dispense du tribunal, le liquidateur qui, requis de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité ou de fournir une autre sûreté, omet ou refuse de le faire dans le délai prescrit soit par les héritiers, soit par le tribunal, est déchu de sa charge.

844. Tout intéressé peut demander au tribunal le remplacement du liquidateur qui est dans l'impossibilité d'exercer sa charge, néglige ses devoirs ou ne respecte pas ses obligations.

845. Le liquidateur continue à exercer sa charge pendant l'instance, à moins que le tribunal ne décide de désigner un liquidateur provisoire.

846. Tout intéressé peut, si le liquidateur n'est pas désigné, tarde à accepter ou à refuser la charge ou doit être remplacé, s'adresser au tribunal pour faire apposer les scellés, dresser inventaire, nommer

provisoirement un liquidateur ou rendre toute autre ordonnance propre à assurer la conservation de ses droits. Ces mesures profitent à tous les intéressés, mais ne créent entre eux aucune préférence.

Les frais d'inventaire et de scellés sont à la charge de la succession.

847. Les actes faits par la personne qui, de bonne foi, se croyait liquidateur de la succession sont valables et opposables à tous.

SECTION II

DE L'INVENTAIRE DES BIENS

848. Le liquidateur est tenu, sous peine de révocation, de faire inventaire en la manière prévue au titre de l'administration du bien d'autrui.

849. L'avis de clôture de l'inventaire est déposé auprès du directeur de l'état civil; il porte mention du lieu où l'inventaire peut être consulté par les intéressés.

850. Le liquidateur avise les héritiers, les successibles qui n'ont pas encore opté et les légataires particuliers du dépôt de l'avis de clôture et du lieu où l'inventaire peut être consulté. Si cela peut être fait aisément, il leur transmet copie de l'inventaire.

851. Les créanciers de la succession, les héritiers, les successibles et les légataires particuliers peuvent contester l'inventaire ou l'une de ses inscriptions; ils peuvent aussi convenir de la révision de l'inventaire ou demander qu'il soit procédé à un nouvel inventaire.

852. Lorsqu'un inventaire a déjà été fait par un héritier ou un autre intéressé, le liquidateur doit le vérifier et s'assurer qu'un avis de clôture a été déposé auprès du directeur de l'état civil et que ceux qui devaient être avisés l'ont été.

853. Le liquidateur ne peut être dispensé de faire inventaire que si tous les héritiers et les successibles y consentent.

Les héritiers et les successibles, devenus de ce fait héritiers, sont alors tenus au paiement des dettes de la succession au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent.

854. Les héritiers qui, sachant que le liquidateur refuse ou néglige de faire inventaire, négligent eux-mêmes, dans les soixante jours qui suivent l'expiration du délai de délibération de six mois, soit de procéder à l'inventaire, soit de demander au tribunal de remplacer le liquidateur ou de lui enjoindre de procéder à l'inventaire, peuvent être tenus au

paiement des dettes de la succession au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent.

855. Les héritiers qui, avant l'inventaire, confondent les biens de la succession avec leurs biens personnels, sauf si ces biens étaient déjà confondus avant le décès, notamment en cas de cohabitation, peuvent de même être tenus au paiement de dettes de la succession au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent.

Si cette confusion survient après l'inventaire mais avant la fin de la liquidation, ils peuvent être tenus personnellement des dettes jusqu'à concurrence de la valeur des biens confondus.

SECTION III

DES FONCTIONS DU LIQUIDATEUR

856. Le liquidateur agit à l'égard des biens de la succession à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration.

857. Le liquidateur doit rechercher si le défunt a fait un testament.

Le cas échéant, il fait vérifier le testament, l'enregistre et prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécuter.

858. Le liquidateur administre la succession. Il poursuit la réalisation des biens de la succession dans la mesure nécessaire au paiement des dettes et des legs particuliers.

859. Le liquidateur qui aliène un bien meuble procède suivant le Code de procédure civile, sauf s'il s'agit d'un bien de nature périssable ou s'il obtient le consentement de tous les héritiers qui ont assumé le paiement des dettes de la succession au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent ou qui y sont tenus.

860. Le liquidateur ne peut aliéner un immeuble qu'en cas de nécessité ou d'avantage évident, sauf du consentement de tous les héritiers qui ont assumé le paiement des dettes de la succession au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent ou qui y sont tenus.

Il procède suivant le Code de procédure civile, à moins que ces héritiers ne consentent à une autre forme d'aliénation.

861. Le liquidateur qui a une action à exercer contre la succession en donne avis au curateur public. Ce dernier agit d'office comme liquidateur ad hoc, à moins que les héritiers ou le tribunal ne désignent une autre personne.

862. Si la liquidation se prolonge au-delà d'une année, le liquidateur doit, à la fin de la première année et par la suite au moins une fois l'an, rendre un compte annuel de gestion aux héritiers, créanciers et légataires particuliers restés impayés.

863. Lorsque la succession est manifestement solvable, le liquidateur peut, après s'être assuré que tous les créanciers et légataires particuliers peuvent être payés, verser des acomptes aux créanciers d'aliments et aux héritiers et légataires particuliers de sommes d'argent. Ces acomptes s'imputent sur la part de ceux qui en bénéficient.

CHAPITRE TROISIÈME

DU PAIEMENT DES DETTES ET DES LEGS PARTICULIERS

SECTION I

DES PAIEMENTS FAITS PAR LE LIQUIDATEUR

864. Si les biens de la succession sont suffisants pour payer tous les créanciers et légataires particuliers et qu'aucune instance n'est en cours, le liquidateur paie les créanciers et les légataires particuliers connus, au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Il paie les comptes usuels d'entreprises de services publics et il rembourse les dettes qui demeurent payables à terme, au fur et à mesure de leur exigibilité ou suivant les modalités convenues.

865. Le liquidateur paie, comme toute autre dette de la succession, qu'elle soit payable au comptant ou par versements, la prestation dont les héritiers conviennent avec le conjoint survivant en compensation de son apport en biens ou services à l'enrichissement du patrimoine du défunt.

À défaut d'entente entre eux, il paie la prestation que le tribunal accorde.

866. Lorsque la solvabilité de la succession n'est pas manifeste, le liquidateur ne peut payer les dettes de cette dernière ni les legs particuliers, avant l'expiration d'un délai de soixante jours à compter du dépôt, auprès du directeur de l'état civil, de l'avis de clôture de l'inventaire ou depuis la dispense d'inventaire.

Il peut toutefois, s'il y est autorisé par le tribunal, payer avant l'expiration de ce délai les comptes usuels d'entreprises de services publics et les dettes dont le paiement revêt un caractère d'urgence.

867. Si une instance est en cours ou si les biens de la succession sont insuffisants, le liquidateur ne peut payer aucune dette ou legs particulier avant d'en avoir dressé un état complet et fait homologuer par le tribunal une proposition de paiement dans laquelle, s'il y a lieu, une provision est prévue pour acquitter un jugement éventuel.

868. En cas d'insuffisance des biens de la succession, le liquidateur paie d'abord les créanciers hypothécaires ou privilégiés, suivant l'ordre de leur préférence; il paie ensuite les autres créanciers, sauf pour leur créance alimentaire et, s'il ne peut les rembourser entièrement, les paie en proportion de leur créance.

Si, ces créanciers étant payés, il reste des biens, le liquidateur paie les créanciers d'aliments, en proportion de leur créance s'il ne peut les payer entièrement; il paie ensuite les légataires particuliers.

869. Le liquidateur peut aliéner un bien légué à titre particulier ou réduire les legs particuliers si les autres biens de la succession sont insuffisants pour payer toutes les dettes.

En ce cas, la dette est répartie entre les légataires particuliers en proportion de leurs legs. Ces légataires peuvent se libérer en faisant remise de leur legs ou de sa valeur.

870. Si les biens de la succession sont insuffisants pour payer tous les légataires particuliers, le liquidateur paie d'abord ceux qui ont la préférence en vertu du testament puis les légataires d'une chose certaine et déterminée; les autres légataires subissent ensuite la réduction proportionnelle de leur legs et le partage du solde des biens se fait entre eux en proportion de la valeur de chaque legs.

871. Le legs au créancier n'est pas présumé fait en compensation de sa créance.

SECTION II

DES PAIEMENTS FAITS PAR LES HÉRITIERS ET LES LÉGATAIRES PARTICULIERS

872. Les créanciers et légataires particuliers connus qui ont été omis dans les paiements faits par le liquidateur ont, en sus de leur recours en responsabilité contre ce dernier, un recours contre les héritiers et contre les légataires particuliers payés à leur détriment.

Subsidiairement, les créanciers ont aussi un recours contre les autres créanciers en proportion de leurs créances, compte tenu des causes de préférence.

873. Les créanciers et légataires particuliers qui, demeurés inconnus, ne se présentent qu'après les paiements régulièrement effectués, ont un recours contre les héritiers et contre les légataires particuliers payés à leur détriment, à moins que ces derniers n'établissent que les créanciers ou légataires demeurés inconnus n'ont pas été payés en raison de leur manque de diligence.

En tout état de cause, ils n'ont aucune préférence par rapport aux créanciers personnels des héritiers ou légataires.

874. En cas d'insuffisance de la provision prévue dans une proposition de paiement, le créancier a, pour le paiement de sa part de créance restée impayée, un recours contre les héritiers et légataires particuliers jusqu'à concurrence de ce qu'ils ont reçu et, subsidiairement, contre les autres créanciers en proportion de leur créance, compte tenu des causes de préférence.

875. Le créancier hypothécaire dont la créance demeure impayée conserve, outre son recours personnel, un recours hypothécaire contre celui qui a reçu le bien grevé d'hypothèque.

876. L'héritier venant seul à la succession est tenu, jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il recueille, de toutes les dettes restées impayées à la fin de la liquidation.

Lorsque la succession est dévolue à plusieurs héritiers, chacun d'eux n'est tenu de ces dettes qu'en proportion de la part qu'il reçoit en qualité d'héritier, sous réserve des règles relatives aux dettes indivisibles.

877. Le légataire à titre universel de l'usufruit est, envers les créanciers, seul tenu des dettes restées impayées par le liquidateur, même du capital, en proportion de ce qu'il reçoit, et aussi hypothécairement pour tout bien grevé qu'il a reçu.

Entre lui et le nu-propriétaire, la contribution aux dettes s'établit d'après les règles prescrites au Livre des biens.

878. Le légataire à titre universel de l'usufruit de la totalité de la succession est, sans recours contre le nu-propriétaire, tenu au paiement des rentes ou pensions établies par le testateur, de même qu'au paiement de l'intérêt des dettes restées impayées par le liquidateur.

879. Les héritiers sont tenus, comme pour le paiement des dettes, au paiement des legs particuliers restés impayés à la fin de la liquidation, mais ils ne sont jamais tenus au-delà de la valeur des biens qu'ils recueillent.

Toutefois, si un legs est imposé en particulier à un héritier, le recours du légataire particulier ne s'étend pas aux autres.

880. Les légataires particuliers ne sont tenus au paiement des dettes et des legs restés impayés à la fin de la liquidation qu'en cas d'insuffisance des autres biens.

Lorsqu'un legs particulier est fait conjointement à plusieurs légataires, chacun d'eux n'est tenu des dettes et des legs qu'en proportion de sa part dans le bien légué, sous réserve des règles relatives aux dettes indivisibles.

881. Lorsqu'un legs particulier comprend une universalité d'actif et de passif, comme une succession ou un fonds de commerce, le légataire est seul tenu au paiement des dettes qui se rattachent à cette universalité, sous réserve du recours subsidiaire des créanciers contre les héritiers et légataires particuliers en cas d'insuffisance des biens de l'universalité.

882. L'héritier ou le légataire particulier, qui a payé une portion des dettes et des legs supérieure à sa part, a un recours contre ses cohéritiers ou colégataires pour le remboursement de ce qui excédait sa part. Il ne peut, toutefois, l'exercer que pour la part que chacun d'eux aurait dû personnellement supporter, même s'il est subrogé dans les droits de celui qui a été payé.

883. En cas d'insolvabilité d'un cohéritier ou d'un colégataire, sa part du paiement des dettes ou celle dans la réduction des legs est répartie entre ses cohéritiers ou colégataires en proportion de leur part respective, sauf si un des cohéritiers ou des colégataires accepte d'en payer la totalité.

884. L'usufruit constitué sur un bien légué est supporté sans recours par le légataire de la nue-propriété.

Il en est de même de la servitude, qui est supportée par le légataire du bien grevé.

885. Lorsque les recours des créanciers ou légataires particuliers impayés sont exercés avant le partage, il doit être tenu compte, dans la composition des lots, des recours des héritiers ou légataires contre leurs cohéritiers ou colégataires pour ce qu'ils ont payé en excédent de leur part.

Lorsque les recours des créanciers ou légataires impayés sont exercés après le partage, ceux des héritiers ou légataires qui ont payé plus que leur part ont lieu, le cas échéant, suivant les règles applicables à la garantie des copartageants, sauf stipulation contraire dans l'acte de partage.

886. Le testateur peut changer entre ses héritiers et légataires particuliers le mode et les proportions d'après lesquels la loi les rend responsables du paiement des dettes et de la réduction des legs.

Ces modifications sont inopposables aux créanciers; elles n'ont d'effet qu'entre les héritiers et légataires particuliers, notamment dans la composition des lots en vue du partage et dans l'application des règles relatives à la garantie des copartageants.

887. L'héritier qui a assumé le paiement des dettes de la succession au-delà des biens qu'il recueille ou qui y est tenu peut être contraint sur ses biens personnels pour sa part des dettes restées impayées.

888. L'héritier qui pareillement a assumé le paiement des dettes de la succession ou qui y est tenu pour avoir dispensé le liquidateur de faire inventaire peut, s'il était de bonne foi, demander au tribunal de réduire son obligation ou de limiter sa responsabilité à la valeur des biens qu'il a recueillis, notamment s'il découvre des faits nouveaux ou si un créancier se présente dont il ne pouvait connaître l'existence au moment où il s'est obligé, lorsque de tels événements ont pour effet de modifier substantiellement l'étendue de son obligation.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA FIN DE LA LIQUIDATION

889. La liquidation prend fin lorsque les créanciers et légataires particuliers connus ont été payés ou que le paiement de leurs dettes et legs est autrement réglé ou pris en charge par des héritiers ou des légataires particuliers.

Elle prend fin également lorsque l'actif est épuisé.

890. Le compte définitif du liquidateur a pour objet de déterminer l'actif net ou le déficit de la succession.

Il indique les dettes et legs restés impayés, ceux garantis par une sûreté ou pris en charge par des héritiers ou légataires particuliers et ceux dont le paiement est autrement réglé et il indique pour chacun le mode de paiement. Il établit, le cas échéant, les provisions nécessaires pour exécuter les jugements éventuels.

Le liquidateur doit, si le testament ou la majorité des héritiers le requiert, joindre à son compte une proposition de partage.

891. Le liquidateur peut, en tout temps et de l'agrément de tous les héritiers, rendre compte à l'amiable et sans formalité de justice.

Les frais de compte sont à la charge de la succession.

Si le compte ne peut être rendu à l'amiable, la reddition de compte a lieu en justice.

892. Après acceptation du compte définitif, le liquidateur est déchargé de son administration et fait délivrance des biens aux héritiers.

L'avis de clôture du compte est déposé auprès du directeur de l'état civil. Il porte mention du lieu où le compte peut être consulté.

TITRE SIXIÈME

DU PARTAGE DE LA SUCCESSION

CHAPITRE PREMIER

DU DROIT AU PARTAGE

893. Le partage ne peut avoir lieu ni être exigé avant la fin de la liquidation et l'acceptation du compte définitif du liquidateur.

894. Le testateur peut, pour une cause sérieuse et légitime, ordonner que le partage soit totalement ou partiellement différé pendant un temps limité. Il peut aussi ordonner que le partage soit différé si, pour parfaire l'exécution de ses volontés, les droits, pouvoirs et obligations du liquidateur doivent continuer à s'exercer à un autre titre.

895. Si tous les héritiers sont d'accord, le partage se fait suivant la proposition jointe au compte définitif du liquidateur ou de la manière qu'ils jugent la meilleure.

896. En cas de désaccord entre les héritiers, le partage ne peut avoir lieu que dans les conditions fixées au chapitre deuxième et dans les formes requises par le Code de procédure civile.

897. Malgré une demande de partage, l'indivision peut être maintenue à l'égard d'une entreprise à caractère familial dont l'exploitation était assurée par le défunt ou à l'égard des parts sociales, actions ou autres valeurs mobilières liées à l'entreprise dans le cas où le défunt en était le principal associé ou actionnaire.

898. L'indivision peut aussi être maintenue à l'égard de la résidence principale de la famille ou des meubles affectés à l'usage du ménage, même dans le cas où un droit de propriété, d'usufruit ou d'usage est attribué au conjoint survivant.

899. Le maintien de l'indivision peut être demandé au tribunal par tout héritier qui, avant le décès, participait activement à l'exploitation de l'entreprise ou habitait la résidence principale de la famille.

900. Lorsqu'il statue sur une demande visant à maintenir l'indivision, le tribunal prend en considération les dispositions testamentaires et les intérêts en présence ainsi que les moyens de subsistance que la famille et les héritiers retirent des biens indivis; en tout état de cause, les conventions entre associés ou actionnaires auxquelles le défunt était partie sont respectées.

901. À la demande d'un héritier, le tribunal peut, afin d'éviter une perte, surseoir au partage immédiat de tout ou partie des biens et maintenir l'indivision à leur égard.

902. Le maintien de l'indivision ne peut être accordé pour une durée supérieure à cinq ans sauf l'accord de tous les intéressés.

Il peut être renouvelé jusqu'au décès du conjoint ou jusqu'à la majorité du plus jeune enfant du défunt.

903. Le tribunal peut ordonner le partage, lorsque les causes ayant justifié le maintien de l'indivision ont cessé ou que l'indivision est devenue intolérable ou périlleuse pour les héritiers.

904. Si la demande de maintien de l'indivision ne vise qu'un bien en particulier ou un ensemble de biens, rien n'empêche de procéder au partage du résidu des biens de la succession. Par ailleurs, les héritiers peuvent toujours satisfaire celui qui s'oppose au maintien de l'indivision en lui payant eux-mêmes sa part ou en lui attribuant, après expertise, certains autres biens de la succession.

905. Celui qui n'a droit qu'à la jouissance d'une part des biens indivis ne peut participer qu'à un partage provisionnel.

906. Un héritier peut écarter du partage une personne qui n'est pas héritière et à laquelle un héritier aurait cédé son droit à la succession, moyennant le remboursement de la valeur de ce droit à cette époque et des frais acquittés lors de la cession.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES MODALITÉS DU PARTAGE

SECTION I

DE LA COMPOSITION DES LOTS

907. Le partage peut comprendre tous les biens indivis ou une partie seulement de ces biens.

Le partage d'un immeuble est réputé effectué, même s'il laisse subsister des parties communes impartageables ou destinées à rester dans l'indivision.

908. Si les parts sont égales, il est composé autant de lots qu'il y a d'héritiers ou de souches copartageantes.

Si les parts sont inégales, il est composé autant de lots qu'il est nécessaire pour permettre le tirage au sort.

909. Dans la composition des lots, il doit être tenu compte des dispositions testamentaires, notamment de celles mettant à la charge de certains héritiers le paiement de dettes ou de legs, ainsi que des recours qu'ont entre eux les héritiers pour ce qu'ils ont payé en excédent de leur part; il doit être aussi tenu compte des droits du conjoint survivant, des demandes d'attribution par voie de préférence, des oppositions et, le cas échéant, des provisions de fonds pour exécuter les jugements éventuels.

Peuvent aussi être prises en considération, entre autres, les incidences fiscales de l'attribution, les intentions manifestées par certains héritiers de prendre en charge certaines dettes ou la commodité du mode d'attribution.

910. Dans la composition des lots, on évite de morceler les immeubles et de diviser les entreprises.

Dans la mesure où le morcellement des immeubles et la division des entreprises peuvent être évités, chaque lot doit autant que possible être composé de meubles ou d'immeubles et de droits ou de créances de valeur équivalente.

L'inégalité de valeur des lots se compense par une soulte.

911. Les indivisaires qui procèdent à un partage amiable composent les lots à leur gré et décident, d'un commun accord, de leur attribution ou de leur tirage au sort.

S'ils estiment nécessaire de procéder à la vente des biens à partager ou de certains d'entre eux, ils fixent également, d'un commun accord, les modalités de la vente.

912. À défaut d'accord entre les indivisaires quant à l'attribution des lots, ceux-ci sont tirés au sort.

Avant de procéder au tirage, chaque indivisaire est admis à proposer sa réclamation contre leur formation.

SECTION II

DES ATTRIBUTIONS PRÉFÉRENTIELLES ET DES CONTESTATIONS

913. Chaque héritier reçoit en nature sa part des biens de la succession; il peut demander qu'on lui attribue, par voie de préférence, un bien ou un lot.

914. Sauf les droits du conjoint survivant, lorsque plusieurs héritiers demandent qu'on leur attribue, par voie de préférence, l'immeuble qui servait de résidence au défunt, celui qui y résidait a la préférence.

915. Malgré l'opposition ou la demande d'attribution par voie de préférence formée par un autre copartageant, l'entreprise ou les parts sociales, actions ou autres valeurs mobilières liées à celle-ci sont attribuées par préférence à l'héritier qui participait activement à l'exploitation de l'entreprise au temps du décès.

916. Si plusieurs héritiers ont le même droit de préférence et qu'il y ait contestation sur une demande d'attribution, la contestation est tranchée par le sort.

917. Lorsque la contestation entre les copartageants porte sur la détermination ou le paiement d'une soulte, le tribunal la détermine et peut, au besoin, fixer les modalités de garantie et de paiement appropriées aux circonstances.

918. Les biens s'estiment d'après leur état et leur valeur au temps du partage.

919. Si certains biens ne peuvent être commodément partagés ou attribués, les intéressés peuvent décider de procéder à leur vente.

920. En cas de désaccord entre les intéressés, le tribunal peut, le cas échéant, désigner des experts pour évaluer les biens, ordonner la vente des biens qui ne peuvent être commodément partagés ou

attribués et en fixer les modalités ou encore ordonner de surseoir au partage pour le temps qu'il indique.

921. Les créanciers de la succession et d'un héritier peuvent, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, assister au partage et y intervenir à leurs frais.

SECTION III

DE LA REMISE DES TITRES

922. Après le partage, les titres communs à tout ou partie de l'héritage sont remis à la personne choisie par les héritiers pour en être dépositaire, à charge d'en aider les copartageants sur demande. En cas de désaccord sur ce choix, il est tranché par le sort.

923. Tout héritier qui en fait la demande peut toutefois obtenir, au temps du partage et à frais communs, copie des titres des biens dans lesquels il conserve des droits.

CHAPITRE TROISIÈME

DES RAPPORTS

SECTION I

DU RAPPORT DES DONS ET DES LEGS

924. En vue du partage, chaque héritier n'est tenu de rapporter à la masse que ce qu'il a reçu du défunt, par donation ou testament, à charge expresse de rapport.

Le successible qui renonce à la succession ne doit pas le rapport.

925. Le représentant est tenu de rapporter, outre ce à quoi il est lui-même tenu, ce que le représenté aurait eu à rapporter, quand même il aurait renoncé à la succession de ce dernier.

926. Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur ou du testateur.

Il n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier; il n'est pas dû aux légataires particuliers, ni aux créanciers de la succession.

927. Le rapport se fait en moins prenant.

Est sans effet la disposition imposant à l'héritier le rapport en nature. Toutefois, celui-ci a la faculté de faire le rapport en nature s'il est encore

propriétaire du bien et s'il ne l'a pas grevé d'usufruit, de servitude, d'hypothèque ou d'un autre droit réel.

928. Chacun des cohéritiers à qui le rapport en moins prenant est dû prélève sur la masse de la succession des biens de valeur égale au montant du rapport.

Les prélèvements se font autant que possible en biens de même nature et qualité que ceux dont le rapport est dû.

Si les prélèvements ne peuvent se faire ainsi, l'héritier rapportant peut verser la valeur en argent du bien reçu ou laisser chacun des cohéritiers prélever d'autres biens de valeur équivalente dans la masse.

929. Le rapport en moins prenant peut aussi se faire en imputant au lot de l'héritier la valeur en argent du bien reçu.

930. Sauf disposition contraire de la donation ou du testament, l'évaluation du bien donné qui est rapporté en moins prenant se fait au moment du partage, si le bien se trouve encore entre les mains de l'héritier, ou à la date de l'aliénation, si le bien a été aliéné avant le partage.

Le bien légué et celui qui est resté dans la succession s'évaluent d'après leur état et leur valeur au temps du partage.

931. La valeur du bien rapporté en moins prenant ou en nature doit être diminuée de la plus-value acquise par le bien du fait des impenses ou de l'initiative personnelle du rapportant.

Elle est aussi diminuée du montant des impenses nécessaires.

Réciproquement, la valeur est augmentée de la moins-value résultant du fait du rapportant.

932. L'héritier a droit de retenir le bien rapporté en nature jusqu'au remboursement des sommes qui lui sont dues.

933. L'héritier n'est pas tenu au rapport si le bien a péri par cas fortuit ou sans sa faute. Il doit néanmoins rapporter, le cas échéant, l'indemnité qui lui est versée à raison de la perte du bien.

934. Les copartageants peuvent convenir que soit rapporté en nature un bien grevé d'une hypothèque ou d'un autre droit réel; le rapport se fait alors sans nuire au titulaire de ce droit. L'obligation qui en résulte est mise à la charge du rapportant dans le partage de la succession.

935. Les fruits et revenus du bien donné ou légué, si ce bien est rapporté en nature, ou les intérêts de la somme sujette à rapport sont aussi rapportables à compter de l'ouverture de la succession.

SECTION II

DU RAPPORT DES DETTES

936. Sauf remise prenant effet à l'ouverture de la succession, l'héritier venant au partage doit faire rapport à la masse de ses dettes envers le défunt ainsi que des sommes dont il est débiteur envers ses copartageants du fait de l'indivision résultant du décès.

Ces dettes sont rapportables même si elles ne sont pas échues au moment du partage.

937. Si le montant en capital et intérêts de la dette à rapporter excède la valeur de la part héréditaire de l'héritier tenu au rapport, celui-ci reste débiteur de l'excédent et doit en faire le paiement selon les modalités afférentes à la dette.

938. Si l'héritier tenu au rapport a lui-même une créance à faire valoir, encore qu'elle ne soit pas exigible au moment du partage, il y a compensation et il n'est tenu de rapporter que le solde dont il reste débiteur.

La compensation s'opère aussi si la créance excède la dette et l'héritier reste créancier de l'excédent.

939. Le rapport a lieu en moins prenant.

Le prélèvement effectué par les cohéritiers ou l'imputation de la somme au lot de l'héritier est opposable aux créanciers personnels de l'héritier tenu au rapport.

940. Doit être rapportée la valeur de la dette en capital et intérêts au moment du partage.

La dette rapportable porte intérêt à compter du décès si elle est antérieure au décès et à compter du jour où elle est née si elle a pris naissance postérieurement au décès.

CHAPITRE QUATRIÈME

DES EFFETS DU PARTAGE

SECTION I

DE L'EFFET DÉCLARATIF DU PARTAGE

941. Le partage est déclaratif de propriété.

Chaque copartageant est réputé avoir succédé seul et immédiatement à tous les biens compris dans son lot ou qui lui sont échus par licitation ou par un autre acte de partage total ou partiel; il est censé avoir eu la propriété de ces biens à compter du décès et n'avoir jamais été propriétaire des autres biens de la succession.

942. Tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre les copartageants constitue partage, lors même qu'il soit qualifié de vente, d'échange, de transaction ou autrement.

943. Sous réserve des dispositions relatives à l'administration des biens indivis et des rapports juridiques entre un héritier et ses ayants droit, les actes accomplis par un indivisaire ou les droits réels qu'il a consentis sur les biens qui ne lui sont pas attribués sont inopposables aux autres indivisaires qui n'y consentent pas.

944. Les actes valablement faits pendant l'indivision résultant du décès conservent leur effet, quel que soit, au partage, l'attributaire des biens sur lesquels ils portent.

Chaque héritier est alors réputé avoir fait l'acte qui concerne les biens qui lui sont échus.

945. L'effet déclaratif s'applique pareillement aux créances contre des tiers, à la cession de ces créances faite pendant l'indivision par un cohéritier et à la saisie-arrêt de ces créances pratiquée par les créanciers d'un cohéritier.

L'attribution des créances est signifiée selon les dispositions du code relatives à la cession de créances.

SECTION II

DE LA GARANTIE DES COPARTAGEANTS

946. Les copartageants sont respectivement garants, les uns envers les autres, des seuls troubles et évictions qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

Néanmoins, chaque copartageant demeure garant de l'éviction causée par son fait personnel.

947. L'insolvabilité d'un débiteur, si elle est antérieure au partage, donne lieu à la garantie de la même manière que l'éviction.

948. La garantie n'a pas lieu si l'éviction soufferte se trouve exceptée par une stipulation de l'acte de partage; elle cesse si c'est par sa faute que le copartageant souffre l'éviction.

949. Chacun des copartageants est personnellement obligé, en proportion de sa part, d'indemniser son copartageant de la perte que lui a causée l'éviction.

La perte est évaluée au jour du partage.

950. Si l'un des copartageants se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être répartie proportionnellement entre le garanti et tous les copartageants solvables.

951. L'action en garantie se prescrit par trois ans depuis l'éviction ou la découverte du trouble, ou depuis le partage si elle a pour cause l'insolvabilité d'un débiteur de la succession.

CHAPITRE CINQUIÈME

DE LA NULLITÉ DU PARTAGE

952. Le partage, même partiel, peut être annulé pour les mêmes causes que les contrats.

953. La simple omission d'un bien indivis ne donne pas ouverture à l'action en nullité, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

954. Dans le cas où le vice dont le partage est entaché ne suffit pas à entraîner la nullité, il peut y avoir lieu à partage supplémentaire ou rectificatif.

955. Pour décider s'il y a eu lésion, c'est la valeur des biens au temps du partage qu'il faut considérer.

956. Le défendeur à une demande en nullité de partage peut, dans tous les cas, en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa part dans la succession, soit en numéraire, soit en nature.

LIVRE QUATRIÈME

DES BIENS

TITRE PREMIER

DE LA DISTINCTION DES BIENS
ET DE LEUR APPROPRIATION

CHAPITRE PREMIER

DE LA DISTINCTION DES BIENS

957. Les biens, tant corporels qu'incorporels, se divisent en immeubles et en meubles.

958. Sont des immeubles les fonds de terre, les végétaux et les minéraux tant qu'ils ne sont pas séparés ou extraits du fonds, ainsi que les constructions et les ouvrages qui s'incorporent au sol et tous les meubles qui en font partie intégrante.

Toutefois, les fruits et les autres produits du sol peuvent être considérés comme des meubles dans les actes de disposition dont ils sont l'objet principal.

959. Les meubles qui font partie intégrante d'un immeuble conservent leur caractère immobilier s'ils n'en sont détachés que temporairement et s'ils sont destinés à y être remplacés.

960. Les meubles qui, sans perdre leur individualité, sont placés à perpétuelle demeure par leur propriétaire sur son immeuble ou y sont incorporés sont immeubles tant qu'ils y restent.

Sont ainsi immeubles les meubles que le propriétaire a placés ou incorporés à l'immeuble et qui sont affectés à son exploitation économique.

961. Les droits réels qui portent sur des immeubles, les actions qui tendent à les faire valoir et celles qui visent à obtenir la possession d'un immeuble sont immeubles.

962. Sont des meubles les choses qui peuvent se transporter, soit qu'elles se meuvent elles-mêmes, soit qu'il faille une force étrangère pour les déplacer.

963. Sont réputés des meubles corporels les créances ou les autres droits incorporels constatés par un titre au porteur, ainsi que les ondes

ou l'énergie maîtrisée par l'homme et mise à son service, quel que soit le caractère mobilier ou immobilier de sa source.

964. Tous les autres biens que la loi ne qualifie pas sont des meubles.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CE QU'ILS PRODUISENT

965. Les biens peuvent, suivant leurs rapports entre eux, se diviser en capitaux et en fruits et revenus.

966. Sont considérés comme du capital les biens affectés à l'exploitation d'une entreprise, les actions ou les parts sociales d'une personne morale, les biens dont on tire des fruits et revenus, le remploi des fruits et revenus, le prix de la disposition d'un capital ou son remploi ainsi que les indemnités d'expropriation ou d'assurance qui tiennent lieu du capital.

Le capital comprend aussi les droits de propriété intellectuelle et industrielle, sauf les sommes qui en proviennent sans qu'il y ait eu aliénation de ces droits, les obligations et autres titres d'emprunt payables en argent de même que les droits dont l'exercice tend à accroître le bien capital, tels les droits de souscription des valeurs mobilières d'une personne morale ou d'une fiducie.

967. Sont considérés comme des fruits et des revenus, tout ce que le bien produit sans que sa substance ne soit altérée, tout ce que procure l'usage du bien suivant sa destination ou tout ce qui provient de l'utilisation d'un capital, tel le profit réalisé dans l'exploitation d'une entreprise.

Ils comprennent aussi les droits dont l'exercice tend à accroître les fruits et revenus du bien, comme l'option de recevoir un dividende.

968. Les fruits sont naturels, les revenus sont civils.

Sont considérés comme fruits ce qui est produit spontanément par le bien, ce qui est produit par la culture ou l'exploitation d'un fonds de même que le produit ou le croît des animaux.

Sont considérés comme revenus, les sommes d'argent que le bien produit, tels les loyers, les intérêts, les arrérages de rentes, les dividendes en numéraire ou en actions, mais non ceux qui représentent la distribution du prix de l'aliénation d'actifs d'une société. Sont aussi considérées comme revenus les sommes reçues en considération de

la résiliation ou du renouvellement d'un bail ou d'un paiement par anticipation ou les sommes attribuées ou perçues dans des circonstances analogues.

CHAPITRE TROISIÈME

DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CEUX QUI Y ONT DES DROITS OU QUI LES POSSÈDENT

969. On peut, à l'égard d'un bien, être titulaire, seul ou avec d'autres, d'un droit de propriété, d'un démembrement du droit de propriété ou d'une sûreté ou encore être possesseur du bien.

On peut aussi être détenteur ou administrateur du bien d'autrui ou être fiduciaire d'un patrimoine.

970. Certaines choses ne sont pas susceptibles d'appropriation, tels l'air et l'eau, et leur usage, commun à tous, est régi par des lois d'intérêt public et, à certains égards, par le présent code.

Cependant, l'air et l'eau peuvent être considérés comme objet de propriété s'ils sont recueillis dans un récipient construit par l'homme et dont ils ne peuvent s'échapper naturellement.

971. D'autres choses, n'étant pas l'objet de droit parce que sans maître, peuvent néanmoins être appropriées par occupation, si celui qui les prend le fait avec l'intention de s'en rendre propriétaire.

972. Les biens appartiennent à l'État ou aux personnes ou font, en certains cas, l'objet d'une affectation.

Les biens de l'État et ceux des personnes morales de droit public sont régis par le droit public et, s'il y a lieu d'en compléter les règles, par le présent code.

973. Les biens s'acquièrent par contrat, par succession, par occupation, par prescription, par accession ou par tout autre mode prévu par la loi.

Cependant, nul ne peut s'approprier par occupation, prescription ou accession les biens de l'État, sauf ceux qu'il acquiert par succession, vacance ou confiscation tant qu'ils ne sont pas confondus avec ses autres biens. Nul ne peut non plus s'approprier les biens des personnes morales de droit public qui sont affectés à l'utilité publique.

974. Les biens confisqués en vertu de la loi sont, dès leur confiscation, la propriété de l'État ou, en certains cas, de la personne morale de droit public qui a légalement le pouvoir de les confisquer.

975. Les parties du territoire dont la propriété n'est pas acquise par des personnes physiques ou morales appartiennent à l'État et font partie de son domaine. Les titres originaux de l'État sur ces biens sont présumés.

976. Le lit des hautes eaux des lacs et des cours d'eau navigables et flottables sont la propriété de l'État.

Il en est de même du lit des hautes eaux des lacs et cours d'eau non navigables ni flottables bordant les terrains aliénés par l'État après le 9 février 1918; avant cette date, la propriété du fonds riverain emportait, dès l'aliénation, la propriété du lit des hautes eaux des cours d'eau non navigables ni flottables.

En tous les cas, la loi ou l'acte de concession peuvent disposer autrement.

977. Toute personne peut circuler sur les cours d'eau et les lacs, à condition de pouvoir y accéder légalement, de ne pas nuire aux droits des propriétaires riverains et de respecter les conditions d'utilisation de l'eau.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE CERTAINS RAPPORTS DE FAIT CONCERNANT LES BIENS

SECTION I

DE LA POSSESSION

§ 1.—*De la nature de la possession*

978. La possession est l'exercice de fait, par soi-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne qui détient le bien, d'un droit réel dont on se veut titulaire.

Cette volonté est présumée. Si elle fait défaut, il y a détention.

979. Pour produire des effets, la possession doit être paisible, continue, publique et non équivoque.

980. Celui qui a commencé à détenir pour le compte d'autrui ou avec reconnaissance d'un domaine supérieur est toujours présumé détenir en la même qualité, sauf s'il y a preuve d'interversion de titre résultant de faits non équivoques.

981. Les actes de pure faculté ou de simple tolérance ne peuvent fonder la possession.

982. Le possesseur actuel est présumé avoir une possession continue depuis le jour de son entrée en possession.

La possession demeure continue même si l'exercice en est empêché ou interrompu temporairement.

983. La possession entachée de quelque vice ne commence à produire des effets que dans le cas où le vice a cessé.

Les successeurs, à quelque titre que ce soit, ne souffrent pas des vices dans la possession de leur auteur.

984. Le voleur, le receleur et le fraudeur ne peuvent invoquer les effets de la possession, mais leurs successeurs, à quelque titre que ce soit, le peuvent.

§ 2.—*Des effets de la possession*

985. Le possesseur est présumé titulaire du droit réel qu'il exerce. C'est à celui qui conteste cette qualité à prouver son droit et, le cas échéant, l'absence de titre ou encore les vices de la possession ou du titre du possesseur.

986. La possession rend le possesseur titulaire du droit réel qu'il exerce s'il se conforme aux règles de la prescription.

987. Le possesseur de bonne foi est dispensé de rendre compte des fruits et revenus du bien; il supporte les frais de production.

Le possesseur de mauvaise foi doit, après avoir compensé les frais de production, remettre les fruits et revenus à compter du jour où sa mauvaise foi a commencé.

988. Le possesseur est de bonne foi si, au début de sa possession, il est justifié de se croire titulaire du droit réel qu'il exerce. Sa bonne foi cesse du jour où l'absence de titre ou les vices de sa possession ou de son titre lui sont dénoncés par une procédure civile.

989. Le possesseur peut être remboursé ou indemnisé pour les constructions, ouvrages et plantations qu'il a faits suivant les règles prévues au chapitre de l'accession.

SECTION II

DE L'ACQUISITION DES BIENS VACANTS

§ 1.—*Des biens sans maître*

990. Sont sans maître les biens qui n'ont pas de propriétaire, tels les animaux sauvages en liberté, ceux qui, capturés, ont recouvré leur liberté, la faune aquatique, ainsi que les biens qui ont été abandonnés par leur propriétaire.

Sont présumés abandonnés les meubles de peu de valeur ou très détériorés qui sont laissés volontairement en des lieux publics, y compris sur la voie publique ou dans des véhicules qui servent au transport du public.

991. Les meubles sans maître appartiennent à la personne qui se les approprie par occupation.

Les meubles abandonnés que personne ne s'approprie appartiennent aux municipalités qui les recueillent sur leur territoire ou à l'État.

992. Les immeubles sans maître appartiennent à l'État. Toute personne peut néanmoins les acquérir, par accession ou prescription, si l'État ne possède pas ces immeubles ou ne s'en déclare pas propriétaire par un avis du curateur public enregistré par dépôt au bureau d'enregistrement du lieu où est situé l'immeuble.

993. Les biens sans maître que l'État s'approprie sont administrés par le curateur public; celui-ci en dispose conformément à la loi.

994. Le trésor appartient à celui qui le trouve dans son fonds; s'il est découvert dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié au propriétaire du fonds et pour l'autre moitié à celui qui l'a découvert, à moins que l'inventeur n'ait agi pour le compte du propriétaire.

§ 2.—*Des meubles perdus ou oubliés*

995. Les meubles qui sont perdus ou oubliés entre les mains d'un tiers ou en un lieu public continuent d'appartenir à leur propriétaire.

Ces biens ne peuvent s'acquérir par occupation, mais ils peuvent, de même que le prix qui leur est subrogé, être prescrits par celui qui les détient.

996. Celui qui trouve un bien doit tenter de retrouver son propriétaire; le cas échéant, il doit lui remettre le bien.

997. Pour prescrire soit le bien, soit le prix qui lui est subrogé, celui qui trouve un bien perdu doit déclarer le fait au curateur public, à un agent de la paix, à la municipalité sur le territoire de laquelle il a été trouvé ou à la personne qui a la garde du lieu où il a été trouvé.

Il peut alors, à son choix, garder le bien, en disposer comme un détenteur ou le remettre à la personne à laquelle il a fait la déclaration pour que celle-ci le détienne.

998. Le détenteur du bien trouvé, y compris l'État ou une municipalité, peut vendre le bien s'il n'est pas réclamé dans les trente jours.

La vente du bien se fait par encan et elle a lieu à l'expiration d'un nouveau délai d'au moins dix jours après la publication, dans un journal circulant au lieu où le bien est trouvé, d'un avis de vente mentionnant la nature du bien et indiquant le lieu, le jour et l'heure de la vente.

Cependant, le détenteur peut disposer sans délai du bien de nature périssable. Il peut aussi vendre de gré à gré le bien qui n'a pas été vendu à l'encan, le donner à une institution charitable ou, s'il est impossible d'en disposer ainsi, le détruire.

999. L'État ou la municipalité peut vendre à l'encan, comme le détenteur du bien trouvé, les biens meubles qu'il détient sans autres délais que ceux requis pour la publication lorsque :

1° Le propriétaire du bien le réclame mais néglige ou refuse de rembourser au détenteur les frais d'administration dans les soixante jours de sa réclamation;

2° Plusieurs personnes réclament le bien à titre de propriétaire, mais aucune d'entre elles ne prouve indubitablement son titre ou n'agit en justice pour le faire établir dans le délai d'au moins soixante jours qui lui est imparti;

3° Le bien déposé au greffe d'un tribunal n'est pas réclamé par son propriétaire, soit dans les soixante jours de l'avis qui lui est donné de venir le prendre, soit dans les six mois qui suivent le jugement final ou le désistement d'instance si aucun avis n'a pu lui être donné.

1000. Le détenteur du bien confié pour qu'il soit gardé, travaillé ou transformé peut en disposer en cas de non réclamation dans les quatre-vingt-dix jours de la fin du travail ou de la période convenue si, après avoir avisé l'ayant droit de venir le prendre dans un délai d'au moins trente jours, le bien n'est pas réclamé. Si la valeur du bien est importante, l'avis est transmis par courrier recommandé ou certifié et le délai est d'au moins six mois. Ce bien est alors considéré comme oublié.

1001. Le détenteur du bien confié mais oublié dispose du bien en le vendant à l'encan, comme s'il s'agissait d'un bien trouvé, ou de gré à gré. Il peut aussi donner à une institution charitable le bien qui ne peut être vendu et, s'il ne peut être donné, il en dispose à son gré.

1002. Le détenteur qui dispose du bien perdu ou oublié demeure débiteur du prix de la vente après déduction des frais d'administration et d'aliénation du bien et de la valeur du travail effectué.

1003. Le propriétaire d'un bien perdu ou oublié peut, tant qu'il n'est pas prescrit, le revendiquer en offrant de payer les frais d'administration du bien et, le cas échéant, la valeur du travail effectué. Le détenteur du bien a droit de le retenir jusqu'à paiement.

Si le bien a été aliéné, le droit du propriétaire ne s'exerce, le cas échéant, que sur le solde du prix de vente.

TITRE DEUXIÈME

DE LA PROPRIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

1004. La propriété est le droit pour une personne d'user, de jouir et de disposer librement et complètement d'un bien, sous réserve des limites et des conditions fixées par la loi.

Elle est susceptible de modalités et de démembrements.

1005. La propriété d'un bien donne aussi droit d'accession sur ce qui s'unit ou s'incorpore au bien dès l'incorporation.

1006. Les fruits et revenus du bien appartiennent au propriétaire. Il en supporte les frais de production.

1007. Le propriétaire du bien assume les risques de perte et de détérioration.

1008. La propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous dans toute la hauteur et la profondeur utiles à l'exercice du droit de propriété.

Le propriétaire peut faire au-dessus et au-dessous toutes les constructions, ouvrages et plantations qu'il juge à propos; il est tenu de respecter les droits publics sur les mines, les nappes d'eau et les rivières souterraines.

1009. Le propriétaire ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est par voie d'expropriation faite suivant la loi pour une cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

1010. Le propriétaire d'un bien a le droit de le revendiquer contre le possesseur ou celui qui le détient sans droit; il peut s'opposer à tout empiètement ou à tout usage que la loi ou lui-même n'a pas autorisé.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'ACCESSION

SECTION I

DE L'ACCESSION IMMOBILIÈRE

1011. L'accession à un immeuble d'un bien meuble ou immeuble peut être volontaire ou indépendante de toute volonté. Dans le premier cas, l'accession est artificielle; dans le second, elle est naturelle.

§ 1.—*De l'accession artificielle*

1012. Les constructions, ouvrages ou plantations sur un immeuble ou à l'intérieur de celui-ci sont présumés avoir été faits par le propriétaire, à ses frais, et lui appartenir.

1013. Le propriétaire de l'immeuble qui fait des constructions, ouvrages ou plantations avec des matériaux qui ne lui appartiennent pas, en acquiert la propriété par l'effet de l'accession; néanmoins, il est tenu de payer la valeur au moment de l'incorporation des matériaux utilisés.

Le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever ni ne peut être contraint à les reprendre.

1014. Le propriétaire de l'immeuble acquiert la propriété des constructions, ouvrages ou plantations faits sur son immeuble par un possesseur, que les impenses soient nécessaires, utiles ou d'agrément.

1015. Le propriétaire doit rembourser au possesseur les impenses nécessaires, même si les constructions, ouvrages ou plantations n'existent plus.

Cependant, il y a lieu, après déduction des frais de production, à compensation des fruits et revenus perçus si le possesseur est de mauvaise foi.

1016. Le propriétaire doit rembourser les impenses utiles faites par le possesseur de bonne foi, si les constructions, ouvrages ou plantations existent encore; il peut aussi, à son choix, lui verser une indemnité égale à la plus-value.

Il peut, aux mêmes conditions, rembourser les impenses utiles faites par le possesseur de mauvaise foi, sauf le droit de compenser, après déduction des frais de production, les fruits et revenus perçus.

Il peut aussi contraindre le possesseur de mauvaise foi à enlever ces constructions, ouvrages ou plantations et à remettre les lieux dans leur état antérieur; si la remise en état est impossible, le propriétaire peut les conserver sans indemnité ou contraindre le possesseur à les enlever.

1017. Le propriétaire peut contraindre le possesseur à acquérir l'immeuble et à lui en payer la valeur estimée, si les impenses utiles sont coûteuses et considérables par rapport à sa valeur.

1018. Le possesseur de bonne foi qui a fait des impenses pour son propre agrément peut abandonner ou enlever les constructions, ouvrages ou plantations qu'il a faits. Il a droit, s'il les abandonne et que le propriétaire manifeste son intention de les conserver, au moins du coût ou de la plus-value accordée à l'immeuble.

1019. Le propriétaire peut contraindre le possesseur de mauvaise foi à enlever les constructions, ouvrages ou plantations qu'il a faits pour son agrément et à remettre les lieux dans leur état antérieur; si la remise en état est impossible, il peut les conserver sans indemnité ou contraindre le possesseur à les enlever.

1020. Le possesseur de bonne foi a le droit de retenir l'immeuble jusqu'à ce qu'il ait obtenu remboursement des impenses nécessaires ou utiles.

Le possesseur de mauvaise foi n'a ce droit qu'à l'égard des impenses nécessaires qu'il a faites.

1021. Les impenses faites par un détenteur sont traitées suivant les règles établies pour celles faites par un possesseur de mauvaise foi.

Le détenteur ne peut, toutefois, être contraint d'acquérir le bien.

§ 2.—*De l'accession naturelle*

1022. L'alluvion profite au propriétaire riverain.

Les alluvions sont les atterrissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un cours d'eau.

1023. Les relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une des rives en se portant sur l'autre profitent au propriétaire de la rive découverte sans que le propriétaire riverain du côté opposé ne puisse rien réclamer pour le terrain perdu.

Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer qui font partie du domaine public.

1024. Si un cours d'eau enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un fonds riverain et la porte vers un fonds inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut la réclamer.

Il est tenu, à peine de déchéance, de le faire dans l'année à compter de la prise de possession par le propriétaire du fonds auquel la partie a été réunie.

1025. Les îles qui se forment dans le lit d'un cours d'eau appartiennent au propriétaire du lit.

1026. Si un cours d'eau, en formant un bras nouveau, coupe un fonds riverain et en fait une île, le propriétaire du fonds riverain conserve la propriété de l'île ainsi formée.

1027. Si un cours d'eau abandonne son lit pour s'en former un nouveau, l'ancien est attribué aux propriétaires des fonds nouvellement occupés dans la proportion du terrain qui leur a été enlevé.

SECTION II

DE L'ACCESSION MOBILIÈRE

1028. Lorsque des meubles appartenant à plusieurs propriétaires ont été mélangés ou unis de telle sorte qu'il n'est plus possible de les séparer sans détérioration ou sans un travail et des frais excessifs, le nouveau bien appartient à celui des propriétaires qui a contribué davantage à sa constitution par la valeur du bien initial ou par son travail.

1029. La personne qui a travaillé ou transformé une matière qui ne lui appartenait pas, acquiert la propriété du nouveau bien si la valeur

du travail ou de la transformation est supérieure à celle de la matière employée.

1030. Le propriétaire du nouveau bien doit payer la valeur de la matière ou de la main-d'oeuvre à celui qui l'a fournie.

S'il est impossible de déterminer qui a contribué davantage à la constitution du nouveau bien, les intéressés en sont copropriétaires indivis.

1031. Celui qui est tenu de restituer le nouveau bien peut le retenir jusqu'au paiement de l'indemnité qui lui est due par le propriétaire du nouveau bien.

1032. Dans les circonstances qui ne sont pas prévues, le droit d'accession en matière mobilière est entièrement subordonné aux principes de l'équité.

CHAPITRE TROISIÈME

DES RÈGLES PARTICULIÈRES À LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

SECTION I

DES LIMITES DU FONDS ET DU BORNAGE

1033. Les limites d'un fonds sont déterminées par les titres, les documents cadastraux et la démarcation du terrain ainsi que, au besoin, par tous autres indices ou documents utiles.

1034. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës pour établir les bornes, rétablir des bornes déplacées ou disparues, reconnaître d'anciennes bornes ou rectifier la ligne séparative de leurs fonds.

Il doit au préalable mettre le voisin en demeure de consentir au bornage et de convenir avec lui d'un arpenteur-géomètre pour procéder aux opérations requises, suivant les règles prévues au Code de procédure civile.

Le procès-verbal de bornage doit être enregistré par dépôt.

SECTION II

DES EAUX

1035. Les fonds inférieurs sont assujettis, envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement.

Le propriétaire du fonds inférieur ne peut élever aucun ouvrage qui empêche cet écoulement. Celui du fonds supérieur ne peut aggraver la situation du fonds inférieur; il n'est pas présumé le faire s'il fait des travaux pour conduire plus commodément les eaux à leur pente naturelle ou si, son fonds étant voué à l'agriculture, il exécute des travaux de drainage.

1036. Le propriétaire qui a une source dans son fonds peut en user et en disposer.

Il peut, pour ses besoins, user de l'eau des lacs et étangs qui sont entièrement sur son fonds.

1037. Le propriétaire riverain peut, pour ses besoins, se servir d'un lac, de la source tête d'un cours d'eau ou de tout autre cours d'eau qui borde ou traverse son fonds. À la sortie du fonds, il doit rendre ces eaux à leur cours ordinaire, sans modification excessive de la qualité et de la quantité de l'eau.

Il ne peut, par son usage, empêcher l'exercice des mêmes droits par les autres personnes qui utilisent ces eaux.

1038. Celui qui a droit à l'usage d'une source, d'un lac, d'une nappe d'eau ou d'une rivière souterraine, ou d'une eau courante peut, de façon à éviter la pollution ou l'épuisement de l'eau, exiger la destruction ou l'aménagement de tout ouvrage qui pollue ou épuise l'eau.

1039. Les toits doivent être établis de manière à ce que les eaux, les neiges et les glaces tombent sur le fonds du propriétaire.

SECTION III

DES ARBRES

1040. Les fruits qui tombent d'un arbre sur un fonds voisin appartiennent au propriétaire de l'arbre.

1041. Le propriétaire peut, si des branches ou des racines venant du fonds voisin s'avancent sur son fonds et nuisent sérieusement à son usage, demander à son voisin de les couper; en cas de refus, il peut les couper lui-même aux frais du propriétaire de l'arbre.

Il peut aussi, si un arbre du fonds voisin menace de tomber sur son fonds, contraindre son voisin à arracher l'arbre, à le couper ou à le redresser.

1042. Le propriétaire d'un fonds exploité à des fins agricoles peut contraindre son voisin à faire abattre, le long de la ligne séparative, sur une largeur d'au plus cinq mètres, les arbres susceptibles de nuire à son exploitation, sauf ceux qui sont dans les vergers et les érablières.

SECTION IV

DE L'ACCÈS AU FONDS D'AUTRUI ET DE SA PROTECTION

1043. Tout propriétaire doit, après avoir reçu un avis préalable, permettre à son voisin l'accès à son fonds si cela est nécessaire pour ériger, réparer ou entretenir une construction, un ouvrage ou une plantation fait sur le fonds voisin.

1044. Lorsque, par l'effet d'une force naturelle ou par cas fortuit, des biens sont entraînés sur le fonds d'autrui ou s'y transportent, le propriétaire dudit fonds doit en permettre la recherche et l'enlèvement, à moins qu'il ne procède lui-même immédiatement à la recherche et ne remette les biens.

Ces biens, objets ou animaux, continuent d'appartenir à leur propriétaire, sauf s'il en abandonne la recherche; dans ce cas, le propriétaire du fonds les acquiert à moins qu'il ne contraigne le propriétaire de ces biens à les enlever et à remettre son fonds dans son état antérieur.

1045. Le propriétaire qui doit permettre l'accès à son fonds a droit à la réparation du préjudice qu'il subit et à la remise de son fonds dans son état antérieur.

1046. Le propriétaire du fonds doit exécuter les travaux de réparation ou de démolition nécessaires pour éviter la chute d'une construction ou d'un ouvrage qui est sur son fonds et qui menace de tomber sur le fonds voisin, y compris sur la voie publique.

1047. Le propriétaire du fonds ne doit pas, s'il fait des constructions, ouvrages ou plantations sur son fonds ou à l'intérieur de celui-ci, ébranler le fonds voisin ni compromettre la solidité des constructions, ouvrages ou plantations qui s'y trouvent.

1048. Le propriétaire de bonne foi qui a construit au-delà des limites de son fonds sur une parcelle de terrain qui appartient à autrui doit, au choix du propriétaire du fonds sur lequel il a empiété, soit

acquérir cette parcelle en lui en payant la valeur actuelle, soit lui verser une indemnité pour la perte temporaire de l'usage de cette parcelle.

Si l'empiètement est considérable, cause un préjudice sérieux ou est fait de mauvaise foi, le propriétaire du fonds qui le subit peut contraindre le constructeur soit à acquérir son immeuble et à lui en payer la valeur estimée, soit à enlever les constructions et à remettre les lieux dans leur état antérieur.

1049. Les voisins doivent accepter les inconvénients normaux du voisinage qui n'excèdent pas les limites de la tolérance qu'ils se doivent suivant la nature ou la situation de leurs fonds ou suivant les usages locaux.

SECTION V

DES VUES

1050. On ne peut avoir sur le fonds voisin de vues droites à moins d'un mètre cinquante de la ligne séparative.

Cette règle ne s'applique pas:

1° Lorsqu'il s'agit de vues sur la voie publique, de portes à panneau plein, de fenêtres ou de portes à verre translucide;

2° Tant que le propriétaire qui a pratiqué l'ouverture est empêché de voir du fait de la présence d'un mur ou d'une clôture séparant les fonds voisins;

3° Tant que l'ouverture ne donne sur aucun mur du fonds voisin en raison de la hauteur où elle est pratiquée.

1051. La distance d'un mètre cinquante se mesure depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture est faite et perpendiculairement à celui-ci jusqu'à la ligne séparative.

1052. Des jours translucides peuvent être pratiqués dans un mur qui n'est pas mitoyen, même s'il joint immédiatement la ligne séparative.

1053. Le copropriétaire d'un mur mitoyen ne peut y pratiquer d'ouverture.

SECTION VI

DU DROIT DE PASSAGE

1054. Le propriétaire dont le fonds est enclavé soit qu'il n'ait aucune issue sur la voie publique, soit que l'issue soit insuffisante, difficile

ou impraticable, peut, si on refuse de lui accorder une servitude ou un autre mode d'accès, exiger de l'un de ses voisins qu'il lui fournisse le passage nécessaire à l'utilisation et à l'exploitation de son fonds.

Il paie alors une indemnité proportionnelle au préjudice qu'il peut causer.

1055. Le droit de passage s'exerce contre le voisin à qui le passage peut être le plus naturellement réclamé compte tenu de l'état des lieux, de l'avantage du fonds enclavé et des inconvénients que le passage occasionne au fonds qui le subit.

1056. Si l'enclave résulte de la division du fonds par suite d'un partage, d'un testament ou d'un contrat, le passage ne peut être demandé qu'au copartageant, à l'héritier ou au contractant et non au propriétaire du fonds qui offre le trajet le plus court. Le passage est alors fourni sans indemnité.

1057. Le bénéficiaire du droit de passage doit faire et entretenir tous les ouvrages nécessaires pour que son droit s'exerce dans les conditions les moins dommageables pour le fonds qui le subit.

1058. Le droit de passage prend fin lorsqu'il cesse d'être nécessaire à l'utilisation et à l'exploitation du fonds. Il n'y a pas lieu à remboursement de l'indemnité; si elle était payable par annuités ou par versements, ceux à venir cessent d'être dus.

SECTION VII

DES CLÔTURES ET OUVRAGES MITOYENS

1059. Tout propriétaire peut clore son terrain à ses frais, l'entourer de murs, de fossés, de haies ou de toute autre clôture.

Il peut également obliger son voisin à ériger pour moitié ou à frais communs un ouvrage de clôture servant à séparer leurs fonds.

1060. Toute clôture qui se trouve sur la ligne séparative est présumée mitoyenne. De même, le mur auquel sont appuyés, de chaque côté, des bâtiments est présumé mitoyen jusqu'à l'héberge.

1061. Le propriétaire qui, le long de la ligne séparative de son fonds, construit un mur servant à appuyer un bâtiment doit le construire sur son terrain, sauf les semelles qui peuvent empiéter, sous réserve d'une indemnité versée préalablement au propriétaire du terrain.

1062. Tout propriétaire peut acquérir la mitoyenneté d'un mur privatif joignant immédiatement la ligne séparative en remboursant

au propriétaire du mur la moitié du coût de la portion rendue mitoyenne et, le cas échéant, la moitié de la valeur du sol utilisé.

1063. Chaque propriétaire peut bâtir contre un mur mitoyen et y placer des poutres et des solives. Il doit obtenir l'accord de l'autre propriétaire sur la façon de le faire.

En cas de désaccord, il peut demander au tribunal de déterminer les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne nuise pas aux droits de l'autre propriétaire.

1064. L'entretien, la réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge des propriétaires, proportionnellement aux droits de chacun.

Le propriétaire qui n'utilise pas le mur mitoyen peut abandonner son droit et se libérer de son obligation de contribuer aux charges en enregistrant par dépôt un avis à cet effet et en transmettant sans délai copie de l'avis aux autres propriétaires. Cet avis emporte cession de sa portion du sol où le mur est construit.

1065. Le copropriétaire d'un mur mitoyen a le droit de le faire exhausser à ses frais, après s'être assuré, au moyen d'une expertise, que le mur est en état de supporter l'exhaussement; il doit payer à l'autre, à titre d'indemnité, un sixième du coût de l'exhaussement.

Si le mur n'est pas en état de supporter l'exhaussement, il doit le reconstruire en entier, à ses frais, et l'excédent d'épaisseur doit se prendre de son côté.

1066. La partie du mur exhaussé appartient à celui qui l'a faite et il en supporte les frais d'entretien, de réparation et de reconstruction.

Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement peut cependant en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié du coût d'exhaussement ou de reconstruction et, le cas échéant, la moitié de la valeur actuelle du sol fourni pour l'excédent d'épaisseur. Il doit, en outre, rembourser l'indemnité reçue.

TITRE TROISIÈME

DES MODALITÉS DE LA PROPRIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1067. Les principales modalités de la propriété sont la copropriété et la propriété superficière.

1068. La copropriété est dite par indivision lorsque plusieurs personnes ont ensemble un droit de propriété dans un bien sans que celui-ci ne soit matériellement partagé entre elles.

Elle est dite divise lorsque, le bien étant matériellement divisé quant à certaines parties, le droit de propriété se répartit entre les copropriétaires par fractions comprenant chacune une partie exclusive du bien et une part indivise des parties communes.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA COPROPRIÉTÉ PAR INDIVISION

SECTION I

DE L'ÉTABLISSEMENT DE L'INDIVISION

1069. L'indivision peut résulter d'un contrat, d'une succession, d'un jugement ou de la loi.

1070. La convention d'indivision qui reporte le partage d'un bien doit être établie par un écrit comportant la désignation du bien et l'indication des parts appartenant à chaque indivisaire.

Elle ne doit pas excéder cinq ans si elle porte sur un meuble ou trente ans si elle porte sur un immeuble. Si elle excède cinq ou trente ans, selon le cas, elle est réduite à cette durée. Cette convention est cependant renouvelable.

1071. La convention d'indivision qui porte sur un immeuble doit, pour être opposable aux tiers, être enregistrée par dépôt. Elle est opposable aux ayants droit des indivisaires à compter de cet enregistrement.

SECTION II

DES DROITS ET OBLIGATIONS DES INDIVISAIRES

1072. Les parts des indivisaires sont présumées égales.

Chacun des indivisaires a, relativement à sa part, les droits et les obligations d'un propriétaire exclusif. Il peut ainsi l'aliéner, l'hypothéquer ou autrement consentir une sûreté et ses créanciers peuvent la saisir.

1073. Chaque indivisaire peut se servir du bien indivis, à condition de ne porter atteinte ni à sa destination ni aux droits des autres indivisaires.

Celui qui use et jouit privativement du bien est redevable d'une indemnité.

1074. Les fruits et revenus du bien indivis accroissent à l'indivision. Chaque indivisaire a droit annuellement à sa part, mais celle qui n'est pas réclamée dans les trois ans de sa date d'échéance accroît à l'indivision.

1075. Les indivisaires sont responsables, en proportion de leur part, des frais d'administration et des autres charges communes qui se rapportent au bien indivis.

1076. Chaque indivisaire a droit au remboursement des impenses nécessaires qu'il a faites pour conserver le bien indivis. Pour les autres impenses, il a droit, au moment du partage, à une indemnité égale à la plus-value donnée au bien.

Inversement, l'indivisaire répond des pertes et détériorations qui diminuent par son fait la valeur du bien indivis.

1077. Chaque indivisaire a un droit d'accession sur les biens qui sont unis ou incorporés à la partie du bien indivis dont il a l'usage et la jouissance privative. Si aucun indivisaire n'use et ne jouit ainsi d'une partie du bien, le droit d'accession profite à tous les indivisaires en proportion de leur part dans l'indivision.

1078. En cas de convention d'indivision, le partage n'est pas opposable au créancier qui détient une hypothèque ou une autre sûreté sur une part indivise du bien, à moins qu'il n'ait consenti au partage.

1079. Tout indivisaire peut, dans les soixante jours où il apprend qu'une personne étrangère à l'indivision a acquis, à titre onéreux, la

part d'un indivisaire, l'écarter de l'indivision en lui remboursant le prix de la cession et les frais qu'elle a acquittés.

1080. L'indivisaire qui a enregistré un avis d'adresse peut, dans les soixante jours de la notification qui lui est faite de l'intention d'un créancier de faire vendre la part d'un indivisaire ou de la reprendre en paiement d'une obligation, être subrogé dans les droits du créancier en lui payant la dette de l'indivisaire et les frais.

Il ne peut opposer, s'il n'a pas enregistré un avis d'adresse, son droit de retrait à un créancier ou aux ayants droit de celui-ci.

1081. Si plusieurs indivisaires exercent leur droit de retrait ou de subrogation sur la part d'un indivisaire, ils la partagent proportionnellement à leur droit dans l'indivision.

SECTION III

DE L'ADMINISTRATION DU BIEN INDIVIS

1082. Les indivisaires administrent le bien en commun.

1083. Les décisions relatives à l'administration du bien sont prises à la majorité des indivisaires en nombre et en parts.

Les décisions visant à aliéner le bien indivis, à le partager, à le grever d'un droit réel, à en changer la destination ou à y apporter des modifications importantes ou substantielles sont prises à l'unanimité.

1084. L'administration d'un bien indivis peut être confiée à un gérant choisi ou non parmi les indivisaires et nommé par eux.

Le tribunal peut, à la demande d'un indivisaire, désigner le gérant et fixer les conditions de sa charge lorsque les indivisaires ne s'accordent pas sur le choix de la personne à nommer ou en cas d'impossibilité de pourvoir à la nomination ou au remplacement du gérant.

1085. L'indivisaire qui administre le bien indivis à la connaissance des autres indivisaires et sans opposition de leur part est présumé avoir été nommé gérant.

1086. Le gérant agit seul à l'égard du bien indivis, à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration.

SECTION IV

DE LA FIN DE L'INDIVISION ET DU PARTAGE

1087. Nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision. Le partage peut toujours être provoqué, à moins qu'il n'ait été reporté par une convention expresse, par une disposition testamentaire, par un jugement ou par l'effet de la loi, ou qu'il ne soit impossible en raison de l'affectation du bien à un but durable.

Malgré toute convention contraire, les indivisaires, s'ils représentent une majorité des trois-quarts en parts, peuvent néanmoins mettre fin à la copropriété indivise d'un immeuble principalement résidentiel pour en établir la copropriété divise.

1088. À la demande d'un indivisaire, le tribunal peut, afin d'éviter une perte, surseoir au partage immédiat de tout ou partie du bien et maintenir l'indivision pour une durée d'au plus deux ans.

Cette décision peut être révisée si les causes qui ont justifié le maintien de l'indivision ont cessé ou si l'indivision est devenue intolérable ou périlleuse pour les indivisaires.

1089. Les indivisaires peuvent toujours satisfaire celui qui s'oppose au maintien de l'indivision en lui attribuant sa part, selon sa préférence, soit en nature pourvu qu'elle soit aisément détachable du reste du bien indivis, soit en numéraire.

Si la part est attribuée en nature, les indivisaires peuvent accorder celle qui est la moins nuisible à l'exercice de leurs droits.

Si la part est attribuée en numéraire, la part de chaque indivisaire est alors augmentée en proportion de son paiement.

1090. Les créanciers qui, avant l'indivision, avaient un droit sur le bien indivis ou ceux dont la créance résulte de l'administration sont payés par prélèvement sur l'actif avant le partage. Ils peuvent, en outre, poursuivre la saisie et la vente du bien indivis.

Les créanciers, même hypothécaires ou privilégiés, d'un indivisaire ne peuvent demander le partage si ce n'est par action oblique, dans le cas où l'indivisaire pourrait lui-même le demander. Ils peuvent, toutefois, poursuivre la saisie et la vente de la part de leur débiteur.

1091. Il peut être mis fin à l'indivision en cas de perte ou d'expropriation d'une partie importante du bien indivis si la majorité des indivisaires en nombre et en parts en décide ainsi.

1092. L'indivision cesse par le partage en nature du bien ou par son aliénation.

Si on procède au partage, les dispositions relatives au partage des successions s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE D'UN IMMEUBLE

SECTION I

DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE

1093. La copropriété divise d'un immeuble est établie par l'enregistrement d'une déclaration en vertu de laquelle la propriété de l'immeuble est divisée en fractions, appartenant à une ou plusieurs personnes.

1094. La collectivité des copropriétaires constitue une personne morale qui a pour objet la conservation de l'immeuble, l'entretien et l'administration des parties communes, la sauvegarde des droits afférents à l'immeuble ou à la copropriété ainsi que toutes les opérations d'intérêt commun.

Elle prend le nom de syndicat et doit être immatriculée au registre des associations et entreprises.

1095. La copropriété divise peut être établie sur un immeuble qui fait l'objet d'une emphytéose ou d'une propriété superficière si la durée non écoulee de ces droits, au moment de l'enregistrement de la déclaration, est supérieure à cinquante ans.

En ce cas, chaque copropriétaire est tenu à l'égard du propriétaire de l'immeuble ou du tréfoncier, d'une manière divise et en proportion de la valeur relative de sa fraction, des obligations divisibles de l'emphytéote ou du superficiaire, selon le cas; le syndicat est tenu des obligations indivisibles.

SECTION II

DES FRACTIONS DE COPROPRIÉTÉ

1096. La valeur relative de chaque fraction de la copropriété divise est établie par rapport à la valeur de l'ensemble des fractions, en fonction de la nature, de la destination, des dimensions et de la situation de la partie exclusive de chaque fraction, mais sans tenir compte de son utilisation.

Elle est déterminée dans la déclaration.

1097. Sont exclusives les parties des bâtiments et des terrains qui sont la propriété d'un copropriétaire déterminé et dont il a toute l'utilité.

1098. Les parties des bâtiments et des terrains affectés à l'utilité de tous les copropriétaires sont communes.

Cependant, certaines de ces parties peuvent n'être affectées qu'à l'usage de certains copropriétaires ou d'un seul. Les règles relatives aux parties communes s'appliquent à ces parties communes à usage restreint.

1099. Sont présumées parties communes le sol, les cours, balcons, parcs et jardins, les voies d'accès, les escaliers et ascenseurs, les passages et corridors, les locaux des services communs, de stationnement et d'entreposage, les caves, le gros oeuvre des bâtiments, les équipements et les appareils communs, tels les systèmes centraux de chauffage et de climatisation et les canalisations, y compris celles qui traversent les parties exclusives.

1100. Les cloisons ou les murs non compris dans le gros oeuvre du bâtiment et qui séparent une partie exclusive d'une partie commune ou d'une autre partie exclusive sont présumés mitoyens.

1101. Chaque copropriétaire a sur les parties communes un droit de propriété indivis. Sa quote-part dans les parties communes est égale à la valeur relative de sa fraction.

1102. Chaque fraction constitue une entité distincte et peut faire l'objet d'une aliénation totale ou partielle; celle-ci comprend, dans chaque cas, la quote-part des parties communes afférente à la fraction aliénée ainsi que le droit d'usage des parties communes à usage restreint, le cas échéant.

1103. La quote-part des parties communes d'une fraction ne peut faire l'objet, séparément de la partie exclusive de cette fraction ni d'une aliénation, ni d'une action en partage, ni d'une licitation.

Le droit d'usage d'une partie commune à usage restreint peut néanmoins, avec l'accord du syndicat, être aliéné indépendamment de la partie exclusive.

1104. L'aliénation d'une partie divise d'une fraction est nulle et ne peut être enregistrée si la déclaration de copropriété et les documents cadastraux n'ont pas été préalablement modifiés pour créer une nouvelle

fraction, la décrire, lui attribuer un numéro cadastral distinct et déterminer sa valeur relative.

1105. Chaque fraction forme une entité distincte aux fins d'évaluation et d'imposition foncière.

Le syndicat doit être mis en cause en cas de contestation en justice de l'évaluation d'une fraction par un copropriétaire.

1106. Malgré les articles 1983 et 2017 (du Code civil du Bas-Canada), toute hypothèque, sûreté additionnelle qui s'y greffe ou privilège existant sur l'ensemble d'un immeuble détenu en copropriété se divise entre les fractions suivant la valeur relative de chacune d'elles.

SECTION III

DE LA DÉCLARATION DE COPROPRIÉTÉ

§ 1.—*Du contenu de la déclaration*

1107. La déclaration de copropriété comprend l'acte de copropriété, le règlement de l'immeuble et l'état descriptif des fractions.

1108. L'acte de copropriété définit la destination de l'immeuble, des parties exclusives et des parties communes.

Il détermine également la valeur relative de chaque fraction et indique la méthode de calcul prise pour l'établir, la quote-part des charges et le nombre de voix qui revient à chaque fraction, les règles relatives à l'établissement et à la modification du règlement de l'immeuble et toute autre convention relative à l'immeuble ou à ses parties exclusives ou communes. Il précise aussi les pouvoirs et devoirs respectifs du conseil d'administration du syndicat et de l'assemblée des copropriétaires.

1109. Le règlement de l'immeuble contient les règles relatives à la jouissance, à l'usage et à l'entretien des parties exclusives et communes, ainsi que celles relatives au fonctionnement et à l'administration de la copropriété.

Le règlement peut porter également sur la procédure de cotisation et de recouvrement des contributions aux charges communes.

1110. L'état descriptif contient la désignation cadastrale des parties exclusives et des parties communes de l'immeuble et un plan de l'immeuble qui indique l'ensemble du terrain et des bâtiments, la forme et les dimensions de toutes les parties exclusives et communes et leur situation dans l'immeuble.

Il contient aussi une description des droits réels grevant l'immeuble ou existant en sa faveur, sauf les hypothèques, les sûretés additionnelles qui s'y greffent et les privilèges.

Le plan doit porter le certificat d'un arpenteur-géomètre attestant la conformité du plan et des bâtiments construits et la date de la prise des mesures.

1111. La déclaration de copropriété ne peut imposer aucune restriction aux droits des copropriétaires, sauf celles justifiées par la destination de l'immeuble, ses caractères ou sa situation.

Sont autorisées, si elles sont ainsi justifiées, les stipulations interdisant l'aliénation d'une partie divise d'une fraction ou subordonnant à l'accord du syndicat l'exécution de travaux pouvant avoir une répercussion sur les parties communes.

1112. La déclaration de copropriété est opposable aux ayants droit des copropriétaires à compter de son enregistrement.

1113. Le règlement de l'immeuble est opposable au locataire ou à l'occupant d'une fraction dès qu'un exemplaire lui en est remis par le copropriétaire ou, à défaut, par le syndicat.

1114. À moins que la déclaration de copropriété ne le prévoie expressément, une fraction ne peut être détenue par plusieurs personnes ayant chacune un droit de jouissance, périodique et successif, de la fraction; elle ne peut non plus être aliénée dans ce but.

Le cas échéant, la déclaration doit indiquer le nombre de fractions qui peuvent être ainsi détenues, les périodes d'occupation, le nombre maximum de personnes qui peuvent détenir ces fractions, ainsi que les droits et les obligations de ces occupants.

§ 2.—De l'enregistrement de la déclaration

1115. La déclaration de copropriété doit être notariée et porter minute; il en est de même des modifications qui y sont apportées.

L'enregistrement de la déclaration et de ses modifications se fait par dépôt. La déclaration est inscrite à l'index des immeubles et portée sur les parties communes et exclusives; la modification, aussi inscrite, n'est portée que sur les parties communes à moins qu'elle n'affecte directement une partie exclusive.

1116. L'enregistrement d'un acte contre une partie exclusive vaut pour la quote-part des parties communes qui y est afférente, sans qu'il y ait lieu d'enregistrer sur les parties communes.

1117. Sous peine de leur être inopposable, l'acte de copropriété doit, au moment de l'enregistrement, être signé par tous les propriétaires de l'immeuble ainsi que par l'emphytéote ou le superficiaire, le cas échéant, et être accompagné du consentement écrit de toutes les personnes qui détiennent sur l'immeuble des privilèges, des hypothèques ou d'autres sûretés enregistrés.

SECTION IV

DES DROITS ET OBLIGATIONS DES COPROPRIÉTAIRES

1118. Chaque copropriétaire dispose de sa fraction; il use et jouit librement de sa partie exclusive et des parties communes, à condition de respecter le règlement de l'immeuble et de ne porter atteinte ni aux droits des autres copropriétaires, ni à la destination de l'immeuble.

1119. Chacun des copropriétaires contribue, en proportion de la valeur relative de sa fraction, aux charges résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble ainsi qu'au fonds de prévoyance. Toutefois, les copropriétaires qui utilisent les parties communes à usage restreint contribuent seuls aux charges qui en résultent.

1120. Le copropriétaire qui loue sa fraction doit le notifier au syndicat et indiquer le nom du locataire.

1121. Aucun copropriétaire ne peut faire obstacle à l'exécution, même à l'intérieur de sa partie exclusive, des travaux nécessaires à la conservation de l'immeuble décidés par le syndicat ou des travaux urgents.

Lorsque la fraction est louée, le syndicat donne au locataire, le cas échéant, les avis prévus par les articles 1653 et 1654.1 (du Code civil du Bas-Canada) relatifs aux améliorations et aux réparations.

1122. Le copropriétaire qui subit un préjudice par suite de l'exécution des travaux, en raison d'une diminution définitive de la valeur de sa fraction, d'un trouble de jouissance grave, même temporaire, ou de dégradations a droit à une indemnité qui est à la charge du syndicat si les travaux ont été faits à la demande de celui-ci; autrement l'indemnité est à la charge des copropriétaires qui ont fait les travaux.

1123. Dans le cas où la répartition des charges communes et de la valeur relative des fractions est injuste et non conforme aux critères d'établissement de la valeur relative des fractions, le copropriétaire peut, dans les cinq ans de l'enregistrement de la déclaration de copropriété, en demander au tribunal la révision pour l'avenir.

SECTION V

DES DROITS ET OBLIGATIONS
DU SYNDICAT

1124. Le syndicat tient à la disposition des copropriétaires un registre contenant le nom et l'adresse de chaque copropriétaire et de chaque locataire, les procès-verbaux des assemblées des copropriétaires et du conseil d'administration, ainsi que les états financiers.

Il tient aussi à leur disposition la déclaration de copropriété, les copies de contrats auxquels il est partie, les plans et devis de l'immeuble construit, le cas échéant, et tous autres documents relatifs à l'immeuble et au syndicat.

1125. Le syndicat constitue, en fonction du coût estimé des réparations majeures et de remplacement des parties communes, un fonds de prévoyance, liquide et disponible à court terme, affecté uniquement à ces réparations et remplacements. Ce fonds lui appartient.

1126. Annuellement, le conseil d'administration fixe, après consultation de l'assemblée des copropriétaires, la contribution de ceux-ci au fonds de prévoyance, compte tenu, le cas échéant, des droits respectifs des copropriétaires sur les parties communes à usage restreint.

Il fixe de même la contribution aux charges communes, après avoir déterminé le montant des sommes nécessaires pour faire face aux charges découlant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble.

Le syndicat avise sans délai chaque copropriétaire du montant de leurs contributions et de la date où elles sont exigibles.

1127. Le syndicat a un intérêt assurable dans tout l'immeuble, y compris les parties exclusives. Il doit souscrire des assurances contre les risques usuels, tels le vol et l'incendie, couvrant la totalité de l'immeuble à l'exclusion des améliorations apportées par un copropriétaire à sa partie. Le montant de l'assurance est égal à la valeur à neuf de l'immeuble.

Il doit aussi souscrire une assurance couvrant sa responsabilité envers les tiers.

1128. La violation d'une des conditions du contrat d'assurance par un copropriétaire n'est pas opposable au syndicat.

1129. L'indemnité due au syndicat à la suite d'une perte est, malgré l'article 2586 (du Code civil du Bas-Canada), versée au fiduciaire nommé à l'acte de copropriété ou, à défaut, désigné par le syndicat.

Elle doit être utilisée pour la réparation ou la reconstruction de l'immeuble, sauf si le syndicat décide de mettre fin à la copropriété; en ce cas, le fiduciaire, après avoir déterminé la part de l'indemnité de chacun des copropriétaires en fonction de la valeur relative de sa fraction, paie à même cette part les créanciers hypothécaires et privilégiés suivant les règles de l'article 2586. Il remet, pour chacun des copropriétaires, le solde de l'indemnité au liquidateur du syndicat avec son rapport.

1130. Le syndicat peut, s'il y est autorisé, acquérir ou aliéner des fractions, des parties communes ou d'autres droits réels.

L'acquisition qu'il fait d'une fraction n'enlève pas son caractère à la partie exclusive. Cependant, en assemblée générale, il ne dispose pas de voix pour ces parties et le total des voix qui peuvent être exprimées est réduit d'autant.

1131. Le syndicat est responsable des dommages causés aux copropriétaires ou aux tiers par le vice de construction ou le défaut d'entretien des parties communes, sans préjudice de toute action récursoire.

1132. Le jugement qui condamne le syndicat à payer une somme d'argent est exécutoire contre lui et contre chacune des personnes qui étaient copropriétaires au moment où la cause d'action a pris naissance, proportionnellement à la valeur relative de sa fraction.

Ce jugement ne peut être exécuté sur le fonds de prévoyance, sauf pour une dette née de la réparation de l'immeuble ou du remplacement des parties communes.

1133. Le syndicat peut, après avoir avisé le bailleur, demander la résiliation du bail d'une fraction lorsque l'inexécution d'une obligation par le locataire cause un préjudice sérieux à un copropriétaire ou à un autre occupant de l'immeuble.

1134. Lorsque le refus du copropriétaire de se conformer à la déclaration de copropriété cause un préjudice sérieux et irréparable au syndicat ou à l'un des copropriétaires, l'un ou l'autre peut demander au tribunal de lui enjoindre de s'y conformer.

Si le copropriétaire transgresse l'injonction ou refuse d'y obéir, le tribunal peut, en outre de toute autre peine, ordonner la vente de la fraction aux enchères publiques après avoir fixé la mise à prix. La vente est faite suivant les dispositions du Code de procédure civile.

1135. Le syndicat a une hypothèque légale sur la fraction d'un copropriétaire qui néglige, pendant plus de soixante jours, de payer sa quote-part des charges communes ou sa contribution au fonds de prévoyance.

L'enregistrement par dépôt d'un avis de l'hypothèque conserve la préférence pour les charges et créances de l'année financière en cours et pour celles de deux années suivantes.

Le syndicat, par son conseil d'administration, peut donner mainlevée de l'hypothèque légale.

1136. Le syndicat peut intenter toute action fondée sur les vices cachés, les vices de construction ou les vices du sol affectant l'immeuble. Dans le cas où les vices affectent les parties exclusives, le syndicat doit toutefois obtenir l'autorisation des copropriétaires de ces parties.

L'absence de diligence raisonnable que peut opposer le défendeur à une action fondée sur les vices cachés s'apprécie à l'égard du syndicat ou d'un copropriétaire à compter du jour de l'élection d'un nouveau conseil d'administration, après le transfert du contrôle du syndicat par le promoteur.

1137. Le syndicat peut, dans les six mois à compter du moment où il apprend qu'une personne a acquis les droits du propriétaire ou du tréfoncier de l'immeuble faisant l'objet d'une emphytéose ou d'une propriété superficielle et sur lequel la copropriété divisée est établie, acquérir les droits de cette personne en lui remboursant le prix de la cession et les frais qu'elle a acquittés.

Lorsque le syndicat exerce son droit de retrait, les droits qu'il acquiert du propriétaire ou du tréfoncier deviennent parties communes ou exclusives, selon le cas, et le droit des copropriétaires perd son caractère temporaire.

1138. Le syndicat peut adhérer à une association de syndicats de copropriétés constituée pour la création, l'administration et l'entretien de services communs à plusieurs immeubles détenus en copropriété ou pour la poursuite d'intérêts communs.

SECTION VI

DE L'ADMINISTRATION DU SYNDICAT

1139. La composition du conseil d'administration du syndicat, le mode de nomination, de remplacement ou de rémunération des administrateurs ainsi que les autres conditions de leur charge sont fixés par le règlement de l'immeuble.

En cas de silence du règlement ou d'impossibilité de procéder en la manière prévue, le tribunal peut, à la demande d'un copropriétaire, nommer ou remplacer un administrateur et fixer les conditions de sa charge.

1140. L'administration courante du syndicat peut être confiée à un gérant choisi ou non parmi les copropriétaires.

Le gérant agit à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration.

1141. Le syndicat peut destituer l'administrateur ou le gérant qui, étant copropriétaire, néglige de payer sa contribution aux charges communes ou au fonds de prévoyance.

SECTION VII

DE L'ASSEMBLÉE DES COPROPRIÉTAIRES

1142. L'avis de convocation de l'assemblée annuelle des copropriétaires doit être accompagné, outre le bilan, de l'état des résultats de l'exercice écoulé, de l'état des dettes et créances, du budget prévisionnel, de tout projet de modification à la déclaration de copropriété et d'une note sur les modalités essentielles de tout contrat proposé et de tous travaux projetés.

1143. Tout copropriétaire peut, dans les cinq jours de la réception de l'avis de convocation, demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour.

Le conseil notifie par écrit aux copropriétaires l'état de ces questions avant la tenue de l'assemblée.

1144. Le quorum à l'assemblée est constitué par les copropriétaires détenant la majorité des voix.

L'assemblée où il n'y a plus quorum doit être ajournée si un copropriétaire le réclame.

1145. Chaque copropriétaire dispose à l'assemblée d'un nombre de voix proportionnel à la valeur relative de sa fraction. Les indivisaires d'une fraction exercent leurs droits dans la proportion de leur quote-part indivise.

Toutefois, chaque copropriétaire ne peut, à l'assemblée, disposer de plus de 10 p. 100 de l'ensemble des voix des copropriétaires en plus des voix rattachées à la fraction qui lui sert de résidence. Cette règle

ne s'applique pas à une personne qui est devenue copropriétaire à la suite de la réalisation d'une sûreté.

1146. Le promoteur d'une copropriété ne peut disposer de plus de 60 p. 100 de l'ensemble des voix des copropriétaires à l'expiration de la première année de la date d'enregistrement de la déclaration de copropriété.

Ce nombre est réduit à 40 p. 100 à l'expiration de la deuxième année et à 25 p. 100 à l'expiration de la troisième année.

1147. Est considéré comme promoteur celui qui, au moment de l'enregistrement de la déclaration de copropriété, est propriétaire d'au moins la moitié de l'ensemble des fractions ou ses successeurs, sauf celui qui acquiert de bonne foi une fraction pour un prix égal à sa valeur marchande.

1148. Le syndicat peut, lorsqu'un copropriétaire n'acquiesce pas sa quote-part des charges communes ou sa contribution au fonds de prévoyance, obtenir du tribunal une ordonnance le privant de l'exercice de son droit de vote.

1149. Lorsque le nombre de voix dont dispose un copropriétaire ou un promoteur est réduit en application de la présente section, le total des voix qui peuvent être exprimées pour prendre une décision est réduit d'autant.

1150. La cession des droits de vote d'un copropriétaire doit être notifiée par écrit au syndicat pour lui être opposable.

1151. Les décisions du syndicat sont prises à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés à l'assemblée, y compris celles visant à corriger une erreur d'écriture dans la déclaration de copropriété.

1152. Sont prises à la majorité des copropriétaires, représentant les trois quarts des voix de tous les copropriétaires, les décisions qui concernent:

1° Les actes d'acquisition ou d'aliénation immobilière par le syndicat;

2° Les travaux de transformation, d'agrandissement ou d'amélioration des parties communes, ainsi que la répartition du coût de ces travaux;

3° La modification de l'acte de copropriété ou de l'état descriptif des fractions.

1153. Sont prises à la majorité des copropriétaires, représentant 90 p. 100 des voix de tous les copropriétaires, les décisions:

- 1° Qui changent la destination de l'immeuble;
- 2° Qui autorisent l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au maintien de la destination de l'immeuble;
- 3° Qui autorisent la construction de bâtiments pour créer de nouvelles fractions;
- 4° Qui modifient la déclaration de copropriété pour permettre la détention d'une fraction par plusieurs personnes ayant un droit de jouissance périodique et successif.

1154. Les copropriétaires de parties exclusives contiguës peuvent modifier les limites de leur partie exclusive sans l'accord de l'assemblée, à condition d'obtenir le consentement de leur créancier hypothécaire ou privilégié et du syndicat, donné par le conseil d'administration. La modification ne peut diminuer la valeur relative de l'ensemble des parties exclusives modifiées ou l'ensemble de leurs droits de vote.

Le syndicat, par son conseil d'administration, modifie la déclaration de copropriété aux frais de ces copropriétaires; l'acte de modification doit être accompagné des consentements des créanciers, des copropriétaires et du syndicat.

1155. Est réputée non écrite toute stipulation de la déclaration de copropriété qui modifie le nombre de voix requis pour prendre une décision prévue par le présent chapitre.

1156. Est sans effet toute décision du syndicat qui, à l'encontre de la déclaration de copropriété, impose au copropriétaire une modification à la valeur relative de sa fraction, à la destination de sa partie exclusive ou à l'usage qu'il peut en faire.

1157. Tout copropriétaire peut demander au tribunal d'annuler une décision de l'assemblée si elle est partielle, si elle a été prise dans l'intention de nuire ou au mépris des droits des copropriétaires.

L'action doit, sous peine de déchéance, être intentée dans les trente jours de l'assemblée.

Le tribunal peut, si l'action est futile ou vexatoire, condamner le demandeur à des dommages-intérêts.

SECTION VIII

DU TRANSFERT DU CONTRÔLE
DU SYNDICAT

1158. Dans le délai de quatre-vingt-dix jours à compter de celui où le promoteur d'une copropriété ne détient plus la majorité des voix à l'assemblée des copropriétaires, le conseil d'administration doit convoquer une assemblée extraordinaire des copropriétaires pour l'élection d'un nouveau conseil d'administration.

Si l'assemblée n'est pas convoquée dans les quatre-vingt-dix jours, tout copropriétaire peut le faire.

1159. Le promoteur, lors de cette assemblée, rend compte de son administration.

Il produit des états financiers qui doivent être préparés par un comptable, membre de l'une des corporations professionnelles de comptables, et être accompagnés de commentaires, le cas échéant, sur la situation financière du syndicat. Le comptable doit, dans son rapport aux copropriétaires, indiquer toute irrégularité qu'il constate.

1160. Le comptable a accès à tout moment aux livres, comptes et pièces justificatives qui concernent la copropriété.

Il peut exiger du promoteur ou d'un administrateur les informations et explications qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

1161. Le nouveau conseil d'administration peut, dans les soixante jours de l'élection, mettre fin sans pénalité aux contrats conclus par le promoteur pour l'entretien ou d'autres services, si le syndicat en souffre préjudice.

SECTION IX

DE LA FIN DE LA COPROPRIÉTÉ

1162. Il peut être mis fin à la copropriété par décision des deux tiers des copropriétaires représentant 90 p. 100 des voix de tous les copropriétaires.

La décision de mettre fin à la copropriété doit être constatée dans un écrit signé par le syndicat et les personnes détenant des privilèges ou des hypothèques sur tout ou partie de l'immeuble, ainsi que par l'emphytéote ou le superficiaire, le cas échéant. Cet avis doit être enregistré par dépôt, inscrit à l'index des immeubles et déposé au registre des associations et entreprises.

1163. Le syndicat est liquidé suivant les règles applicables aux personnes morales.

Le liquidateur du syndicat est chargé de liquider la copropriété et, à cette fin, il est saisi, en outre des biens du syndicat, de l'immeuble et de tous les droits et obligations des copropriétaires dans l'immeuble.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

SECTION I

DE LA NATURE DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

1164. La propriété superficière est un droit réel immobilier qui permet à une personne, appelée superficière, d'être propriétaire de constructions, ouvrages ou plantations situés sur ou dans un immeuble appartenant à une autre personne, appelée tréfoncier.

Elle résulte de la division de l'objet du droit de propriété, de la cession du droit d'accession ou de la renonciation au bénéfice de l'accession.

1165. Pour être opposable aux tiers, le droit de propriété superficière doit être enregistré par dépôt.

1166. Le droit du propriétaire superficière à l'usage du tréfonds est réglé par la convention. À défaut, le tréfonds est grevé des servitudes nécessaires à l'exercice de ce droit; elles s'éteignent lorsqu'il prend fin.

1167. Le superficière et le tréfoncier supportent les charges grevant ce qui fait l'objet de leur droit de propriété respectif.

1168. La propriété superficière établie au moyen d'un bail à construction permet au locataire d'y élever, avec la permission du locateur, des constructions, ouvrages ou plantations et de s'en faire reconnaître la propriété.

Le superficière peut céder ou sous-louer les droits lui résultant du bail. Il peut aussi grever seul l'immeuble loué de servitudes utiles, même en faveur des tiers; elles s'éteignent lorsque le droit prend fin.

1169. La propriété superficière peut être perpétuelle; celle établie par bail à construction ne peut excéder cent ans même si le bail prévoit une durée plus longue.

Le bail ne peut être prolongé par tacite reconduction au-delà de ce terme.

SECTION II

DE LA FIN DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

1170. La propriété superficiare prend fin par l'expropriation totale du tréfonds et des constructions, ouvrages ou plantations qui y sont érigés.

La perte totale des constructions, ouvrages ou plantations ne met pas fin à la propriété superficiare.

1171. La propriété superficiare prend aussi fin:

1° Par la réunion des qualités de tréfoncier et de superficiare dans une même personne, sans préjudice toutefois des droits des tiers;

2° Par l'avènement d'une condition résolutoire;

3° Par l'arrivée du terme, le cas échéant.

1172. À l'expiration de la propriété superficiare, le tréfoncier acquiert la propriété des constructions, ouvrages ou plantations en payant la valeur au superficiare, si leur valeur est inférieure à celle du tréfonds.

Si la valeur est égale ou supérieure à celle du tréfonds, le superficiare a droit d'acquérir la propriété du tréfonds en payant la valeur au tréfoncier, à moins qu'il ne préfère, à ses frais, enlever les constructions, ouvrages et plantations qu'il a faits et remettre le tréfonds dans son état antérieur.

1173. À défaut par le superficiare d'exercer son droit d'acquérir la propriété du tréfonds, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de la propriété superficiare, le tréfoncier devient propriétaire par accession des constructions, ouvrages et plantations.

TITRE QUATRIÈME

DES DÉMEMBREMENTS DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

DISPOSITION GÉNÉRALE

1174. L'usufruit, l'usage, la servitude et l'emphytéose sont des démembrements du droit de propriété et constituent des droits réels.

Les parties peuvent constituer d'autres démembrements en partageant entre eux les attributs de la propriété.

CHAPITRE PREMIER

DE L'USUFRUIT

SECTION I

DE LA NATURE DE L'USUFRUIT

1175. L'usufruit est le droit d'user et de jouir, pendant un certain temps, d'un bien dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance et d'en respecter la destination.

1176. L'usufruit s'établit par contrat, par testament ou par la loi; il peut aussi être établi par jugement dans les cas prévus par la loi.

1177. L'usufruit peut être établi pour un seul ou plusieurs bénéficiaires, conjointement ou successivement.

Les bénéficiaires doivent exister lors de l'ouverture de l'usufruit.

1178. La durée de l'usufruit ne peut excéder cent ans, même si l'acte qui l'accorde prévoit une durée plus longue.

L'usufruit accordé sans terme est viager ou, dans le cas d'une personne morale, trentenaire.

SECTION II

DES DROITS DE L'USUFRUITIER

§ 1.—*De l'étendue de son droit*

1179. L'usufruitier a l'usage et la jouissance du bien sur lequel porte l'usufruit; il prend le bien dans l'état où il le trouve.

L'usufruit porte sur tous les accessoires, de même que sur tout ce qui s'unit ou s'incorpore naturellement à l'immeuble par voie d'accession.

1180. L'usufruitier peut exiger du nu-propriétaire la cessation de tout acte qui l'empêche d'exercer pleinement son droit.

L'aliénation de son droit par le nu-propriétaire n'affecte pas celui de l'usufruitier.

1181. L'usufruitier est propriétaire des fruits et revenus que produit le bien.

1182. L'usufruitier est propriétaire des biens compris dans l'usufruit dont on ne peut faire usage sans les consommer, à charge d'en rendre de semblables en pareille quantité et qualité à la fin de l'usufruit.

S'il ne peut en rendre de semblables, il doit en payer la valeur en numéraire.

1183. L'usufruitier peut disposer, comme un administrateur prudent et raisonnable, du bien qui, sans être consommable, se détériore rapidement par l'usage.

Il doit, en ce cas, rendre à la fin de l'usufruit la valeur de ce bien au moment où il en a disposé.

1184. L'usufruitier perçoit les fruits naturels attachés au bien au début de l'usufruit. Il n'a aucun droit sur ceux qui sont encore attachés au bien au moment de sa cessation.

Une indemnité est due par le nu-propriétaire ou par l'usufruitier, selon le cas, à celui qui a fait les travaux ou les dépenses nécessaires à la production de ces fruits.

1185. Les revenus se comptent, entre l'usufruitier et le nu-propriétaire, jour par jour. Ils appartiennent à l'usufruitier du jour où son droit commence jusqu'à celui où il prend fin, quel que soit le moment où ils sont exigibles ou versés, sauf les dividendes qui n'appartiennent à l'usufruitier que s'ils sont déclarés pendant l'usufruit.

1186. Les paiements exceptionnels qui peuvent dériver du bien sur lequel porte l'usufruit, telles les primes attribuées à l'occasion du rachat d'une valeur mobilière, sont versés à l'usufruitier, qui en doit compte au nu-propriétaire à la fin de l'usufruit.

1187. Si la créance sur laquelle porte l'usufruit vient à échéance au cours de l'usufruit, le prix en est payé à l'usufruitier, qui en donne quittance.

L'usufruitier en doit compte au nu-propriétaire à la fin de l'usufruit.

1188. Le droit d'augmenter le capital sujet à l'usufruit, comme celui de souscription préférentielle à des actions, appartient au nu-propriétaire, mais le droit de l'usufruitier s'étend à cette augmentation.

Si le nu-propriétaire choisit d'aliéner son droit, le produit de l'aliénation est remis à l'usufruitier qui en est comptable à la fin de l'usufruit.

1189. Entre eux, le droit de vote rattaché à une action ou à une autre valeur mobilière, à une part indivise, à une fraction de copropriété ou à tout autre bien appartient à l'usufruitier.

Toutefois, appartient au nu-propiétaire le vote qui a pour effet de modifier la substance du bien principal, comme le capital social ou le bien détenu en copropriété, ou de changer la destination de ce bien ou de mettre fin à la personne morale, au groupement ou à l'entreprise.

1190. L'usufruitier peut céder son droit ou louer un bien compris dans l'usufruit.

1191. Le créancier de l'usufruitier peut faire saisir et vendre les droits de celui-ci, sous réserve des droits du nu-propiétaire.

Le créancier du nu-propiétaire peut également faire saisir et vendre les droits de celui-ci, sous réserve des droits de l'usufruitier.

§ 2.—*Des impenses*

1192. Les impenses nécessaires faites par l'usufruitier sont traitées, par rapport au propriétaire, comme celles faites par un possesseur de bonne foi. Il en est de même des impenses utiles.

§ 3.—*Des arbres et des minéraux*

1193. L'usufruitier ne peut abattre les arbres qui croissent sur le fonds soumis à l'usufruit, sauf pour les réparations, l'entretien et l'exploitation du fonds. Il peut cependant disposer de ceux qui sont renversés ou qui meurent naturellement.

Il remplace ceux qui sont détruits en suivant l'usage des lieux ou la coutume des propriétaires. Il remplace aussi les arbres des vergers et érablières, à moins qu'en grande partie ils n'aient été détruits.

1194. L'usufruitier peut commencer une exploitation agricole ou sylvicole si le fonds soumis à l'usufruit s'y prête.

L'usufruitier qui commence une exploitation ou la continue doit veiller à ne pas épuiser le sol ni enrayé la reproduction de la forêt. Dans le cas d'une exploitation sylvicole, il doit en outre, avant le début de son exploitation, faire approuver le plan d'exploitation par le nu-propiétaire. À défaut d'obtenir cette approbation, l'usufruitier peut faire approuver le plan par le tribunal.

1195. L'usufruitier ne peut extraire les minéraux compris dans le fonds soumis à l'usufruit, sauf pour les réparations et l'entretien de ce fonds.

Si, toutefois, l'extraction de ces minéraux constituait, avant l'ouverture de l'usufruit, une source de revenus pour le propriétaire, l'usufruitier peut en continuer l'extraction de la même manière qu'elle a été commencée.

SECTION III

DES OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER

§ 1.—*De l'inventaire et des sûretés*

1196. Sauf si le constituant le fait lui-même ou l'en dispense, l'usufruitier fait dresser, comme s'il était administrateur du bien d'autrui, un inventaire des biens sujets à son droit. Il le fait à ses frais et en fournit copie au nu-propriétaire.

La dispense ne peut être accordée si l'usufruit est successif.

1197. L'usufruitier ne peut contraindre le constituant à lui livrer le bien tant qu'il n'a pas fait dresser l'inventaire des biens.

1198. Sauf le cas du vendeur ou du donateur sous réserve d'usufruit, l'usufruitier doit, dans les soixante jours de l'ouverture de l'usufruit, souscrire une assurance couvrant sa responsabilité ou fournir au nu-propriétaire une autre sûreté garantissant l'exécution de ses obligations. Il doit fournir une sûreté additionnelle si ses obligations viennent à augmenter pendant la durée de l'usufruit.

Il est dispensé de ces obligations s'il ne peut les exécuter ou si le constituant le prévoit.

1199. À défaut par l'usufruitier de fournir une sûreté dans le délai prévu, le nu-propriétaire peut obtenir la mise sous séquestre des biens.

Le séquestre place, comme un administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration, les sommes comprises dans l'usufruit et celles qui proviennent de la vente des objets de nature périssable. Il place de même les sommes provenant du paiement des créances soumises à l'usufruit.

1200. Le retard de l'usufruitier à dresser un inventaire des biens ou à fournir une sûreté le prive de son droit aux fruits et revenus à compter de l'ouverture de l'usufruit jusqu'à l'exécution de son obligation.

1201. L'usufruitier peut demander au tribunal que des meubles sous séquestre nécessaires à son usage lui soient laissés à la seule charge de les rendre à la fin de l'usufruit.

§ 2.—*Des assurances et des réparations*

1202. L'usufruitier est tenu d'assurer le bien contre les risques usuels, tels le vol et l'incendie, et de payer pendant la durée de l'usufruit les primes de cette assurance. Il est néanmoins dispensé de cette obligation si la prime d'assurance est trop élevée par rapport aux risques.

1203. En cas de perte, l'indemnité est payée à l'usufruitier qui en donne quittance à l'assureur.

L'usufruitier est tenu d'employer l'indemnité à la réparation du bien, sauf en cas de perte totale, où il peut jouir de l'indemnité.

1204. L'usufruitier ou le nu-propiétaire peuvent contracter, pour leur compte, une assurance garantissant leur droit.

L'indemnité leur appartient respectivement.

1205. L'entretien du bien est à la charge de l'usufruitier. Il n'est pas tenu de faire les réparations majeures, sauf si elles résultent de son fait, notamment du défaut d'effectuer les réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit.

1206. Les réparations majeures sont celles qui affectent une partie importante du bien et nécessitent une dépense exceptionnelle, comme celles relatives aux poutres et aux murs portants, au remplacement des couvertures, aux murs de soutènement, aux systèmes de chauffage, d'électricité, de plomberie ou d'électronique et, à l'égard d'un meuble, aux pièces motrices ou à l'enveloppe du bien.

1207. L'usufruitier doit aviser le nu-propiétaire de la nécessité de réparations majeures.

Le nu-propiétaire n'est pas tenu de les faire. S'il y procède, l'usufruitier supporte les inconvénients qui en résultent. Dans le cas contraire, l'usufruitier peut y procéder et s'en faire rembourser le coût à la fin de l'usufruit.

§ 3.—*Des autres charges*

1208. L'usufruitier est tenu, en proportion de la durée de l'usufruit, des charges ordinaires grevant le bien soumis à son droit et des autres charges normalement payées avec les revenus.

Il est pareillement tenu des charges extraordinaires, comme les impôts spéciaux, lorsqu'elles sont payables par versements périodiques échelonnés sur plusieurs années.

1209. L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu au paiement des dettes de la succession.

S'il est forcé, pour conserver l'objet de son droit, de payer une dette, il peut en exiger le remboursement du débiteur immédiatement ou l'exiger du nu-propiétaire à la fin de l'usufruit.

1210. L'usufruitier à titre universel et le nu-propiétaire sont tenus au paiement des dettes de la succession en proportion de leur part dans la succession.

Le nu-propiétaire est tenu du capital et l'usufruitier des intérêts.

1211. L'usufruitier à titre universel peut payer les dettes de la succession; le nu-propiétaire lui en doit compte à la fin de l'usufruit.

Si l'usufruitier choisit de ne pas les payer, le nu-propiétaire peut faire vendre, jusqu'à concurrence du montant des dettes, les biens soumis à l'usufruit ou les payer lui-même; en ce cas, l'usufruitier lui verse, pendant la durée de l'usufruit, des intérêts sur la somme payée.

1212. L'usufruitier est tenu, le cas échéant, des dépens de toute demande en justice se rapportant à son droit d'usufruit.

Si l'action concerne à la fois les droits du nu-propiétaire et ceux de l'usufruitier, les règles relatives au paiement des dettes de la succession entre l'usufruitier à titre universel et le nu-propiétaire s'appliquent à moins que le jugement ne mette fin à l'usufruit. En ce cas, les frais sont partagés également entre l'usufruitier et le nu-propiétaire.

1213. L'usufruitier doit prévenir le nu-propiétaire de toute usurpation commise par un tiers sur le bien ou de toute autre atteinte aux droits du nu-propiétaire, faute de quoi il est responsable de tous les dommages qui peuvent en résulter, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

1214. Ni le nu-propiétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de remplacer ce qui est tombé de vétusté.

L'usufruitier dispensé d'assurer le bien n'est pas tenu de remplacer ou de payer la valeur du bien qui périt par cas fortuit.

1215. Si l'usufruit porte sur un troupeau qui périt entièrement par cas fortuit, l'usufruitier dispensé d'assurer le bien est tenu de rendre compte au nu-propiétaire des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, à concurrence du croît, les animaux qui ont péri.

SECTION IV

DE LA FIN DE L'USUFRUIT

1216. L'usufruit prend fin:

- 1° Par l'arrivée du terme;
- 2° Par le décès de l'usufruitier ou par la dissolution de la personne morale;
- 3° Par la réunion des qualités d'usufruitier et de nu-propiétaire dans la même personne, sans préjudice du droit des tiers;
- 4° Par la déchéance du droit, son abandon ou sa conversion en rente;
- 5° Par le non-usage pendant trente ans.

1217. L'usufruit prend fin également par la perte totale du bien sur lequel il est établi, sauf si le bien est assuré.

En cas de destruction partielle du bien, l'usufruit subsiste sur le reste.

1218. L'usufruit ne prend pas fin par l'expropriation du bien sur lequel il est établi. L'indemnité est remise à l'usufruitier à charge d'en rendre compte à la fin de l'usufruit.

1219. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge déterminé dure jusqu'à cette date, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

1220. L'usufruit créé au bénéfice de plusieurs usufruitiers successivement prend fin avec le décès du dernier usufruitier survivant ou avec la dissolution de la dernière personne morale.

S'il est conjoint, l'extinction de l'usufruit à l'égard de l'un des usufruitiers profite au nu-propiétaire.

1221. À la fin de l'usufruit, l'usufruitier rend au nu-propiétaire, dans l'état où il se trouve, le bien sur lequel porte son usufruit.

Il répond de la perte ou de la détérioration survenue par sa faute ou ne résultant pas de l'usage normal du bien.

1222. L'usufruitier qui abuse de sa jouissance, qui commet des dégradations sur le bien ou le laisse dépérir ou qui, de toute autre façon,

met en danger les droits du nu-propiétaire, peut être déclaré déchu de son droit.

Le tribunal peut, suivant la gravité des circonstances, prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, avec indemnité payable immédiatement ou par versements au nu-propiétaire ou sans indemnité. Il peut aussi prononcer la déchéance des droits de l'usufruitier en faveur d'un usufruitier conjoint ou successif, ou encore imposer des conditions pour la continuation de l'usufruit.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir à la demande pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises et des garanties pour l'avenir.

1223. Un usufruitier peut abandonner tout ou partie de son droit.

En cas d'abandon partiel, le tribunal, à défaut d'entente, fixe les nouvelles obligations de l'usufruitier en tenant compte notamment de l'étendue du droit, de sa durée ainsi que des fruits et revenus qui en sont tirés.

1224. L'abandon total est opposable au nu-propiétaire à compter du jour de sa signification; l'abandon partiel est opposable à compter de la demande en justice ou de l'entente entre les parties.

1225. L'usufruitier qui éprouve des difficultés sérieuses à remplir ses obligations a droit d'exiger du nu-propiétaire ou de l'usufruitier conjoint ou successif la conversion de son droit en rente.

À défaut d'entente, le tribunal, s'il constate le droit de l'usufruitier, fixe la rente en tenant compte notamment, de l'étendue du droit, de sa durée ainsi que des fruits et revenus qui en sont tirés.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'USAGE

1226. L'usage est le droit de se servir temporairement du bien d'autrui et d'en percevoir les fruits et les revenus, mais jusqu'à concurrence des besoins de l'usager et, le cas échéant, des personnes qui habitent avec lui ou sont à sa charge.

1227. Le droit d'usage est incessible et insaisissable, à moins que la convention des parties ne prévoie le contraire ou que le tribunal ne l'autorise dans l'intérêt de l'usager après avoir constaté que le propriétaire ne subit aucun préjudice.

1228. L'usager dont le droit porte sur une partie seulement d'un immeuble peut utiliser les installations destinées à l'usage commun.

1229. L'usager qui retire tous les fruits et revenus du bien ou qui occupe la totalité de l'immeuble est tenu pour le tout aux frais de production, aux réparations d'entretien et au paiement des charges, de la même manière que l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits et revenus ou s'il n'occupe qu'une partie de l'immeuble, il contribue en proportion de ce dont il fait usage.

1230. Les dispositions relatives à l'usufruit sont, pour le surplus, applicables au droit d'usage, compte tenu des adaptations nécessaires.

CHAPITRE TROISIÈME

DES SERVITUDES

SECTION I

DE LA NATURE DES SERVITUDES

1231. La servitude est une charge imposée sur un immeuble, appelé le fonds servant, en faveur d'un autre immeuble, appelé le fonds dominant, et qui appartient à un propriétaire différent.

Cette charge oblige le propriétaire du fonds servant à supporter, de la part du propriétaire du fonds dominant, certains actes d'usage ou à s'abstenir lui-même d'exercer certains droits inhérents à la propriété.

La servitude s'étend à tout ce qui est nécessaire à son exercice.

1232. Les servitudes sont continues ou discontinues.

La servitude continue est celle dont l'exercice ne requiert pas le fait actuel de son titulaire, comme la servitude de vue ou de non-construction.

La servitude discontinue est celle dont l'exercice requiert le fait actuel de son titulaire, comme la servitude de passage à pied ou en voiture.

1233. Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

La servitude est apparente lorsqu'elle se manifeste par un signe extérieur; autrement elle est non apparente.

1234. La servitude s'établit par contrat, par testament, par destination du propriétaire ou par l'effet de la loi.

La servitude continue et apparente peut aussi s'établir par prescription acquisitive mais, en aucun cas, la servitude discontinuée ou non apparente ne peut s'acquérir sans titre.

1235. La servitude n'est pas affectée par les mutations de propriété des fonds servant ou dominant.

Elle suit ces immeubles en quelques mains qu'ils passent, sous réserve des dispositions relatives à l'enregistrement des droits réels.

1236. La servitude par destination du propriétaire est constatée au moyen d'un écrit donné par le propriétaire du fonds qui, prévoyant son morcellement éventuel, établit immédiatement les charges qui seront imposées sur une partie du fonds en faveur d'autres parties.

Elle peut aussi être constatée par un écrit du propriétaire du fonds servant qui établit que les deux fonds actuellement divisés ont antérieurement appartenu à un même propriétaire et que celui-ci a établi ou maintenu entre ces deux fonds l'arrangement matériel constituant la servitude.

SECTION II

DE L'EXERCICE DE LA SERVITUDE

1237. Le propriétaire du fonds dominant peut, à ses frais, prendre les mesures ou faire tous les ouvrages nécessaires pour user de la servitude et pour la conserver, sauf stipulation contraire de l'acte constitutif de la servitude.

À la fin de la servitude, il doit, à la demande du propriétaire du fonds servant, remettre les lieux dans leur état antérieur.

1238. Le propriétaire du fonds servant, chargé par le titre de faire les ouvrages nécessaires pour l'usage et la conservation de la servitude, peut s'affranchir de cette charge en abandonnant au propriétaire du fonds dominant soit la totalité du fonds servant, soit une portion du fonds suffisante pour l'exercice de la servitude.

1239. Le propriétaire du fonds dominant ne peut faire de changements qui aggravent la situation du fonds servant.

Le propriétaire du fonds servant ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de la servitude ou à le rendre moins commode.

Toutefois, s'il a un intérêt pour le faire, il peut déplacer, à ses frais, l'assiette de la servitude dans un autre endroit où son exercice est aussi commode pour le propriétaire du fonds dominant.

1240. Si le fonds dominant vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, mais la condition du fonds servant ne doit pas en être aggravée.

Ainsi, dans le cas d'un droit de passage, tous les propriétaires des lots provenant de la division du fonds dominant doivent l'exercer par le même endroit.

1241. Si le fonds servant vient à être divisé, cette division n'affecte pas les droits du propriétaire du fonds dominant.

1242. Sauf en cas d'enclave, la servitude peut être rachetée lorsque son utilité pour le fonds dominant est hors de proportion avec la gêne ou la dépréciation qu'elle entraîne pour le fonds servant.

À défaut d'entente, le tribunal, s'il accorde le droit au rachat, fixe le prix en tenant compte notamment de l'ancienneté de la servitude et du changement de valeur que la servitude entraîne tant au profit du fonds servant qu'au détriment du fonds dominant.

1243. Les parties peuvent, par écrit, exclure la faculté de racheter une servitude pour une période n'excédant pas trente ans.

SECTION III

DE LA FIN DES SERVITUDES

1244. La servitude prend fin:

- 1° Par la réunion dans une même personne de la qualité de propriétaire des fonds servant et dominant;
- 2° Par la renonciation expresse du propriétaire du fonds dominant;
- 3° Par l'arrivée du terme pour lequel elle a été constituée;
- 4° Par le rachat;
- 5° Par le non-usage pendant trente ans.

1245. La prescription commence à courir, pour les servitudes discontinues, du jour où le propriétaire du fonds dominant cesse d'exercer la servitude et, pour les servitudes continues, du jour où il est fait un acte contraire à leur exercice.

1246. Le mode d'exercice de la servitude se prescrit comme la servitude elle-même et de la même manière.

1247. La prescription court même lorsque le fonds dominant ou le fonds servant subit un changement de nature à rendre impossible l'exercice de la servitude.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE L'EMPHYTÉOSE

SECTION I

DE LA NATURE DE L'EMPHYTÉOSE

1248. L'emphytéose est un droit résultant d'un contrat par lequel une personne acquiert, pendant un certain temps, toute l'utilité d'un immeuble appartenant à autrui, à condition de ne pas en compromettre l'existence et à charge d'y faire des constructions, ouvrages ou plantations qui augmentent sa valeur ou qui le mettent en valeur.

1249. L'emphytéose doit avoir une durée prévue au contrat d'au moins dix ans et d'au plus cent ans. Si elle excède cent ans, elle est réduite à cette durée.

1250. L'emphytéose établie sur un immeuble qui fait l'objet d'une déclaration de copropriété peut, quel que soit son terme, être renouvelée sans que l'emphytéote ne soit obligé d'y faire des constructions, ouvrages ou plantations qui mettent l'immeuble en valeur ou augmentent celle-ci.

1251. Le créancier de l'emphytéote peut faire saisir et vendre les droits de celui-ci, sous réserve des droits du propriétaire de l'immeuble.

Le créancier du propriétaire peut également faire saisir et vendre les droits de celui-ci, sous réserve des droits de l'emphytéote.

SECTION II

DES DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EMPHYTÉOTE ET DU PROPRIÉTAIRE

1252. L'emphytéote exerce à l'égard de l'immeuble tous les droits du propriétaire, sauf les limitations contenues dans ce chapitre ou dans le contrat d'emphytéose.

Le contrat peut limiter les droits des parties, entre autres pour accorder au propriétaire des droits ou des garanties qui protègent la

valeur du bien, assurent sa conservation, son rendement ou son utilité ou qui autrement préservent les droits du propriétaire ou de l'emphytéote ou règlent l'exécution du contrat.

1253. L'emphytéote fait dresser à ses frais, en y appelant le propriétaire, un état des immeubles sujets à son droit, à moins que le propriétaire ne l'en ait dispensé.

1254. La perte partielle de l'immeuble est à la charge de l'emphytéote; il ne peut en ce cas demander la remise ou la diminution du prix stipulé au contrat, le cas échéant.

1255. L'emphytéote est tenu aux réparations, même majeures, qui se rapportent à l'immeuble ou aux constructions, ouvrages ou plantations qu'il a faits en exécution de son obligation.

1256. Si l'emphytéote commet des dégradations sur l'immeuble ou le laisse dépérir ou, de toute autre façon, met en danger les droits du propriétaire, il peut être déchu de son droit.

Le tribunal peut, suivant la gravité des circonstances, résilier le contrat, avec indemnité payable immédiatement ou par versements au propriétaire ou sans indemnité, ou encore obliger l'emphytéote à fournir d'autres sûretés ou lui imposer toutes autres obligations ou conditions additionnelles.

Les créanciers de l'emphytéote peuvent intervenir à la demande pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations et des garanties pour l'avenir.

1257. L'emphytéote est tenu d'acquitter les charges foncières dont l'immeuble est grevé.

1258. Le propriétaire est tenu, à l'égard de l'emphytéote, des mêmes obligations que le vendeur.

1259. Si un prix, payable globalement ou par versements, est prévu au contrat et que l'emphytéote laisse s'écouler trois années sans le payer, le propriétaire a droit, après un avis d'au moins quatre-vingt-dix jours, à la résiliation du contrat.

SECTION III

DE LA FIN DE L'EMPHYTÉOSE

1260. L'emphytéose prend fin:

1° Par l'expiration du temps prévu au contrat;

- 2° Par la perte ou l'expropriation totale de l'immeuble;
- 3° Par la résiliation du contrat;
- 4° Par la réunion des qualités de propriétaire et d'emphytéote dans une même personne, sans préjudice du droit des tiers;
- 5° Par le non-usage pendant trente ans.

1261. À la fin de l'emphytéose, le propriétaire reprend l'immeuble libre de tous droits et charges consentis par l'emphytéote, sauf si la fin de l'emphytéose résulte de la résiliation à l'amiable du contrat.

1262. À la fin de l'emphytéose, l'emphytéote doit remettre en bon état l'immeuble avec les constructions, ouvrages ou plantations prévus au contrat, à moins qu'ils n'aient péri par cas fortuit.

Ceux qu'il a faits sans y être tenu sont traités comme les impenses faites par un possesseur de mauvaise foi.

1263. Sauf renonciation de l'emphytéote à son droit, l'emphytéose peut aussi prendre fin par l'abandon, qui ne peut avoir lieu que si l'emphytéote a satisfait pour le passé à toutes ses obligations et laisse l'immeuble libre de toutes charges.

TITRE CINQUIÈME

DES RESTRICTIONS À LA LIBRE DISPOSITION DE CERTAINS BIENS

CHAPITRE PREMIER

DES STIPULATIONS D'INALIÉNABILITÉ

1264. Tout acte à titre gratuit peut restreindre l'exercice du droit de disposer d'un bien. La stipulation est faite par écrit, à l'occasion du transfert du bien à une personne qui devient soit propriétaire de ce bien, soit titulaire d'un démembrement du droit de propriété sur celui-ci, ou à l'occasion du transfert du bien à une fiducie.

La stipulation d'inaliénabilité n'est valide que si elle est temporaire et justifiée par un intérêt sérieux et légitime. Néanmoins, dans le cas d'une substitution ou d'une fiducie, elle peut valoir pour leur durée.

1265. Celui dont le bien est inaliénable peut être autorisé par le tribunal à disposer du bien si l'intérêt qui avait justifié la stipulation d'inaliénabilité a disparu ou s'il advient qu'un intérêt plus important l'exige.

1266. La stipulation d'inaliénabilité qui affecte un immeuble n'est opposable aux tiers que si l'acte qui la contient est enregistré par dépôt et un avis transmis au régistrateur pour qu'il en fasse mention à l'index des immeubles. Celle qui affecte un meuble n'est opposable aux tiers que s'ils en connaissent l'existence.

1267. La stipulation d'inaliénabilité d'un bien entraîne son insaisissabilité à raison de toute dette contractée avant ou pendant la période d'inaliénabilité par la personne qui reçoit le bien.

1268. La clause tendant à empêcher celui dont le bien est inaliénable de contester la validité de la stipulation d'inaliénabilité ou de demander l'autorisation de l'aliéner est réputée non écrite.

Il en est de même de la clause pénale au même effet.

1269. La nullité de l'aliénation faite malgré une stipulation d'inaliénabilité et sans autorisation du tribunal ne peut être invoquée que par celui qui a stipulé l'inaliénabilité et ses ayants droit ou par celui au bénéfice duquel elle a été stipulée.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA SUBSTITUTION

SECTION I

DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DE LA SUBSTITUTION

1270. Il y a substitution lorsqu'une personne reçoit des biens par libéralité, avec l'obligation de les rendre après un certain temps à un tiers.

La substitution s'établit par donation ou par testament; elle doit être constatée dans un écrit et enregistrée par dépôt.

1271. La personne qui a l'obligation de rendre se nomme le grevé; celle qui a droit de recueillir postérieurement se nomme l'appelé.

L'appelé qui recueille avec l'obligation de rendre devient à son tour grevé par rapport à l'appelé subséquent.

1272. La défense de tester des biens, faite au donataire ou légataire sans autre indication, emporte substitution en faveur de ses héritiers ab intestat quant aux biens donnés ou légués qui restent à son décès.

1273. Aucune substitution ne peut s'étendre à plus de deux ordres successifs de personnes, outre celui du grevé initial; autrement, elle est sans effet pour les ordres subséquents.

Les transmissions qui ont lieu entre cogrevés au décès de l'un d'eux, lorsqu'il est stipulé que sa part passe aux grevés survivants, ne sont pas considérées comme étant faites à un ordre subséquent.

1274. Compte tenu des adaptations nécessaires, les règles des successions, notamment celles relatives au droit d'opter ou aux dispositions testamentaires, s'appliquent à la substitution au moment de l'ouverture et après qu'elle a eu lieu, qu'elle soit établie par donation ou par testament.

SECTION II

DE LA SUBSTITUTION AVANT L'OUVERTURE

§ 1.—*Des droits et obligations du grevé*

1275. Avant l'ouverture, le grevé est propriétaire des biens substitués; ces biens forment, au sein de son patrimoine personnel, un patrimoine distinct destiné à l'appelé.

1276. Le grevé doit, de la même manière qu'un administrateur du bien d'autrui, faire dresser à ses frais, dans les deux mois de la donation ou de l'acceptation du legs et en y convoquant l'appelé, un inventaire des biens.

1277. Dans l'exercice de ses droits et dans l'exécution de ses obligations, le grevé doit agir avec prudence et diligence eu égard aux droits de l'appelé.

1278. Le grevé doit faire les actes nécessaires à l'entretien et à la conservation des biens.

Il paie les charges et dettes qui deviennent exigibles avant l'ouverture, quelle que soit leur nature; il perçoit les créances, en donne quittance et exerce en justice les actions qui s'y rapportent.

1279. Le grevé doit assurer les biens contre les risques usuels, tels le vol et l'incendie. Il est néanmoins dispensé de cette obligation si la prime d'assurance est trop élevée par rapport aux risques.

L'indemnité d'assurance devient un bien substitué.

1280. Le grevé est soumis aux règles de l'usufruit quant à son droit de commencer ou de continuer sur un fonds substitué une exploitation agricole, sylvicole ou minière.

1281. Le grevé peut aliéner à titre onéreux les biens substitués ou les louer. Il peut aussi les grever d'une sûreté si cela s'impose pour

l'entretien et la conservation du bien ou pour faire un placement au nom de la substitution.

Les droits de l'acquéreur, du créancier ou du locataire ne sont pas affectés par les droits de l'appelé à l'ouverture de la substitution.

1282. Le grevé est tenu de faire remploi, au nom de la substitution, du prix de toute aliénation de biens substitués et des capitaux qui lui sont payés avant l'ouverture ou qu'il a reçus du disposant, conformément aux dispositions relatives aux placements présumés sûrs.

1283. Le grevé doit, à chaque anniversaire de la date de l'inventaire des biens, informer l'appelé de toute modification qu'il a subie; il doit l'informer aussi du remploi qu'il a fait du prix des biens aliénés.

1284. Le grevé peut, si l'acte constitutif de la substitution le prévoit, disposer gratuitement des biens substitués ou ne pas faire remploi du prix de leur aliénation; il ne peut en tester sans que l'acte le permette expressément.

La substitution n'a alors d'effet qu'à l'égard des biens dont le grevé n'a pas disposé.

1285. Les créanciers qui détiennent une sûreté sur les biens substitués peuvent les faire saisir et vendre en justice.

Les autres créanciers peuvent aussi le faire après discussion du patrimoine personnel du grevé. L'appelé peut faire opposition à la saisie et demander que la saisie et la vente soient limitées aux droits conférés au grevé par la substitution. A défaut d'opposition, la vente est valide; l'adjudicataire a un titre définitif et le recours de l'appelé ne peut être exercé que contre le grevé.

1286. Le grevé peut, avant l'ouverture, renoncer à ses droits au profit de l'appelé et lui rendre par anticipation les biens substitués.

Cette renonciation ne peut nuire aux droits de ses créanciers non plus qu'aux droits de l'appelé éventuel.

§ 2.—*Des droits de l'appelé*

1287. Avant l'ouverture, l'appelé a un droit éventuel aux biens substitués; il peut en disposer ou y renoncer et faire tous les actes conservatoires utiles à la protection de son droit.

1288. L'appelé peut, si le grevé refuse ou néglige de faire dresser l'inventaire des biens dans le délai requis, y procéder aux frais du grevé. Il convoque alors le grevé et les autres intéressés.

1289. Le grevé doit, si le tribunal l'ordonne à la demande de l'appelé ou d'un intéressé qui établit la nécessité d'une telle mesure, souscrire une assurance couvrant sa responsabilité ou fournir une autre sûreté garantissant ses obligations.

Il doit, de même, fournir une sûreté additionnelle si ses obligations viennent à augmenter avant l'ouverture.

1290. Si le grevé n'exécute pas ses obligations ou agit de façon à mettre en péril les droits de l'appelé, le tribunal peut, suivant la gravité des circonstances, priver le grevé des revenus, l'obliger à rétablir le capital, prononcer la déchéance de ses droits en faveur de l'appelé ou nommer un séquestre choisi de préférence parmi les appelés.

1291. Les droits de l'appelé qui n'est pas conçu sont exercés par la personne désignée par le disposant pour agir comme curateur à la substitution et qui accepte cette charge ou, à défaut, par celle que nomme le tribunal, à la demande du grevé ou de tout intéressé.

Le curateur public peut être désigné pour agir.

SECTION III

DE L'OUVERTURE DE LA SUBSTITUTION

1292. A moins qu'une époque antérieure n'ait été fixée par le disposant, l'ouverture de la substitution a lieu au décès du grevé.

Si le grevé est une personne morale, l'ouverture de la substitution ne peut avoir lieu plus de trente ans après la donation ou l'ouverture de la succession ou du jour où son droit s'est ouvert.

1293. Lorsqu'il est stipulé que la part d'un grevé passe, à son décès, aux grevés du même ordre qui lui survivent, l'ouverture de la substitution n'a lieu qu'au décès du dernier grevé.

Toutefois, l'ouverture ainsi différée ne peut nuire aux droits de l'appelé qui aurait reçu au décès d'un grevé, en l'absence d'une telle stipulation; le droit de recevoir lui est acquis, mais il ne peut être exercé avant l'ouverture.

1294. L'appelé doit avoir les qualités requises pour recevoir par donation ou par testament à l'ouverture de la substitution.

S'il y a plusieurs appelés du même ordre, il suffit que l'un d'eux ait les qualités requises pour recevoir à l'ouverture de son droit pour que soit préservé le droit de tous les autres appelés à recevoir, s'ils acceptent la substitution par la suite.

SECTION IV

DE LA SUBSTITUTION APRÈS L'OUVERTURE

1295. L'appelé, s'il accepte la substitution, reçoit les biens directement du disposant. Il est, par l'ouverture, saisi de la propriété des biens.

1296. Le grevé doit, à l'ouverture, rendre compte à l'appelé et lui remettre les biens substitués.

Si le bien substitué ne se trouve plus en nature, il rend ce qui a été acquis en remploi ou, à défaut, le montant équivalent à la valeur du bien au temps de l'aliénation.

1297. Le grevé rend les biens substitués dans l'état où ils se trouvent lors de l'ouverture.

Il répond de leur perte ou de leur détérioration survenue par sa faute ou ne résultant pas de l'usage normal.

1298. Lorsque la substitution ne porte que sur le résidu des biens donnés ou légués, le grevé ne rend que les biens qui restent, ainsi que le solde dû de ceux qui ont été aliénés.

1299. Le grevé a droit d'être remboursé, avec les intérêts courus depuis l'ouverture, des dettes en capital qu'il a payées sans en avoir été chargé et des dépenses généralement débitées au capital qu'il a faites en raison de la substitution.

Il a aussi droit d'être remboursé, en proportion de la durée de son droit, des dépenses généralement débitées au revenu et dont l'objet excède cette durée.

1300. Le grevé a droit d'être remboursé des impenses utiles qu'il a faites, suivant les règles applicables au possesseur de bonne foi.

1301. L'ouverture de la substitution fait revivre les créances et les dettes qui existaient entre le grevé et le disposant; elle met fin à la confusion dans la personne du grevé des qualités de créancier et le débiteur, sauf pour les intérêts courus jusqu'à l'ouverture.

1302. Le grevé peut retenir les biens substitués jusqu'au paiement de ce qui lui est dû.

1303. Les héritiers du grevé sont tenus d'exécuter les obligations que les dispositions de la présente section imposent au grevé et d'exercer les droits qu'elles lui confèrent.

Ils sont tenus de continuer ce qui est la suite nécessaire des actes du grevé ou ce qui ne peut être différé sans risque de perte.

SECTION V

DE LA CADUCITÉ ET DE LA RÉVOCATION DE LA SUBSTITUTION

1304. La caducité d'une substitution testamentaire à l'égard d'un grevé se produit sans qu'il y ait lieu à représentation; elle profite à ses cogrevés ou, à défaut, à l'appelé.

La caducité à l'égard d'un appelé profite à ses coappelés, s'il en est; sinon, elle profite au grevé.

1305. Le donateur peut révoquer la substitution quant à l'appelé, jusqu'à l'ouverture, tant qu'il n'y a pas eu acceptation par l'appelé ou pour lui. Cependant, à l'égard du donateur, l'appelé est réputé avoir accepté lorsqu'il est l'enfant du grevé ou lorsque l'un des coappelés a accepté la substitution.

1306. La révocation de la substitution quant au grevé profite au cogrevé s'il en est, sinon à l'appelé. La révocation quant à l'appelé profite au coappelé s'il en est, sinon au grevé.

1307. Le disposant peut se réserver la faculté de déterminer la part des appelés ou conférer cette faculté au grevé.

L'exercice de cette faculté par le donateur ne constitue pas une révocation de la substitution, même si cela a pour effet d'exclure complètement un appelé du bénéfice de la substitution.

TITRE SIXIÈME

DE CERTAINS PATRIMOINES D'AFFECTATION

CHAPITRE PREMIER

DE LA FONDATION

1308. La fondation résulte d'un acte par lequel une personne affecte, d'une façon irrévocable, tout ou partie de ses biens à la réalisation durable d'une fin d'utilité sociale.

La fondation ne peut avoir pour objet essentiel la réalisation d'un bénéfice ni l'exploitation d'une entreprise.

1309. Les biens de la fondation constituent soit un patrimoine autonome et distinct de celui du disposant et de toute autre personne, soit le patrimoine d'une personne morale.

Dans le premier cas, la fondation est régie par les dispositions du présent titre relatives à la fiducie d'utilité sociale, sous réserve des dispositions de la loi; dans le second cas, elle est régie par les lois applicables aux personnes morales de son espèce.

1310. La fondation créée par fiducie est établie par donation ou par testament suivant les règles gouvernant ces actes.

1311. Sauf stipulation contraire de l'acte constitutif de la fondation, les biens qui forment le patrimoine initial de la fondation créée par fiducie ou les biens qui leur sont subrogés ou adjoints doivent être conservés et permettre d'atteindre la fin poursuivie soit par la distribution des seuls revenus qui en proviennent, soit par un usage qui ne modifie pas sensiblement la consistance du patrimoine.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA FIDUCIE

SECTION I

DE LA NATURE DE LA FIDUCIE

1312. La fiducie résulte d'un acte par lequel une personne, appelée le constituant, transfère de son patrimoine à un autre patrimoine qu'il constitue des biens qu'il affecte à une fin particulière et qu'un fiduciaire s'oblige, par le fait de son acceptation, à détenir et à administrer.

1313. Le patrimoine fiduciaire, formé des biens transférés en fiducie, constitue un patrimoine d'affectation autonome et distinct de celui du constituant, du fiduciaire ou du bénéficiaire, sur lequel aucun d'entre eux n'a de droit réel.

1314. La fiducie est établie par contrat, à titre onéreux ou gratuit, par testament ou, dans certains cas, par la loi.

1315. La fiducie est constituée dès l'acceptation du fiduciaire ou, s'ils sont plusieurs, de l'un d'eux.

Lorsque la fiducie est établie par testament, les effets de l'acceptation rétroagissent au jour du décès.

1316. L'acceptation de la fiducie dessaisit le constituant des biens, charge le fiduciaire de veiller à leur affectation et à l'administration du patrimoine fiduciaire et suffit pour rendre certain le droit du bénéficiaire.

SECTION II

DES DIVERSES ESPÈCES DE FIDUCIE ET DE LEUR DURÉE

1317. Les fiducies sont constituées pour des fins personnelles, d'utilité privée ou sociale.

1318. La fiducie personnelle est constituée à titre gratuit dans le but de procurer un avantage à une personne déterminée ou qui peut l'être.

1319. La fiducie d'utilité privée est celle qui a pour objet l'érection, l'entretien ou la conservation d'une chose corporelle ou l'utilisation d'un bien affecté à un usage déterminé soit à l'avantage indirect d'une personne ou à sa mémoire, soit pour l'accomplissement d'un autre but de nature privée.

1320. Est aussi d'utilité privée la fiducie constituée à titre onéreux dans le but notamment de permettre la réalisation d'un profit au moyen de placements ou d'investissements, de pourvoir à une retraite ou de procurer un autre avantage au constituant ou aux personnes qu'il désigne, aux membres d'une société ou d'une association, à des employés ou à des porteurs de titre.

1321. La fiducie d'utilité sociale est celle qui est constituée pour l'accomplissement d'une fin d'intérêt public ou général, notamment à caractère culturel, éducatif, philanthropique, religieux ou scientifique.

Elle n'a pas pour objet essentiel de réaliser un bénéfice ni d'exploiter une entreprise.

1322. La fiducie personnelle constituée au bénéfice de plusieurs personnes successivement ne peut comprendre plus de deux ordres de bénéficiaires des fruits et revenus, outre celui du bénéficiaire du capital; elle est sans effet à l'égard des ordres subséquents qui y seraient visés.

Les transmissions entre les cobénéficiaires des fruits et revenus d'un même ordre ont lieu de la même façon qu'entre cogrevés du même ordre en matière de substitution.

1323. Le droit du bénéficiaire du premier ordre s'ouvre au plus tard à l'expiration des cent ans qui suivent la constitution de la fiducie, même si un terme plus long a été stipulé. Celui des bénéficiaires des ordres subséquents peut s'ouvrir postérieurement, mais au profit des seuls bénéficiaires qui ont la qualité requise pour recevoir à l'expiration des cent ans qui suivent la constitution de la fiducie.

Les personnes morales ne peuvent jamais être bénéficiaires pour une période excédant cent ans, même si un terme plus long a été stipulé.

1324. La fiducie d'utilité privée ou sociale peut être perpétuelle.

SECTION III

DE L'ADMINISTRATION DE LA FIDUCIE

§ 1.—*De la désignation et de la charge du fiduciaire*

1325. Le majeur capable de l'exercice des droits civils peut être fiduciaire, de même que la personne morale autorisée par la loi.

1326. Le constituant ou le bénéficiaire peut être fiduciaire, mais il doit agir conjointement avec un fiduciaire qui n'est ni constituant, ni bénéficiaire.

1327. Le constituant peut désigner un ou plusieurs fiduciaires ou pourvoir au mode de leur désignation ou de leur remplacement.

1328. Le tribunal peut, à la demande d'un intéressé et après avis donné aux personnes qu'il indique, désigner un fiduciaire lorsque le constituant, ayant manifesté son intention de le faire, a cependant omis de le désigner ou qu'il est impossible de pourvoir à la désignation ou au remplacement d'un fiduciaire.

Il peut, de même, désigner un ou plusieurs fiduciaires additionnels lorsque les conditions de l'administration l'exigent.

1329. Le fiduciaire a la maîtrise et l'administration exclusive du patrimoine fiduciaire; il exerce tous les droits du patrimoine et peut prendre toute mesure propre à en assurer l'affectation.

Il agit à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration.

§ 2.—*Du bénéficiaire et de ses droits*

1330. Le bénéficiaire d'une fiducie constituée à titre gratuit doit avoir les qualités requises pour recevoir par donation ou par testament à l'ouverture de son droit.

S'il y a plusieurs bénéficiaires du même ordre, il suffit que l'un d'eux ait les qualités requises pour recevoir à l'ouverture du droit pour préserver le droit des autres bénéficiaires, s'ils s'en prévalent.

1331. Le bénéficiaire d'une fiducie doit, pour recevoir, remplir les conditions requises par l'acte constitutif.

1332. Le constituant peut se réserver le droit de recevoir les fruits et revenus ou éventuellement le capital d'une fiducie, même constituée à titre gratuit, ou de participer aux avantages qu'elle procure.

1333. Le constituant peut se réserver ou conférer au fiduciaire ou à un tiers la faculté d'élire les bénéficiaires ou de déterminer leur part.

En cas de fiducie d'utilité sociale, la faculté du fiduciaire d'élire les bénéficiaires et de déterminer leur part se présume. En cas de fiducie personnelle ou d'utilité privée, la faculté d'élire ne peut être exercée par le fiduciaire ou le tiers que si la catégorie de personnes parmi lesquelles ils doivent choisir le bénéficiaire est suffisamment déterminée à l'acte constitutif.

1334. La faculté d'élire les bénéficiaires ou de déterminer leur part relève de la discrétion de celui qui l'exerce; ce dernier peut modifier ou révoquer sa décision pour les besoins de l'accomplissement de la fiducie.

Celui qui exerce la faculté ne peut le faire à son propre avantage.

1335. Pendant la durée de la fiducie, le bénéficiaire a droit d'exiger, suivant l'acte constitutif, soit la prestation d'un avantage qui lui est accordé, soit le paiement des fruits et revenus et du capital ou de l'un d'eux seulement.

1336. Le bénéficiaire d'une fiducie constituée à titre gratuit est présumé avoir accepté le droit qui lui est accordé et il peut en disposer.

Il peut aussi y renoncer à tout moment.

1337. Si le bénéficiaire renonce à son droit ou que ce dernier devient sans effet, son droit passe, en proportion des parts de chacun, à ses cobénéficiaires des fruits et revenus ou du capital selon que lui-même est bénéficiaire des fruits et revenus ou du capital.

S'il est seul bénéficiaire des fruits et revenus dans son ordre, son droit passe, en proportion des parts de chacun, aux bénéficiaires des fruits et revenus de second ordre, ou à défaut, aux bénéficiaires du capital.

§ 3.—*Des mesures de surveillance et de contrôle*

1338. L'administration de la fiducie est soumise à la surveillance du constituant ou de ses héritiers, s'il est décédé, et du bénéficiaire, même éventuel.

En outre, dans les cas prévus par la loi, l'administration des fiducies d'utilité privée ou sociale est soumise, suivant leurs objet et fin, à la surveillance des personnes et organismes désignés par la loi.

1339. Dès la constitution de la fiducie d'utilité privée ou sociale soumise à la surveillance d'une personne ou d'un organisme désigné par la loi, le fiduciaire doit déposer auprès de la personne ou de l'organisme une déclaration indiquant notamment la nature et l'objet de la fiducie, sa durée ainsi que les nom et adresse du fiduciaire.

Il doit, à la demande de la personne ou de l'organisme, permettre l'inspection des dossiers de la fiducie et fournir tout compte, rapport ou information qui lui est demandé.

1340. Les droits du bénéficiaire d'une fiducie personnelle sont exercés, s'il n'est pas encore conçu, par la personne désignée par le constituant pour agir comme curateur et qui accepte cette charge ou, à défaut, par celle que nomme le tribunal à la demande du fiduciaire ou de tout intéressé. Le curateur public peut être désigné pour agir.

En cas de fiducie d'utilité privée dont aucune personne, même déterminable ou éventuelle, ne peut être bénéficiaire, les droits que le présent paragraphe accorde au bénéficiaire peuvent être exercés par le curateur public.

1341. Le constituant, le bénéficiaire ou, le cas échéant, un autre intéressé peut, malgré toute stipulation contraire, agir contre le fiduciaire

pour le contraindre à exécuter ses obligations ou à faire un acte nécessaire à la fiducie, pour lui enjoindre de s'abstenir de tout acte dommageable à la fiducie ou pour obtenir sa destitution.

Il peut aussi attaquer les actes faits par le fiduciaire en fraude du patrimoine fiduciaire ou des droits du bénéficiaire.

1342. Le tribunal peut autoriser le constituant, le bénéficiaire ou, le cas échéant, un autre intéressé à agir en justice à la place du fiduciaire, lorsque celui-ci refuse, sans motif suffisant, d'agir, néglige de le faire ou en est empêché.

1343. Le fiduciaire, le constituant et le bénéficiaire sont solidairement responsables des actes exécutés en fraude des droits des créanciers du constituant ou du patrimoine fiduciaire.

SECTION IV

DES MODIFICATIONS A LA FIDUCIE ET AU PATRIMOINE

1344. Toute personne peut augmenter le patrimoine fiduciaire en lui transférant des biens par contrat ou par testament et en suivant, pour ces augmentations, les règles propres à la constitution d'une fiducie. Elle n'acquiert pas, de ce fait, les droits d'un constituant.

Les biens transférés se confondent dans le patrimoine fiduciaire et sont administrés conformément aux dispositions de l'acte constitutif.

1345. Lorsqu'une fiducie a cessé de répondre à la volonté première du constituant, notamment par suite de circonstances inconnues de lui ou imprévisibles qui rendent impossible l'accomplissement de la fiducie, le tribunal peut, à la demande d'un intéressé, mettre fin à la fiducie; il peut aussi, dans le cas d'une fiducie d'utilité sociale, lui substituer une fin qui se rapproche le plus possible de la fin originale.

Si la fiducie répond toujours à la volonté du constituant, mais que de nouvelles mesures permettraient de mieux respecter sa volonté ou favoriseraient l'accomplissement de la fiducie, le tribunal peut modifier les dispositions de l'acte constitutif et notamment prolonger la durée de la fiducie.

1346. Il doit être donné avis de la demande au constituant et au fiduciaire et, le cas échéant, au bénéficiaire, au liquidateur de la succession du constituant ou aux héritiers et à toute autre personne ou organisme désigné par la loi, si la fiducie est soumise à leur surveillance.

SECTION V

DE LA FIN DE LA FIDUCIE

1347. La fiducie prend fin par la renonciation ou la caducité du droit de l'unique bénéficiaire du capital ou par la renonciation du bénéficiaire des fruits et revenus ou la caducité de son droit, en l'absence de désignation d'un bénéficiaire du capital.

Elle prend fin aussi par l'arrivée du terme ou l'avènement de la condition, par l'accomplissement de la fiducie ou par l'impossibilité, constatée par le tribunal, de l'accomplir.

1348. Le fiduciaire doit, à la fin de la fiducie, remettre les biens à ceux qui y ont droit.

A défaut de bénéficiaire, les biens qui restent à la fin de la fiducie sont dévolus au constituant ou à ses héritiers.

1349. Les biens de la fiducie d'utilité sociale qui prend fin par suite de l'impossibilité de l'accomplir sont dévolus à une fiducie, à une personne morale ou à tout autre groupement de personnes ayant une vocation se rapprochant le plus possible de celle de la fiducie. La désignation en est faite par le fiduciaire ou, à défaut, par le tribunal.

TITRE SEPTIÈME

DE L'ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1350. Toute personne qui, en vertu de la loi ou d'un acte juridique, est chargée d'administrer un bien ou un patrimoine qui n'est pas le sien assume la charge d'administrateur du bien d'autrui.

1351. Sauf si l'administration est gratuite en vertu de la loi, de l'acte ou des circonstances, l'administrateur a droit à une rémunération fixée par l'acte ou la loi ou, à défaut, selon la valeur des services rendus ou l'usage.

Celui qui agit sans droit ou sans y être autorisé n'a droit à aucune rémunération.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES FORMES DE L'ADMINISTRATION

SECTION I

DE LA SIMPLE ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI

1352. Celui qui est chargé de la simple administration doit faire tous les actes nécessaires à la conservation du bien ou ceux qui sont utiles pour maintenir l'usage auquel le bien est normalement destiné.

1353. L'administrateur chargé de la simple administration est tenu de percevoir les fruits et revenus du bien qu'il administre et d'exercer les droits qui lui sont attachés.

Il perçoit les créances qui sont soumises à son administration et en donne valablement quittance; il exerce les droits attachés aux valeurs mobilières qu'il administre, tels les droits de vote, de conversion ou de rachat.

1354. L'administrateur doit continuer l'utilisation du bien qui produit des fruits et revenus, sans en changer la destination, sauf autorisation du bénéficiaire ou, en cas d'empêchement, du tribunal.

1355. L'administrateur est tenu de placer les sommes d'argent qu'il administre conformément aux règles du présent titre relatives aux placements présumés sûrs.

Il peut modifier les placements faits avant son entrée en fonctions ou ceux qu'il a faits.

1356. L'administrateur peut, avec l'autorisation du bénéficiaire ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du tribunal, aliéner le bien à titre onéreux ou le grever d'une sûreté, lorsque cela est nécessaire pour payer les dettes, maintenir l'usage auquel le bien est normalement destiné ou en conserver la valeur.

Il peut, toutefois, aliéner seul un bien de nature périssable ou susceptible de se déprécier rapidement.

SECTION II

DE LA PLEINE ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI

1357. Celui qui est chargé de la pleine administration doit conserver et faire fructifier le bien, accroître le patrimoine ou en réaliser

l'affectation, lorsque l'intérêt du bénéficiaire ou l'accomplissement de la fin l'exigent.

1358. L'administrateur peut, pour exécuter ses obligations, aliéner le bien à titre onéreux, le grever de charges ou d'un droit réel ou en changer la destination et faire tout autre acte nécessaire ou utile, y compris toutes espèces de placements.

CHAPITRE TROISIÈME

DES RÈGLES DE L'ADMINISTRATION

SECTION I

DES OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATEUR ENVERS LE BÉNÉFICIAIRE

1359. L'administrateur du bien d'autrui doit, dans l'exercice de ses fonctions, respecter les obligations que la loi et l'acte constitutif lui imposent; il doit agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés et suivant leur finalité.

Il ne répond pas de la perte ou de la détérioration du bien survenu par suite d'un cas fortuit ou résultant de sa vétusté, de sa nature périssable ou de l'usage normal et autorisé du bien.

1360. L'administrateur doit agir avec prudence, diligence et compétence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

1361. L'administrateur doit agir avec honnêteté et loyauté, dans le meilleur intérêt du bénéficiaire ou de la fin poursuivie.

1362. L'administrateur ne peut exercer ses pouvoirs dans son propre intérêt ni dans celui d'un tiers; il ne peut non plus se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur.

S'il est lui-même bénéficiaire, il doit exercer ses pouvoirs dans l'intérêt commun en considérant son intérêt au même titre que celui des autres bénéficiaires.

1363. L'administrateur doit, sans délai, notifier par écrit au bénéficiaire tout intérêt qu'il a dans une entreprise et qui est susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il a contre lui ou dans les biens administrés en indiquant, le cas échéant, la valeur de ces droits. Il n'est pas tenu de notifier l'intérêt ou les droits qui résultent de l'acte ayant donné lieu à l'administration.

Sont notifiés à la personne ou à l'organisme désigné par la loi l'intérêt ou les droits portant sur les biens d'une fiducie soumise à leur surveillance.

1364. L'administrateur ne peut, pendant son administration, se porter partie à un contrat affectant les biens administrés, ni acquérir autrement que par succession des droits sur ces biens ou contre le bénéficiaire.

Il peut néanmoins y être expressément autorisé par le bénéficiaire ou par le tribunal, en cas d'empêchement ou à défaut d'un bénéficiaire déterminé.

1365. L'administrateur ne doit pas confondre les biens administrés avec ses propres biens.

1366. L'administrateur ne peut utiliser à son profit le bien qu'il administre ou l'information qu'il obtient en raison même de son administration, à moins que le bénéficiaire n'ait consenti à un tel usage ou qu'il ne résulte de la loi ou de l'acte constitutif de l'administration.

1367. Sauf s'il est de la nature de son administration de pouvoir le faire, l'administrateur ne peut disposer à titre gratuit des biens qui lui sont confiés; il le peut néanmoins s'il s'agit de biens de valeur modique et que la disposition est faite dans l'intérêt du bénéficiaire ou de la fin poursuivie.

Il ne peut, sans contrepartie valable, renoncer à un droit qui appartient au bénéficiaire ou qui fait partie du patrimoine administré.

1368. L'administrateur peut ester en justice pour tout ce qui touche son administration; il peut aussi intervenir dans toute action concernant les biens administrés.

1369. S'il y a plusieurs bénéficiaires de l'administration, simultanément ou successivement, l'administrateur est tenu d'agir avec impartialité à leur égard, compte tenu de leurs droits respectifs.

1370. Lorsqu'il apprécie la responsabilité d'un administrateur, le tribunal peut tenir compte du fait que la personne agit gratuitement, qu'elle est mineure ou majeure sous un régime de protection, ou qu'elle a été désignée en raison de sa compétence professionnelle.

SECTION II

DES OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATEUR
ET DU BÉNÉFICIAIRE ENVERS LES TIERS

1371. L'administrateur qui, dans les limites de ses pouvoirs, s'oblige au nom du bénéficiaire ou pour le patrimoine fiduciaire n'est pas personnellement responsable envers les tiers avec qui il contracte.

Il est responsable envers eux s'il s'oblige en son propre nom, sauf leurs droits contre le bénéficiaire ou le patrimoine fiduciaire, le cas échéant.

1372. L'administrateur qui excède ses pouvoirs est responsable envers les tiers avec qui il contracte, à moins qu'il ne leur en ait donné une connaissance suffisante ou que le bénéficiaire n'ait ratifié, expressément ou tacitement, les obligations contractées.

1373. L'administrateur qui exerce seul des pouvoirs qu'il est chargé d'exercer avec un autre est réputé avoir excédé ses pouvoirs.

N'est pas réputé les avoir excédés celui qui les exerce d'une manière plus avantageuse que celle qui lui était imposée.

1374. Le bénéficiaire ne répond envers les tiers du préjudice causé par la faute de l'administrateur dans l'exercice de ses fonctions qu'à concurrence des avantages qu'il en a retirés. En cas de fiducie, ces obligations retombent sur le patrimoine fiduciaire.

1375. Celui qui, capable de l'exercice des droits civils, a donné à croire qu'une personne était administrateur de ses biens est responsable, comme s'il y avait eu administration, envers les tiers qui ont contracté de bonne foi avec cette personne.

SECTION III

DE L'INVENTAIRE, DES SÛRETÉS
ET DES ASSURANCES

1376. L'administrateur n'est pas tenu de faire inventaire, de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité ou de fournir une autre sûreté à moins d'y être obligé par la loi ou l'acte ou encore par le tribunal, à la demande du bénéficiaire ou de tout intéressé.

Dans le cas où c'est l'acte qui lui crée ces obligations, il peut, si les circonstances le justifient, demander d'en être dispensé.

1377. Le tribunal saisi d'une demande tient compte dans sa décision de la valeur des biens administrés, de la situation des parties et des autres circonstances.

Il ne peut faire droit à la demande si cela a pour effet de remettre en cause les termes d'une convention à laquelle l'administrateur et le bénéficiaire étaient initialement parties.

1378. L'inventaire auquel peut être tenu l'administrateur doit comprendre l'énumération fidèle et exacte de tous les biens qu'il est chargé d'administrer ou qui forment le patrimoine administré.

Il comprend notamment:

- 1° La désignation des immeubles et la description des meubles, avec indication de leur juste valeur;
- 2° La désignation des espèces en numéraire et des autres valeurs;
- 3° L'énumération des documents de valeur.

L'inventaire fait aussi état des dettes et se termine par une récapitulation de l'actif et du passif.

1379. L'inventaire est notarié ou fait sous seing privé en présence de deux témoins. Dans ce cas, son auteur et les témoins le signent et y indiquent la date et le lieu où il est fait.

1380. Lorsqu'il se trouve dans le patrimoine administré des effets personnels du titulaire du patrimoine ou, le cas échéant, du défunt, il suffit de les mentionner généralement à l'inventaire et de n'énumérer ou ne décrire que les vêtements, papiers personnels, bijoux ou objets d'usage courant dont la valeur excède pour chacun 100 \$.

1381. Les universalités, tels les entreprises ou les fonds de commerce ainsi que leurs accessoires, sont valablement décrits à l'inventaire si la mention qu'on en fait est suffisante pour une vente en bloc, pourvu toutefois que chacun des immeubles soit désigné individuellement.

1382. Les biens désignés à l'inventaire sont présumés en bon état à la date de la confection de l'inventaire, à moins que l'administrateur n'y joigne un document attestant du contraire.

1383. L'administrateur doit fournir copie de l'inventaire à celui qui l'a chargé de l'administration et au bénéficiaire de celle-ci, ainsi qu'à toute personne dont l'intérêt lui est connu. Il doit aussi, lorsque

la loi le prévoit, déposer au lieu indiqué l'inventaire ou un avis de clôture de celui-ci précisant le lieu où l'inventaire peut être consulté.

Tout intéressé peut contester l'inventaire ou l'une de ses inscriptions; il peut aussi demander qu'il soit procédé à un nouvel inventaire.

1384. L'administrateur peut, aux frais du bénéficiaire ou de la fiducie, assurer les biens qui lui sont confiés contre les risques usuels, tels le vol et l'incendie.

Il peut aussi, à leurs frais, souscrire une assurance couvrant sa responsabilité.

SECTION IV

DE L'ADMINISTRATION COLLECTIVE ET DE LA DÉLÉGATION

1385. Lorsque plusieurs administrateurs sont chargés de l'administration, ils peuvent agir à la majorité d'entre eux, à moins que l'acte ou la loi ne prévoient qu'ils agissent de concert ou suivant une autre proportion.

1386. Si, en cas d'empêchement ou par suite de l'opposition systématique de certains d'entre eux, les administrateurs ne peuvent agir à la majorité ou selon la proportion prévue, les autres peuvent agir seuls pour les actes conservatoires; ils peuvent aussi agir seuls pour des actes qui demandent célérité, s'ils y sont autorisés par le tribunal.

Lorsque la situation perdure et que l'administration s'en trouve sérieusement entravée, le tribunal peut, à la demande d'un intéressé, dispenser les administrateurs d'agir suivant la proportion prévue, diviser leurs fonctions, donner voix prépondérante à l'un d'eux ou rendre toute ordonnance qu'il estime appropriée dans les circonstances.

1387. Les administrateurs sont solidairement responsables de leur administration.

Toutefois, lorsque leurs fonctions ont été divisées par la loi, l'acte ou le tribunal et que cette division a été respectée, chacun n'est responsable que de sa propre administration.

1388. L'administrateur est présumé avoir approuvé toute décision prise par ses coadministrateurs. Il en est responsable avec eux, à moins qu'il ne manifeste immédiatement sa dissidence à ses coadministrateurs et en avise le bénéficiaire dans un délai raisonnable.

L'administrateur qui justifie de motifs sérieux pour n'avoir pu faire connaître au bénéficiaire sa dissidence en temps utile peut néanmoins s'exonérer de sa responsabilité.

1389. L'administrateur est présumé avoir approuvé une décision prise en son absence, à moins qu'il ne manifeste sa dissidence aux autres administrateurs et au bénéficiaire dans un délai raisonnable après en avoir pris connaissance.

1390. L'administrateur peut déléguer ses fonctions ou se faire représenter par un tiers pour un acte déterminé; toutefois il ne peut déléguer généralement la conduite de l'administration ou l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, sauf à ses coadministrateurs.

Il répond de la personne qu'il mandate s'il connaissait ou devait connaître son incompétence ou s'il n'était pas autorisé à confier un mandat.

1391. Le bénéficiaire qui subit un préjudice peut répudier l'administration de la personne mandatée par l'administrateur en violation de l'acte ou des usages.

Il peut aussi, même si l'administrateur pouvait valablement confier le mandat, exercer ses recours contre la personne mandatée.

SECTION V

DES PLACEMENTS PRÉSUMÉS SÛRS

1392. Sont présumés sûrs les placements faits dans les biens suivants:

1° Les immeubles corporels situés au Québec;

2° Les obligations ou autres titres d'emprunt émis ou garantis par le Québec, le Canada ou une province canadienne, les États-Unis d'Amérique ou l'un des États membres, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, une municipalité ou une commission scolaire au Canada ou une fabrique au Québec;

3° Les obligations ou autres titres d'emprunt émis par une personne morale exploitant un service public au Canada et investie du droit de fixer un tarif pour ce service;

4° Les obligations ou autres titres d'emprunt garantis par l'engagement, pris envers un fiduciaire, du Québec, du Canada ou d'une province canadienne, de verser des subventions suffisantes pour acquitter les intérêts et le capital à leurs échéances respectives;

5° Les obligations ou autres titres d'emprunt d'une société dans les cas suivants:

a) Il sont garantis par une hypothèque de premier rang sur un immeuble corporel ou par le nantissement de titres présumés sûrs;

b) Ils sont garantis par un nantissement de premier rang sur des équipements et la société a régulièrement assuré le service de ses autres emprunts au cours des dix derniers exercices;

c) Ils sont émis par une société dont les actions ordinaires constituent des placements présumés sûrs;

6° Les obligations ou autres titres d'emprunt émis par une société de prêts constituée par une loi du Québec ou autorisée à exercer son activité au Québec en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30), à condition que cette société ait été spécialement agréée par le gouvernement et que son activité habituelle au Québec consiste à faire soit des prêts aux municipalités ou aux commissions scolaires et aux fabriques, soit des prêts garantis par une hypothèque de premier rang sur des immeubles situés au Québec;

7° Les créances garanties par hypothèque sur des immeubles situés au Québec:

a) Si le paiement du capital et des intérêts est garanti ou assuré par le Québec, le Canada ou une province canadienne;

b) Si le montant de la créance n'est pas supérieur à 75 p. 100 de la valeur de l'immeuble qui en garantit le paiement, déduction faite des autres créances garanties par le même immeuble et ayant le même rang que la créance ou un rang antérieur;

c) Si le montant de la créance qui excède 75 p. 100 de la valeur de l'immeuble qui en garantit le paiement, déduction faite des autres créances garanties par le même immeuble et ayant le même rang que la créance ou un rang antérieur, est garanti ou assuré par le Québec, le Canada, une province canadienne, la Société canadienne d'hypothèques et de logements, la Société d'habitation du Québec ou par une police d'assurance hypothécaire émise par une société titulaire d'un permis en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);

8° Les actions privilégiées libérées, émises par une société dont les actions ordinaires constituent des placements présumés sûrs et qui, au cours des cinq derniers exercices, a distribué, en le prélevant sur le bénéfice de l'exercice, le dividende stipulé;

9° Les actions ordinaires libérées, émises par une société qui satisfait depuis trois ans aux obligations d'information continue définies par la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1), dans la mesure où elles sont inscrites à la cote d'une bourse reconnue à cette fin par décret du gouvernement, adopté sur recommandation de la Commission des valeurs mobilières, et où la capitalisation boursière, compte non tenu des actions privilégiées et des blocs d'actions de 10 p. 100 et plus, excède la somme fixée par ce décret;

10° Les actions d'une société d'investissement à capital variable et les parts d'un fonds commun de placements d'une fiducie d'utilité privée, à condition que 60 p. 100 de leur portefeuille soit composé de placements présumés sûrs, dans les cas suivants:

a) Les actions ou les parts remplissent les exigences prévues au sous-paragraphe *a)* du paragraphe 11 de l'article 3 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1.);

b) La société ou le fonds satisfait depuis trois ans aux obligations d'information continue définies par cette loi.

1393. L'administrateur décide des placements à faire en fonction du rendement et de la plus-value espérée; dans la mesure du possible, il tend à composer un portefeuille diversifié, assurant, dans une proportion établie en fonction de la conjoncture, des revenus fixes et des revenus variables.

Il ne peut cependant acquérir plus de 5 p. 100 des actions d'une même société, ni acquérir des actions, obligations ou autres titres d'emprunt d'une personne morale qui a omis de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations ou autres titres, ni consentir un prêt à ladite personne morale.

1394. L'administrateur peut déposer les sommes d'argent dont il est saisi dans une banque, une banque d'épargne, une société de fiducie ou une société d'entraide économique ou une caisse d'épargne et de crédit, si le dépôt est remboursable à vue ou sur un avis d'au plus trente jours.

Il peut les déposer pour un terme plus long, avec l'autorisation du tribunal et aux conditions fixées par ce dernier.

1395. L'administrateur peut maintenir les placements existants lors de son entrée en fonctions, même s'ils ne sont pas présumés sûrs.

Il peut aussi détenir les titres qui, par suite de la réorganisation, de la liquidation ou de la fusion d'une personne morale, remplacent ceux qu'il détenait.

1396. L'administrateur qui agit conformément aux dispositions de la présente section est présumé agir prudemment.

L'administrateur qui effectue un placement qu'il n'est pas autorisé à faire est, par ce seul fait et sans autre preuve de faute, responsable des pertes qui en résultent.

1397. Les placements effectués au cours de l'administration doivent l'être au nom de l'administrateur agissant en sa qualité.

SECTION VI

DE LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET DES DÉPENSES

1398. La répartition des bénéfices et des dépenses entre le bénéficiaire des fruits et revenus et celui du capital se fait conformément aux dispositions de l'acte constitutif et suivant l'intention qui y est manifestée.

À défaut d'indication suffisante dans l'acte, cette répartition se fait le plus équitablement possible en tenant compte de l'objet de l'administration, des circonstances qui y ont donné lieu ainsi que des usages comptables généralement reconnus.

1399. Le compte du revenu est généralement débité des dépenses suivantes et autres de même nature:

1° Les primes d'assurance, le coût des réparations mineures et les autres dépenses ordinaires de l'administration;

2° La moitié de la rémunération de l'administrateur et des dépenses raisonnables qu'il a faites dans l'administration conjointe du capital et des fruits et revenus;

3° Les impôts payables sur les biens administrés;

4° Sauf si le tribunal en ordonne autrement, les frais acquittés pour protéger les droits du bénéficiaire des fruits et revenus et la moitié des frais de la reddition de compte en justice;

5° L'amortissement des biens, sauf ceux utilisés à des fins personnelles par le bénéficiaire.

L'administrateur peut, pour régulariser le revenu, répartir les dépenses considérables sur une période de temps raisonnable.

1400. Le compte du capital est généralement débité des dépenses qui ne sont pas débitées au revenu, y compris celles qui sont afférentes

au placement du capital, à l'aliénation des biens, à la protection des droits du bénéficiaire du capital ou du droit de propriété des biens administrés.

Sont aussi généralement débités au compte du capital les impôts sur les gains ou les autres montants attribuables au capital, lors même que la loi qui régit ces impôts les considère comme impôts sur le revenu ainsi que les impôts sur les successions affectant les biens administrés, lors même que le bénéficiaire des fruits et revenus a aussi des droits dans le capital.

1401. Le bénéficiaire des fruits et revenus a droit au revenu net des biens administrés à compter de la date déterminée à l'acte donnant lieu à l'administration ou, à défaut, de la date du début de l'administration ou de celle du décès.

1402. Les fruits et revenus payables périodiquement sont comptés jour par jour.

Les dividendes et distributions d'une personne morale sont dus depuis la date indiquée à la déclaration de distribution ou, à défaut, depuis la date de cette déclaration.

1403. Lorsque son droit prend fin, le bénéficiaire des fruits et revenus a droit aux fruits et revenus qui ne lui ont pas été versés et à la portion gagnée mais non encore perçue par l'administrateur.

Cependant, il n'a pas droit aux dividendes d'une personne morale qui n'ont pas été déclarés durant la période d'existence de son droit.

SECTION VII

DU COMPTE ANNUEL

1404. L'administrateur rend un compte sommaire de sa gestion au bénéficiaire au moins une fois l'an.

1405. Le compte doit être suffisamment détaillé pour qu'on puisse en vérifier l'exactitude.

Tout intéressé peut, à l'occasion de la reddition de compte, demander au tribunal d'en ordonner la vérification par un expert.

1406. S'il y a plusieurs administrateurs, ils doivent rendre un seul et même compte, sauf si leurs fonctions ont été divisées par la loi, l'acte ou le tribunal et que cette division a été respectée.

1407. L'administrateur doit, à tout moment, permettre au bénéficiaire d'examiner les livres et pièces justificatives se rapportant à l'administration.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA FIN DE L'ADMINISTRATION

SECTION I

DES CAUSES METTANT FIN À L'ADMINISTRATION

1408. Les fonctions de l'administrateur prennent fin par son décès, sa démission ou son remplacement, par sa faillite ou par l'ouverture à son égard d'un régime de protection.

Elles prennent fin aussi par la faillite du bénéficiaire ou par l'ouverture à son égard d'un régime de protection, si cela affecte les biens administrés.

1409. L'administration prend fin:

- 1° Par la cessation du droit du bénéficiaire sur les biens administrés;
- 2° Par l'arrivée du terme ou l'avènement de la condition apposée à l'acte donnant lieu à l'administration;
- 3° Par l'accomplissement de l'objet de l'administration ou la disparition de la cause qui y a donné lieu.

1410. L'administrateur peut, à tout moment, renoncer à ses fonctions en avisant par écrit le bénéficiaire et, le cas échéant, ses coadministrateurs ou la personne qui peut lui nommer un remplaçant. S'il ne se trouve aucune de ces personnes ou s'il est impossible de leur donner l'avis, celui-ci est donné au curateur public qui, au besoin, assume provisoirement l'administration des biens et fait procéder au remplacement de l'administrateur.

L'administrateur d'une fiducie d'utilité privée ou sociale doit aussi aviser de sa démission la personne ou l'organisme désigné par la loi pour surveiller son administration.

1411. La démission de l'administrateur prend effet à la date de la réception de l'avis ou à une date postérieure qui y est indiquée.

1412. L'administrateur répond du préjudice causé par sa démission si elle est faite sans motif valable et à contretemps ou si elle équivaut à un manquement à ses devoirs.

1413. Le bénéficiaire qui a confié à autrui l'administration d'un bien peut remplacer l'administrateur ou mettre fin à l'administration, notamment en exerçant son droit d'exiger sur demande la remise du bien.

Tout intéressé peut demander le remplacement de l'administrateur qui ne peut exercer sa charge ou qui ne respecte pas ses obligations.

1414. Au décès de l'administrateur, le liquidateur de sa succession qui est au courant de l'administration est tenu d'aviser du décès le bénéficiaire et, le cas échéant, les coadministrateurs ou, s'il s'agit d'une fiducie d'utilité privée ou sociale, la personne ou l'organisme désigné par la loi pour surveiller l'administration.

Le liquidateur est également tenu de faire, dans les affaires commencées, tout ce qui est immédiatement nécessaire pour prévenir une perte; il doit aussi rendre compte et remettre les biens à ceux qui y ont droit.

1415. Les obligations contractées envers les tiers de bonne foi par l'administrateur dans l'ignorance du terme de son administration sont valides et obligent le bénéficiaire ou le patrimoine fiduciaire; il en est de même des obligations contractées après la fin de l'administration qui en sont la suite nécessaire ou sont requises pour prévenir une perte.

Le bénéficiaire ou le patrimoine est aussi tenu des obligations contractées envers les tiers qui ignoraient la fin de l'administration.

SECTION II

DE LA REDDITION DE COMPTE ET DE LA REMISE DU BIEN

1416. L'administrateur doit, à la fin de son administration, rendre un compte définitif au bénéficiaire et, le cas échéant, à l'administrateur qui le remplace ou à ses coadministrateurs. S'il y a plusieurs administrateurs et que leur charge prend fin simultanément, ils doivent rendre un seul et même compte, sauf division de leurs fonctions.

Le compte doit être suffisamment détaillé pour permettre d'en vérifier l'exactitude; les livres et les autres pièces justificatives se rapportant à l'administration peuvent être consultés par les intéressés.

L'acceptation du compte par le bénéficiaire opère clôture de celui-ci.

1417. L'administrateur peut, à tout moment et avec l'agrément de tous les bénéficiaires, rendre compte à l'amiable.

Si le compte ne peut être rendu à l'amiable, la reddition de compte a lieu en justice.

1418. L'administrateur doit remettre le bien administré au lieu convenu ou, à défaut, au lieu où il se trouve.

1419. L'administrateur doit remettre tout ce qu'il a reçu dans l'exécution de ses fonctions, même si ce qu'il a reçu n'était pas dû au bénéficiaire ou au patrimoine fiduciaire; il est aussi comptable de tout profit ou avantage personnel qu'il a réalisé en utilisant sans y être autorisé l'information qu'il détenait en raison de son administration.

L'administrateur qui a utilisé un bien sans y être autorisé est tenu d'indemniser le bénéficiaire ou le patrimoine pour son usage en payant à compter de l'usage soit un loyer approprié, soit l'intérêt de l'argent.

1420. Les dépenses de l'administration, y compris les frais de la reddition de compte et de remise, sont à la charge du bénéficiaire ou du patrimoine.

La démission ou le remplacement de l'administrateur oblige le bénéficiaire ou le patrimoine fiduciaire à lui payer, outre les dépenses de l'administration, la part acquise de sa rémunération.

1421. L'administrateur doit des intérêts sur le reliquat à compter de la clôture du compte définitif ou de la mise en demeure de le produire; le bénéficiaire ou le patrimoine fiduciaire n'en doit qu'à compter de la mise en demeure.

1422. L'administrateur a droit de déduire des sommes qu'il doit remettre ce que le bénéficiaire ou le patrimoine lui doit en raison de l'administration.

Il peut retenir le bien administré jusqu'au paiement de ce qui lui est dû.

1423. S'il y a plusieurs bénéficiaires, leur obligation envers l'administrateur est solidaire. ».

Art. 3 La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Art. 4 La présente loi entrera en vigueur au temps et suivant les modalités qui seront fixés dans la Loi sur l'application de la réforme du droit des personnes, des successions et des biens.

TABLE DES MATIÈRES
DU CODE CIVIL DU QUÉBEC

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE

LIVRE PREMIER: DES PERSONNES

	<i>Articles</i>
TITRE PREMIER: DE LA JOUISSANCE ET DE L'EXERCICE DES DROITS CIVILS	1-9
TITRE DEUXIÈME: DE CERTAINS DROITS DE LA PERSONNALITÉ	10-47
CHAPITRE 1: DE L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE	10-31
Section I: Des soins	11-22
Section II: De la garde en établissement et de l'examen psychiatrique	23-31
CHAPITRE 2: DU RESPECT DES DROITS DE L'ENFANT	32-34
CHAPITRE 3: DU RESPECT DE LA RÉPUTATION ET DE LA VIE PRIVÉE	35-39
CHAPITRE 4: DU RESPECT DU CORPS APRÈS LE DÉCÈS	40-47
TITRE TROISIÈME: D'ÉLÉMENTS RELATIFS À L'ÉTAT DES PERSONNES	48-166
CHAPITRE 1: DU NOM	48-74
Section I: De l'attribution du nom	48-53
Section II: De l'utilisation du nom	54-56
Section III: Du changement de nom	57-70
§ 1.— <i>Disposition générale</i>	
§ 2.— <i>Du changement de nom par voie administrative</i>	
§ 3.— <i>Du changement de nom par voie judiciaire</i>	
§ 4.— <i>Des effets du changement de nom</i>	
Section IV: Du changement de la mention du sexe	71-74
CHAPITRE 2: DU DOMICILE ET DE LA RÉSIDENCE	75-85
CHAPITRE 3: DE L'ABSENCE ET DU DÉCÈS	86-107
Section I: De l'absence	86-94
Section II: De la déclaration judiciaire de décès	95-101
§ 1.— <i>Du jugement déclaratif de décès</i>	
§ 2.— <i>Des effets du jugement</i>	

	<i>Articles</i>
Section III:	Du retour 102-106
Section IV:	De la preuve du décès 107
CHAPITRE 4:	DU REGISTRE ET DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL 108-166
Section I:	De l'officier de l'état civil 108
Section II:	Du registre de l'état civil 109-112
Section III:	Des actes de l'état civil 113-135
	§ 1.— <i>Dispositions générales</i>
	§ 2.— <i>Des actes de naissance</i>
	§ 3.— <i>Des actes de mariage</i>
	§ 4.— <i>Des actes de décès</i>
Section IV:	De la modification du registre de l'état civil 136-156
	§ 1.— <i>Dispositions générales</i>
	§ 2.— <i>De la confection des actes et des mentions en marge</i>
	§ 3.— <i>De la rectification des actes et du registre</i>
	§ 4.— <i>De la reconstitution des actes et du registre</i>
Section V:	De la garde et de la publicité du registre de l'état civil 157-166
TITRE QUATRIÈME:	DE LA CAPACITÉ DES PERSONNES 167-320
CHAPITRE 1:	DE LA MAJORITÉ ET DE LA MINORITÉ 167-190
Section I:	De la majorité 167-168
Section II:	De la minorité 169-181
Section III:	De l'émancipation 182-190
	§ 1.— <i>De la simple émancipation</i>
	§ 2.— <i>De la pleine émancipation</i>
CHAPITRE 2:	DE LA TUTELLE AU MINEUR 191-282
Section I:	De la charge tutélaire 191-205
Section II:	De la tutelle légale 206-213
Section III:	De la tutelle dative 214-223
Section IV:	De l'administration tutélaire 224-240
Section V:	Du conseil de tutelle 241-262
	§ 1.— <i>Dispositions générales</i>
	§ 2.— <i>De la constitution du conseil</i>
	§ 3.— <i>Des droits et obligations du conseil</i>

	<i>Articles</i>
Section VI:	Des mesures de surveillance de la tutelle 263-275
	§ 1.— <i>De l'inventaire</i>
	§ 2.— <i>De la sûreté</i>
	§ 3.— <i>Des rapports et comptes</i>
Section VII:	Du remplacement du tuteur et de la fin de la tutelle 276-282
CHAPITRE 3:	DES RÉGIMES DE PROTECTION DU MAJEUR 283-320
Section I:	Dispositions générales 283-294
Section II:	De l'ouverture d'un régime de protection 295-303
Section III:	De la curatelle au majeur 304-307
Section IV:	De la tutelle au majeur 308-312
Section V:	Du conseiller au majeur 313-316
Section VI:	De la fin du régime de protection 317-320
TITRE CINQUIÈME:	DES PERSONNES MORALES 321-399
CHAPITRE 1:	DE LA PERSONNALITÉ MORALE 321-366
Section I:	Des espèces de personnes morales 321-325
Section II:	De la personnalité juridique 326-345
Section III:	De l'immatriculation des personnes morales 346-353
Section IV:	Des obligations des administrateurs et de leurs incapacités 354-363
Section V:	De l'attribution judiciaire de la personnalité 364-366
CHAPITRE 2:	DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERSONNES MORALES FORMÉES SUIVANT LE PRÉSENT CODE 367-399
Section I:	Du fonctionnement des personnes morales 367-389
	§ 1.— <i>De l'administration</i>
	§ 2.— <i>De l'assemblée des membres</i>
	§ 3.— <i>Des dispositions communes aux réunions d'administrateurs et aux assemblées de membres</i>
Section II:	De la dissolution et de la liquidation des personnes morales 390-399

LIVRE TROISIÈME: DES SUCCESSIONS

TITRE PREMIER:	DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER	660-671
CHAPITRE 1:	DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS	660-663
CHAPITRE 2:	DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER	664-671
TITRE DEUXIÈME:	DES DROITS SUCCESSORAUx	672-716
CHAPITRE 1:	DE LA SAISINE	672
CHAPITRE 2:	DE LA PÉTITION D'HÉRÉDITÉ ET DE SES EFFETS SUR LA TRANSMISSION DES BIENS	673-680
CHAPITRE 3:	DU DROIT D'OPTION	681-702
Section I:	De la délibération et de l'option	681-686
Section II:	De l'acceptation	687-695
Section III:	De la renonciation	696-702
CHAPITRE 4:	DE LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE	703-716
TITRE TROISIÈME:	DE LA DÉVOLUTION LÉGALE DES SUCCESSIONS	717-753
CHAPITRE 1:	DE LA VOCATION SUCCESSORALE	717-718
CHAPITRE 2:	DE LA PARENTÉ	719-723
CHAPITRE 3:	DE LA REPRÉSENTATION	724-729
CHAPITRE 4:	DE L'ORDRE DE DÉVOLUTION DE LA SUCCESSION	730-747
Section I:	De la dévolution au conjoint survivant et aux descendants	730-733
Section II:	De la dévolution au conjoint survivant et aux ascendants ou collatéraux privilégiés	734-740
Section III:	De la dévolution aux ascendants et collatéraux ordinaires	741-747

	<i>Articles</i>
CHAPITRE 5:	DE LA DÉVOLUTION À L'ÉTAT 748-753
TITRE QUATRIÈME:	DES TESTAMENTS 754-828
CHAPITRE 1:	DE LA NATURE DU TESTAMENT 754-757
CHAPITRE 2:	DE LA CAPACITÉ REQUISE POUR TESTER 758-762
CHAPITRE 3:	DES FORMES DU TESTAMENT 763-781
Section I:	Dispositions générales 763-766
Section II:	Du testament notarié 767-776
Section III:	Du testament olographe 777
Section IV:	Du testament devant témoins 778-781
CHAPITRE 4:	DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES ET DES LÉGATAIRES 782-814
Section I:	Des diverses espèces de legs 782-788
Section II:	Des légataires 789-793
Section III:	De l'effet des legs 794-800
Section IV:	De la caducité et de la nullité des legs 801-814
CHAPITRE 5:	DE LA RÉVOCATION DU TESTAMENT OU D'UN LEGS 815-823
CHAPITRE 6:	DE LA PREUVE ET DE LA VÉRIFICATION DES TESTAMENTS 824-828
TITRE CINQUIÈME:	DE LA LIQUIDATION DE LA SUCCESSION 829-892
CHAPITRE 1:	DE L'OBJET DE LA LIQUIDATION ET DE LA SÉPARATION DES PATRIMOINES 829-834
CHAPITRE 2:	DU LIQUIDATEUR DE LA SUCCESSION 835-863
Section I:	De la désignation et de la charge du liquidateur 835-847
Section II:	De l'inventaire des biens 848-855
Section III:	Des fonctions du liquidateur 856-863
CHAPITRE 3:	DU PAIEMENT DES DETTES ET DES LEGS PARTICULIERS 864-888
Section I:	Des paiements faits par le liquidateur 864-871

Section II:	Des paiements faits par les héritiers et les légataires particuliers	872-888
CHAPITRE 4:	DE LA FIN DE LA LIQUIDATION	889-892
TITRE SIXIÈME:	DU PARTAGE DE LA SUCCESSION	893-956
CHAPITRE 1:	DU DROIT AU PARTAGE	893-906
CHAPITRE 2:	DES MODALITÉS DU PARTAGE	907-923
Section I:	De la composition des lots	907-912
Section II:	Des attributions préférentielles et des contestations	913-921
Section III:	De la remise des titres	922-923
CHAPITRE 3:	DES RAPPORTS	924-940
Section I:	Du rapport des dons et des legs	924-935
Section II:	Du rapport des dettes	936-940
CHAPITRE 4:	DES EFFETS DU PARTAGE	941-951
Section I:	De l'effet déclaratif du partage	941-945
Section II:	De la garantie des copartageants	946-951
CHAPITRE 5:	DE LA NULLITÉ DU PARTAGE	952-956

LIVRE QUATRIÈME: DES BIENS

TITRE PREMIER:	DE LA DISTINCTION DES BIENS ET DE LEUR APPROPRIATION	957-1003
CHAPITRE 1:	DE LA DISTINCTION DES BIENS	957-964
CHAPITRE 2:	DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CE QU'ILS PRODUISENT	965-968
CHAPITRE 3:	DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CEUX QUI Y ONT DES DROITS OU QUI LES POSSÈDENT	969-977
CHAPITRE 4:	DE CERTAINS RAPPORTS DE FAIT CONCERNANT LES BIENS	978-1003
Section I:	De la possession	978-989
	§ 1.— <i>De la nature de la possession</i>	
	§ 2.— <i>Des effets de la possession</i>	
Section II:	De l'acquisition des biens vacants	990-1003
	§ 1.— <i>Des biens sans maître</i>	
	§ 2.— <i>Des meubles perdus ou oubliés</i>	

TITRE DEUXIÈME:	DE LA PROPRIÉTÉ	1004-1066
CHAPITRE 1:	DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ	1004-1010
CHAPITRE 2:	DE L'ACCESSION	1011-1032
Section I:	De l'accession immobilière § 1.— <i>De l'accession artificielle</i> § 2.— <i>De l'accession naturelle</i>	1011-1027
Section II:	De l'accession mobilière	1028-1032
CHAPITRE 3:	DES RÈGLES PARTICULIÈRES À LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE	1033-1066
Section I:	Des limites du fonds et du bornage	1033-1034
Section II:	Des eaux	1035-1039
Section III:	Des arbres	1040-1042
Section IV:	De l'accès au fonds d'autrui et de sa protection	1043-1049
Section V:	Des vues	1050-1053
Section VI:	Du droit de passage	1054-1058
Section VII:	Des clôtures et ouvrages mitoyens	1059-1066
TITRE TROISIÈME:	DES MODALITÉS DE LA PROPRIÉTÉ	1067-1173
CHAPITRE 1:	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1067-1068
CHAPITRE 2:	DE LA COPROPRIÉTÉ PAR INDIVISION	1069-1092
Section I:	De l'établissement de l'indivision	1069-1071
Section II:	Des droits et obligations des indivisaires	1072-1081
Section III:	De l'administration du bien indivis	1082-1086
Section IV:	De la fin de l'indivision et du partage	1087-1092
CHAPITRE 3:	DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE D'UN IMMEUBLE	1093-1163
Section I:	De l'établissement de la copropriété divisée	1093-1095
Section II:	Des fractions de copropriété	1096-1106

Section III:	De la déclaration de copropriété § 1.— <i>Du contenu de la déclaration</i> § 2.— <i>De l'enregistrement de la déclaration</i>	1107-1117
Section IV:	Des droits et obligations des copropriétaires	1118-1123
Section V:	Des droits et obligations du syndicat	1124-1138
Section VI:	De l'administration du syndicat	1139-1141
Section VII:	De l'assemblée des copropriétaires	1142-1157
Section VIII:	Du transfert du contrôle du syndicat	1158-1161
Section IX:	De la fin de la copropriété	1162-1163
CHAPITRE 4:	DE LA PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE	1164-1173
Section I:	De la nature de la propriété superficière	1164-1169
Section II:	De la fin de la propriété superficière	1170-1173
TITRE QUATRIÈME:	DES DÉMEMBREMENTS DU DROIT DE PROPRIÉTÉ	1174-1263
	DISPOSITION GÉNÉRALE	1174
CHAPITRE 1:	DE L'USUFRUIT	1175-1225
Section I:	De la nature de l'usufruit	1175-1178
Section II:	Des droits de l'usufruitier § 1.— <i>De l'étendue de son droit</i> § 2.— <i>Des impenses</i> § 3.— <i>Des arbres et des minéraux</i>	1179-1195
Section III:	Des obligations de l'usufruitier § 1.— <i>De l'inventaire et des sûretés</i> § 2.— <i>Des assurances et des réparations</i> § 3.— <i>Des autres charges</i>	1196-1215
Section IV:	De la fin de l'usufruit	1216-1225
CHAPITRE 2:	DE L'USAGE	1226-1230
CHAPITRE 3:	DES SERVITUDES	1231-1247
Section I:	De la nature des servitudes	1231-1236
Section II:	De l'exercice de la servitude	1237-1243
Section III:	De la fin des servitudes	1244-1247

CHAPITRE 4:	DE L'EMPHYTÉOSE	1248-1263
Section I:	De la nature de l'emphytéose	1248-1251
Section II:	Des droits et obligations de l'emphytéote et du propriétaire	1252-1259
Section III:	De la fin de l'emphytéose	1260-1263
TITRE CINQUIÈME:	DES RESTRICTIONS À LA LIBRE DISPOSITION DE CERTAINS BIENS	1264-1307
CHAPITRE 1:	DES STIPULATIONS D'INALIÉNABILITÉ	1264-1269
CHAPITRE 2:	DE LA SUBSTITUTION	1270-1307
Section I:	De la nature et de l'étendue de la substitution	1270-1274
Section II:	De la substitution avant l'ouverture § 1.— <i>Des droits et obligations du grevé</i> § 2.— <i>Des droits de l'appelé</i>	1275-1291
Section III:	De l'ouverture de la substitution	1292-1294
Section IV:	De la substitution après l'ouverture	1295-1303
Section V:	De la caducité et de la révocation de la substitution	1304-1307
TITRE SIXIÈME:	DE CERTAINS PATRIMOINES D'AFFECTION	1308-1349
CHAPITRE 1:	DE LA FONDATION	1308-1311
CHAPITRE 2:	DE LA FIDUCIE	1312-1349
Section I:	De la nature de la fiducie	1312-1316
Section II:	Des diverses espèces de fiducie et de leur durée	1317-1324
Section III:	De l'administration de la fiducie § 1.— <i>De la désignation et de la charge du fiduciaire</i> § 2.— <i>Du bénéficiaire et de ses droits</i> § 3.— <i>Des mesures de surveillance et de contrôle</i>	1325-1343
Section IV:	Des modifications à la fiducie et au patrimoine	1344-1346

Articles

Section V:	De la fin de la fiducie	1347-1349
TITRE SEPTIÈME:	DE L'ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI	1350-1423
CHAPITRE 1:	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1350-1351
CHAPITRE 2:	DES FORMES DE L'ADMINISTRATION	1352-1358
Section I:	De la simple administration du bien d'autrui	1352-1356
Section II:	De la pleine administration du bien d'autrui	1357-1358
CHAPITRE 3:	DES RÈGLES DE L'ADMINISTRATION	1359-1407
Section I:	Des obligations de l'administrateur envers le bénéficiaire	1359-1370
Section II:	Des obligations de l'administrateur et du bénéficiaire envers les tiers	1371-1375
Section III:	De l'inventaire, des sûretés et des assurances	1376-1384
Section IV:	De l'administration collective et de la délégation	1385-1391
Section V:	Des placements présumés sûrs	1392-1397
Section VI:	De la répartition des bénéfices et des dépenses	1398-1403
Section VII:	Du compte annuel	1404-1407
CHAPITRE 4:	DE LA FIN DE L'ADMINISTRATION	1408-1423
Section I:	Des causes mettant fin à l'administration	1408-1415
Section II:	De la reddition de compte et de la remise du bien	1416-1423